

Positionspapier

Initiator*innen: Comité directeur de la JS Suisse (beschlossen am:
14.01.2023)

Titel: **Reconnaitre et combattre le racisme - dans la
société et au sein de la gauche**

Antragstext

1 Le racisme est un mécanisme très profondément enraciné dans la société Suisse,
2 et en même temps l'objet d'un déni collectif. Le racisme est souvent clairement
3 identifiable, comme par exemple dans le cadre des typiques campagnes UDC,
4 récurrentes depuis les années 90 [1]. Mais le racisme n'est pas la propriété
5 exclusive de l'UDC : il se retrouve sous diverses formes partout dans la
6 société, y compris dans des structures de gauche. Il faut en effet rester
7 conscient·e que ce sont les syndicats et la social-démocratie elle-même qui ont
8 longuement alimenté le discours d'inspiration raciste de l'« Überfremdung »
9 (surpopulation étrangère) [2], [3]. Aujourd'hui encore, de nombreuses personnes
10 à gauche rechignent à travailler sur ce passé et à s'impliquer réellement dans
11 la lutte antiraciste [1], [4]. Dans de nombreux secteurs de la société, cette
12 lutte n'en est encore qu'à ses débuts. Jusqu'à présent, la résistance contre la
13 suprématie *blanche* dépend encore des personnes touchées par le racisme, tandis
14 qu'elle est occultée par l'essentiel de la société *blanche*.

15 Au cours des dernières années, des luttes antiracistes très visibles ont gagné
16 en portée, notamment grâce au mouvement « Black Lives Matter » (BLM) récemment
17 apparu aux États-Unis. Comme toujours, il n'est pas allé sans une contre-
18 offensive réactionnaire. La résistance antiraciste est devenue particulièrement
19 visible au cours des manifestations de l'été 2020, dans le cadre des
20 manifestations à travers le monde suite à l'assassinat policier de Georges Floyd
21 dans l'État américain du Minnesota. La large mobilisation pour ces
22 manifestations n'a pas été déclenchée par les actrice·teurs de gauche
habituel·les, mais d'abord par des personnes racisées concernées par le racisme,

24 qui ont ainsi créé une présence inhabituelle en Suisse [5], [6].

25 Il faut signifier clairement qu'il n'y a pas *un* antiracisme, pas plus qu'il n'y
26 a *un* racisme. Ce papier de position tient compte de cette réalité. L'antiracisme
27 est plutôt la somme des luttes, parfois séparées, de personnes discriminées en
28 raison de différentes formes de racialisation. On trouve parmi les différentes
29 (liste non exhaustive) formes de racisme les discriminations sur la base de la
30 couleur de peau d'une part, mais aussi l'antisémitisme, le racisme anti-rom et
31 d'autres discriminations sur la base de stéréotypes géographiques ou culturels
32 fictifs d'autre part. En raison de l'étendue de la thématique et de la
33 complexité des différentes luttes antiracistes, il faut retenir que ce papier ne
34 peut présenter qu'une image incomplète de ces luttes. C'est notamment le cas de
35 l'antisémitisme, dont les origines historiques complexes et les conséquences
36 devraient bénéficier à l'avenir de leur propre papier de position/résolution
37 [7].

38 La création et la diffusion du système économique capitaliste n'ont été
39 possibles qu'en lien étroit avec les structures racistes et avec leur
40 légitimation. Le racisme est un instrument nécessaire de la classe dominante, la
41 bourgeoisie, pour diviser la classe ouvrière. Il est nécessaire de s'y opposer
42 avec solidarité et en usant de toutes nos ressources, sans effacer le fait qu'il
43 existe plusieurs formes de racismes et plusieurs luttes qui sont liées et
44 doivent être menées ensemble.

45 Ce n'est pas par hasard que la résistance contre le racisme anti-Noir·es n'est
46 publiquement thématisée avec le mouvement BLM que depuis peu de temps. En effet,
47 alors que les discriminations sur la base de la nationalité font depuis
48 longtemps l'objet de discussions et de résistances ici en Suisse [6], [8],
49 l'idée fausse d'une xénophobie distincte et sans lien avec le racisme est encore
50 prédominante. C'est la conséquence d'un discours typiquement suisse, qui échoue
51 à rapporter correctement le rôle de la Suisse dans l'histoire coloniale
52 européenne ainsi que pendant la période du national-socialisme. La déformation
53 des faits historiques conduit les débats antiracistes à rencontrer des
54 résistances dans les milieux centristes bourgeois et à gauche [1], [9].

55 Ce papier de position doit poser des bases pour un traitement critique de la
56 question du racisme. Il a fonction d'outil pour mener un processus possible du
57 point de vue de la JS Suisse, mais aussi pour une analyse critique des
58 structures internes à la gauche. Concrètement, il doit aussi étudier le rôle de
59 la JS et d'autres forces de gauche majoritairement influencées par des personnes
60 blanches. Ce document vise à esquisser des moyens de passer d'une société
61 raciste à une société antiraciste.

62

Le racisme à la base du capitalisme

63 L'analyse de la situation actuelle requiert de définir nos termes. Le terme de «
 64 racisme » n'est pas simple à définir. L'important est de reconnaître qu'il
 65 n'existe pas *un* racisme, mais de multiples et diverses formes de racismes. Il
 66 est possible de les ranger sur un spectre en fonction des contextes historiques
 67 et des rapports de force [\[10, p. 52\]](#). Toutes les formes de racisme ont une
 68 fonction oppressive. Pour définir qui sont les oppresseur·euses et qui sont les
 69 opprimé·es, on crée des différences fictives sur la base de justifications
 70 pseudo-biologiques et/ou pseudo-culturelles [\[11, p. 92\]](#).

71 Il convient tout d'abord de mentionner que la vision de l'évolution historique
 72 du racisme et l'examen de l'histoire qui suivent sont fortement eurocentristes
 73 et marquées par l'historiographie occidentale et blanche. L'histoire du racisme
 74 est ancienne mais le terme lui-même n'existe que depuis le XX^e siècle, suite à
 75 la diffusion de « théories raciales » pseudo-scientifiques [\[12\]](#). On peut
 76 retracer l'émergence du racisme à l'époque moderne, lors de la « Reconquista »
 77 de la péninsule ibérique aux XIV^e et XV^e siècles par les chrétien·nes
 78 dominant·es. Avec la prétendue « limpieza de sangre » (« pureté de sang »),
 79 elles et ils définirent des différences pseudo-biologiques entre chrétien·nes,
 80 juive·ifs et musulman·es, qui furent employées pour justifier l'oppression et la
 81 persécution systématique des juive·ifs et des musulman·es. Des structures et des
 82 faits racistes existaient cependant déjà précédemment. Nous les désignerons par
 83 le terme de "proto-racisme".

84 Par la suite, la colonisation européenne prit un élan fulgurant aux XV^e et XVI^e
 85 siècles. Poussées par l'avidité capitaliste, l'Espagne et le Portugal, bientôt
 86 suivis par de nombreuses autres puissances européennes, établirent des systèmes
 87 d'oppression sur d'autres continents. C'est ainsi que génocides et exploitation
 88 bénéficièrent d'une « légitimation » raciste complaisante, d'abord sous le
 89 prétexte du christianisme « civilisateur » qui missionnait les populations des
 90 continents occupés. C'est ainsi qu'a été légitimée une supériorité économique
 91 [\[14\]](#). Ce processus de différenciation entre colonisé·es et colons introduisit
 92 une binarité « nous contre eux » qui continua et continue encore d'être
 93 construite sur la base de nouveaux arguments racistes [\[13\]](#). Il est important de
 94 comprendre que le colonialisme et l'impérialisme ont été essentiels dans la
 95 diffusion et la systématisation des modes de production capitalistes.

96 Le racisme est une composante nécessaire au fonctionnement du mode de production
 97 capitaliste et à son développement global. Le capitalisme se base sur
 98 l'exploitation des êtres humains et de l'environnement en pillant le monde
 99 entier. La bourgeoisie, a alors tout intérêt à ce que les personnes opprimées
 100 n'aient pas conscience qu'elles constituent une classe dominée. Le racisme est

101 alors employé comme moyen d'entretenir l'hégémonie bourgeoise.

102 La Suisse aussi a fait et fait toujours partie du réseau de relations
103 transnationales impérialistes et colonialistes. Si l'on considère les
104 entreprises capitalistes internationales, on peut parler d'un impérialisme
105 bancaire et boursier suisse. Durant et après la prétendue « décolonisation »,
106 les entreprises suisses ont récupéré les activités d'anciennes puissances
107 coloniales ou de leurs actrice·teurs. La Suisse fait, aujourd'hui encore, du
108 commerce extérieur avec des régimes dictatoriaux ou corrompus. Aux XVIII^e et
109 XIX^e siècles, de nombreux·ses marchand·es suisses se sont impliqué·es dans le
110 commerce esclavagiste transnational et donc dans la déportation systématique
111 d'habitant·es du continent africain. De plus, des Suisses ont possédé des
112 plantations, esclavagisant des personnes sur différents continents [\[14\]](#), [16, S.
113 17].

114 On peut donc interpréter le racisme systémique indispensable à l'établissement
115 de structures capitalistes globales comme un prédecesseur du racisme
116 pseudo-biologique prédominant en Europe aux XIX^e et XX^e siècle. Comme les
117 plantes et les animaux, les êtres humains étaient alors systématiquement
118 classifiés et hiérarchisés en « races », en créant la pseudo-science de la «
119 doctrine raciale », qui était également proposée comme cursus dans les
120 universités suisses. Au XX^e siècle, ces concepts racistes ont été employés
121 principalement par les nazis en Allemagne, le régime d'apartheid en Afrique du
122 Sud et les lois « Jim Crow » aux États-Unis. À la fin du XX^e siècle, le concept
123 de « races humaines » a été clairement réfuté et proscrit par la science. Le mot
124 « Rasse » n'est désormais plus utilisé à propos des êtres humains dans les
125 espaces germanophones. En revanche, le terme *race* est employé en français et en
126 anglais pour désigner un construit social[\[11\]](#).

127 À la suite de ce rejet sociétal et culturel, la *nouvelle droite* a trouvé dans le
128 « culturalisme » (ou néo-racisme) un nouveau moyen de présenter des idées
129 anciennes. On évoquera notamment le concept d'« ethnopluralisme », qui classe
130 les personnes par « ethnie » et rejette la cohabitation de « groupes ethniques »
131 ou de « cultures » différentes. Les termes sont nouveaux, l'idéologie raciste
132 est ancienne [\[15, S. 371\]](#).

133 **Le racisme, instrument de domination de la 134 bourgeoisie suisse**

135 **Le discours raciste sur la migration**

136 Arrivant à l'époque actuelle, de nombreux domaines méritent analyse. Le

137 néologisme « Überfremdung » (surpopulation étrangère) joue un rôle fondamental
138 dans les discours racistes et la division de classe en Suisse. Ce terme est
139 employé non seulement dans le débat public, mais aussi dans des documents légaux
140 et administratifs [16, S. 89ff]. La polysémie du terme en a fait un instrument
141 important pour donner au racisme un vernis d'objectivité, et ce quand bien même
142 le terme était clairement lié à des motivations racistes dès ses débuts [19].
143 Problématiser la « surpopulation étrangère » fait apparaître une opposition «
144 nous contre eux », en l'occurrence les étrangère·ers. Les justifications de
145 cette opposition ne cessent de changer. Elles vont de visions pseudo-biologiques
146 fondant une politique raciste de supposées « différences culturelles ».
147 Récemment, on entend l'argument de l'impossibilité de l'assimilation dans la
148 société suisse. Quoi qu'il en soit, toutes ces variantes sont racistes, même
149 lorsqu'elles remplacent la notion pseudo-biologique de « race » par la « culture
150 » [1], [8]. Le racisme justifié par la « différence culturelle » est lui vu
151 comme tout à fait acceptable par les centristes bourgeois·es [1], [3], [8].

152 L'occultation sociale du racisme en Suisse est largement favorisée dans la
153 sphère germanophone par l'utilisation et le développement du concept d'
154 « Überfremdung », mais il ne suffit évidemment pas à expliquer l'absence des
155 questions antiracistes dans le débat public. Il faut y ajouter les mythes
156 mentionnés plus haut quant à la (non-)participation suisse aux activités
157 coloniales et néocoloniales. Ce phénomène est parfois désigné comme « anti-
158 racialism » en anglais : un effacement et une négation de la racialisation et de
159 la discrimination associée, conséquence d'une volonté d'effacer son propre passé
160 colonial [1]. On constate un phénomène analogue concernant l'antisémitisme et le
161 racisme antisémitisme. Un parfait exemple en est l'absence de traitement de la
162 participation de la Suisse aux crimes nazis après la Seconde Guerre mondiale. En
163 Suisse aussi, les attitudes antisémites et les idées fascistes étaient et sont
164 encore largement répandues. La Suisse a collaboré activement avec l'Allemagne
165 nazie, notamment en acceptant le marquage du passeport de juive·ifs allemand·es
166 du « tampon juif » et en refusant l'asile à des réfugié·es juive·ifs. Les
167 banques suisses ont entreposé des œuvres d'art spoliées et des richesses volées
168 par les nazis aux juives·ifs assassiné·es [17], des industriel·les suisses ont
169 livré des baraques au camp de concentration d'Auschwitz [17], [18]... Cette
170 énumération pourrait se poursuivre longuement. L'effacement de faits historiques
171 est ainsi soutenu par le récit dominant de la neutralité suisse, permettant à
172 l'État, en tant que prétendue instance neutre dans l'histoire contemporaine
173 mondiale, de faire oublier sa participation et donc sa responsabilité [1]. Quand
174 bien même la bourgeoisie locale a et continue de commercer activement avec des
175 états coloniaux et des régimes fascistes et assimilés, la Suisse officielle
176 paraît dans les consciences garder les mains blanches.

177 Du statut de saisonnier au régime migratoire actuel

Pour comprendre l'origine des structures racistes en Suisse, il est pratiquement indispensable d'acquérir une vue d'ensemble de l'histoire récente de l'immigration ouvrière dont le contexte a été marqué de manière déterminante par le mode de production capitaliste. Ce n'est qu'à partir de la fin du XIX^e siècle que l'immigration en Suisse a pris de l'importance. Auparavant, le pays était marqué par l'émigration, faute de perspectives économiques. Avec l'industrialisation, la demande en main-d'œuvre a augmenté [19]. Jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale, c'est une liberté d'établissement de fait qui prévalait pour les travailleuse·eurs étranger·ères, puis, après sa fin, l'immigration a été pratiquement entièrement stoppée par un durcissement du régime frontalier. Les travailleuse·eurs régie·es par le statut de saisonnière·ers à partir de 1931 étaient pratiquement les seul·es autorisé·es à entrer en Suisse pour une durée limitée et à y travailler. Leur séjour était limité au maximum à une « saison » de neuf mois, sans droit au rassemblement familial. Cela a permis, en particulier après la Seconde Guerre mondiale, de stimuler la croissance économique tout en opérant une nette ségrégation entre les saisonnière·ers étrangère·ers, en majorité italien·nes, et le reste de la population. C'est dans ce cadre qu'a été menée une politique xénophobe visant à lutter contre la « surpopulation étrangère » de la Suisse [20], [21]. Cette politique est un exemple de discrimination multiple. La Suisse aurait très bien pu disposer d'une marge de manœuvre, car la demande en main-d'œuvre aurait pu être satisfaite par l'ouverture du salariat aux femmes. Mais pour cela, il aurait fallu admettre une égalité économique croissante entre des femmes, ce qui serait entré en contradiction avec les rôles genrés de la bourgeoisie dominante [16, S. 89ff]; c'est pourquoi l'exploitation d'hommes étrangers offrait une situation gagnant-gagnant à la bourgeoisie suisse. La Suisse était et est toujours clairement bénéficiaire de l'exploitation des migrant·es tout en établissant dans un même temps un des régimes migratoires les plus stricts d'Europe. Malgré l'abolition du statut de saisonnière·er en 2002 avec l'introduction de la liberté de circulation des personnes par l'Union européenne, la législation en matière d'étrangère·ers se règle toujours sur le besoin de main-d'œuvre de la bourgeoisie. Pendant ce temps, la Suisse continue de mener une des politiques migratoires les plus restrictives et discriminatoires d'Europe.

D'un point de vue juridique, le système migratoire suisse est basé sur la loi sur les étrangers et l'intégration (LEI) [22], la loi sur l'asile (LAsi) [23] et les accords internationaux (Schengen/Dublin [24] et l'accord sur la libre circulation des personnes de l'UE [25]). Sur la base de ces principes, les institutions remplissent le rôle d'exécutrices d'un agenda raciste commun, élaboré par les politiques en fonction des intérêts (économiques) de la bourgeoisie. Parmi les principaux actrice·eurs institutionnels de ce système, on retrouve Frontex, le Secrétariat aux migrations (SEM), les autorités judiciaires et policières et les autorités cantonales de migration et d'asile.

221 L'interprétation des bases légales n'est pas uniforme, notamment en ce qui
222 concerne les discriminations multiples plus ou moins importantes. Ainsi, le
223 traitement des migrant·es varie largement en fonction de leur région d'origine.
224 Ce n'est pas le résultat de l'observation de critères « objectifs » par les
225 institutions du régime d'asile, mais celui de leur refus aux migrant·es, pour
226 des raisons apparemment arbitraires, du droit d'être entendu·es. Derrière
227 l'arbitraire se cache systématiquement une combinaison de stéréotypes culturels
228 et racistes. Il s'agit notamment de stéréotypes orientalistes, islamophobes,
229 anti-roms, néo-racistes et eurocentristes. Le traitement réservé aux réfugié·es
230 de la guerre en Ukraine en est une illustration : le statut de réfugié·e
231 reconnu·e (statut F) est refusé à des milliers de réfugié·es provenant d'autres
232 territoires occupés et/ou menacés de génocides et de guerres d'agression, ainsi
233 qu'à des personnes dont il est prouvé qu'elles sont victimes de persécutions
234 politiques. En parallèle, une vague de solidarité envers les réfugié·es
235 blanc·hes d'Ukraine, considéré·es comme moins « différent·es » par le discours
236 (culturellement) raciste ambiant, a déferlé à travers la Suisse durant les
237 premiers mois de la guerre d'agression russe. D'innombrables manifestations de
238 solidarité dans les médias ont renforcé l'opposition discursive aux migrant·es
239 non-blanc·hes.

240 Dans la plupart des décisions d'asile négatives, le SEM invoque le manque de
241 crédibilité des personnes concernées ou des « États tiers sûrs ». Ces décisions
242 négatives font planer la menace d'une expulsion/déportation ou d'une vie sans
243 statut de séjour. Dans ce contexte, la Suisse s'efforce de créer les pires
244 conditions de vie pour les requérant·es d'asile débouté·es dans des « centres de
245 retour ». Certains de ces centres ont été sévèrement critiqués par la Commission
246 nationale de prévention de la torture, et plusieurs personnes sont déjà mortes
247 en Suisse dans le cadre de « détentions en vue du renvoi ». Les demandeuse·eurs
248 d'asile débouté·es doivent en outre patienter avec un régime d'aide d'urgence
249 indigne, tandis que l'accès au marché du travail régulier leur est totalement
250 interdit. Si des personnes ont besoin de plus d'argent que les 240 francs par
251 mois d'aide d'urgence, elles sont contraintes d'accepter des emplois au noir.

252 **Nos institutions sont racistes !**

253 **Justice et police : le racisme s'exprime dans la violence**

254 Le rôle de la police est très important dans le maintien des structures sociales
255 racistes. Son travail repose sur des démonstrations de force et des actions
256 disproportionnées. Dans l'exercice du travail de la police, on observe souvent
257 des violences à l'égard de personnes non-blanches. Ces problèmes ne sont pas
258 considérés dans leur caractère systémique, et l'État et la police traitent
259 généralement les incidents racistes comme des « cas isolés ». La police est une

260 institution raciste, et il ne suffit pas de considérer le comportement
261 individuel des policière·ers.

262 Les rapports de police documentent les arrestations violentes et les justifient
263 souvent en accusant la personne arrêtée d'agression – accusation rarement remise
264 en question. Le profilage racial est systématique dans les contrôles de police.
265 Les personnes non-blanches sont contrôlées en raison de leur couleur de peau et
266 traitées de manière fondamentalement différente des personnes blanches [26].

267 L'appartenance à un État-nation constitue une couverture pour le racisme. Ainsi,
268 l'ordre juridique classe les personnes en trois groupes différents : les
269 ressortissant·es suisses, les ressortissant·es de pays de l'UE et de l'AELE, et
270 les ressortissant·es de ce qui est appelé les « États tiers ». Les
271 ressortissant·es de pays de l'UE et de l'AELE bénéficient du régime de libre
272 circulation des personnes, tandis que le séjour des personnes originaires d'«
273 États tiers » est régi par des accords bilatéraux. L'article constitutionnel qui
274 interdit de distinguer les personnes en fonction de leur "race" n'est souvent
275 pas respecté : Mohamed Wa Baile a refusé de montrer sa carte d'identité après
276 que les policière·ers aient refusé de justifier pourquoi il était le seul
277 pendulaire à être contrôlé. En Suisse, le contrôle de police a été considéré
278 comme légal en raison de la couleur de peau de la personne. Au motif que la gare
279 était un lieu de passage pour "l'immigration illégale". L'affaire est désormais
280 pendante devant la Cour européenne des droits de l'homme. [25]

281 De plus, en Suisse aussi, des personnes meurent encore des suites de violences
282 policières racistes, lors de contrôles ou en prison. Ces cas et leurs
283 conséquences sont peu étudiés. Il manque en Suisse des données et des
284 évaluations concrètes sur le racisme au sein de la police. Ces cas ne sont
285 traités que sous la pression de la société civile et des médias, lentement et
286 isolément. Lorsque des personnes touchées veulent porter plainte, le processus
287 échoue souvent par faute de preuves et en raison du travail du ministère public,
288 qui protège l'appareil répressif. Il est temps que cela change ! Outre des
289 services d'accueil et de dépôt de plainte indépendants, il faut un recensement
290 systématique des violences policières racistes, et de même pour la justice. En
291 effet, les tribunaux sont considérés comme des institutions au-dessus de tout
292 soupçon, un symbole d'objectivité et de neutralité. Cela rend plus difficile
293 d'aborder le racisme au sein de la justice, qui n'a jamais été exempte de
294 structures racistes.

295 Le tribunal renforce les stéréotypes sur les groupes racisés et les criminalise.
296 La vision du milieu des juges a un impact sur la peine prononcée et l'évaluation
297 de la crédibilité des personnes participant au procès. Des études menées dans
298 les pays anglophones montrent que les personnes noires sont condamnées à des

peines plus lourdes et considérées comme moins crédibles que les témoins blanc·hes. [52]. Partant de ce constat, il est nécessaire de dénoncer les situations et décisions racistes dans les tribunaux et de soutenir les personnes touchées par la criminalisation raciste. L'observation et les comptes-rendus des procès doivent être développés pour permettre de documenter les procédures judiciaires.

L'accès au système judiciaire pour faire valoir ses droits est également très inégal. La connaissance et la familiarisation avec le système juridique ainsi que l'argent pour payer les frais de représentation et de justice ne sont pas disponibles pour tous de la même manière. Les personnes racialisées sont souvent moins bien loties.

Mais il faut aussi une réflexion plus fondamentale sur la police et la justice. Ces structures, en particulier la police, ne sont pas réformables. Nous devons donc affaiblir financièrement ces institutions répressives et les remplacer à long terme par des éléments constructifs de sécurité publique tels que l'éducation, l'aide à la recherche d'emploi et la sécurité du logement.

Le racisme structurel en Suisse, concrètement

Le racisme structurel est profondément ancré dans notre société et touche aussi bien les personnes issues de l'immigration que celles qui ne le sont pas. Une vaste collecte d'études et un complément d'étude de l'Université de Berne montrent clairement que le racisme structurel touche pratiquement tous les domaines de la vie des personnes racisées en Suisse [24].

Le rapport du Service de lutte contre le racisme de 2014 fait état de la fréquence de la discrimination raciale dans l'environnement professionnel. En outre, le taux de chômage des personnes issues de l'immigration est supérieur à la moyenne, de même que leur présence dans les emplois à bas salaire. La discrimination supplémentaire dont sont victimes les personnes racisées TINA (trans, inter, non binaires et agenres) n'a même pas été prise en compte. Selon le rapport, 9 % des personnes interrogées ont confirmé être confrontées à des attitudes xénophobes systémiques sur leur lieu de travail [40]. La discrimination commence dès la recherche d'emploi : les candidat·es issu·es de l'immigration ou portant un nom à consonance « étrangère » doivent en moyenne envoyer 30 % de candidatures en plus pour décrocher un entretien d'embauche. C'est la conclusion à laquelle parvient le projet de recherche « Discrimination as an obstacle to social cohesion » [41].

La situation professionnelle et la vie en Suisse sont particulièrement précaires pour les sans-papiers, c'est-à-dire les migrant·es qui n'ont pas de statut de

339 séjour régulier. Faute de documents de séjour légaux, elles·ils sont privé·es de
340 nombreux droits et de la participation à la vie publique. En Suisse, on estime
341 que cela concerne entre 80'000 et 300'000 personnes. La nécessité d'éviter de se
342 faire remarquer pour afin de ne pas révéler leur absence de statut de séjour,
343 limite fortement la vie des sans-papiers [49]..

344 Cette vulnérabilité, combinée avec l'impossibilité d'exercer légalement une
345 activité lucrative, a pour conséquence que les sans-papiers sont exploité·es par
346 les entreprises dans des emplois au noir. Elles et ils risquent de ne pas être
347 payé·es ou de recevoir un salaire trop bas [49]. Ce sont généralement les
348 sans-papiers qui doivent en subir les conséquences, et pas les
349 entrepreneuse·eurs qui pratiquent illégalement le dumping salarial. Les
350 tentatives de régulariser la situation des sans-papiers sont essentiellement
351 restées vaines. Parmi les projets de ce genre, on relève l'« opération Papyrus
352 », qui devrait permettre des régularisations facilitées dans le canton de Genève
353 depuis 2017, ou encore les efforts de la ville de Zurich avec la « City Card »
354 qui tente de garantir un séjour décriminalisé dans la ville [50], [51].

355 **La création raciste d'identité dans la société suisse**

356 C'est une partie de la société qui détermine, selon un point de vue raciste, si
357 une personne est perçue comme suisse ou étrangère [\[271\]](#). La racialisation est
358 essentielle à cette détermination, créant des différences fictives dans
359 lesquelles l'endroit où la personne a grandi ne joue aucun rôle. Cela permet de
360 marginaliser des personnes et de les stigmatiser en les classifiant comme «
361 étrangère·er », même quand elles sont nées et ont grandi en Suisse. Ce « théâtre
362 de l'intégration » se joue aussi dans le discours sur les conditions de
363 naturalisation et dans le processus de naturalisation en général. En 2018 est
364 entrée en vigueur la révision totale de la loi sur la nationalité (LN),
365 augmentant encore de manière significative les obstacles à la naturalisation.
366 Pour pouvoir déposer une demande de naturalisation, il faut désormais justifier
367 de dix ans de séjour en Suisse et d'au moins un statut C (avant la révision, les
368 personnes ayant un statut B ou F pouvaient également se faire naturaliser). De
369 plus, les demandeuse·eurs doivent satisfaire à ce qui est appelé des « critères
370 d'intégration ». L'Observatoire du droit d'asile et des étrangers évoque des cas
371 dans lesquels la naturalisation n'a pas été délivrée parce que la personne n'est
372 pas parvenue à fournir les « détails locaux » requis. Les différences communales
373 et cantonales en matière de procédure sont importantes. À cela s'ajoutent les
374 coûts financiers élevés, sur lesquels la Suisse enfreint une fois de plus la
375 Convention de Genève sur les réfugiés. Pour les réfugié·es reconnu·es, la
376 procédure devrait être accélérée conformément à la convention et les coûts
377 devraient être réduits [\[281\]](#).

378 Dans le débat sur la naturalisation, l'opinion publique fait appel à des
379 ressentiments racistes, et la vision « ethnique » de la population s'exprime une
380 fois encore. Ainsi, le passeport devrait se mériter par un certain « sens des
381 valeurs » [29]. Le mode de pensée raciste se manifeste dans l'idée sous-jacente
382 selon laquelle les personnes sans passeport suisse seraient hostiles à la
383 démocratie et à l'égalité. On peut retenir ici que le pays d'origine des
384 demandeuse·eurs est un critère déterminant dans une décision de naturalisation,
385 ce qui est raciste. Ne pas avoir de passeport suisse signifie ne pas avoir de
386 droit à la parole. Pour nous, il est clair que quiconque vit ici doit avoir son
387 mot à dire. Il faut mettre fin à cette inégalité de traitement raciste.

388 Reconnaître et combattre le racisme

389 L'Europe connaît actuellement un véritable retour des idéologies d'extrême
390 droite fondées sur des bases racistes. L'UDC, la plus grande force réactionnaire
391 de Suisse, n'est plus une exception en Europe, elle est même à l'avant-garde des
392 développements actuels. Le parti d'extrême droite parvient, au moins depuis les
393 années 90, à présenter régulièrement des initiatives racistes, qu'il remporte
394 souvent grâce à des campagnes agressives et haineuses. Ce véritable bombardement
395 de récits réactionnaires et identitaires entraîne un glissement vers la droite
396 des discours sur la migration au sein de la société. L'UDC emploie des éléments
397 d'argumentation néo-racistes dont les bases ont été posées bien avant l'époque
398 du parti, comme le concept d'« Überfremdung » (surpopulation étrangère), partie
399 intégrante de la culture politique suisse, qui a atteint son apogée dans les
400 années 70 avec l'initiative Schwarzenbach, lancée par l'« Action nationale
401 contre l'emprise étrangère sur le peuple et la patrie » (aujourd'hui connue sous
402 le nom de « Démocrates suisses »). Les politicien·nes de l'UDC ont repris un
403 narratif similaire dans les années qui ont suivi, en déplaçant l'accent sur la
404 haine des demandeuse·eurs d'asile. [30, p. 188 et autres]. La campagne de l'UDC
405 sur l'« initiative pour le renvoi des étrangers criminels » a attiré l'attention
406 internationale sur l'« affiche aux moutons », qui a été sévèrement condamnée par
407 le rapporteur spécial de l'ONU sur le racisme.

408 Des actrice·teurs aux positions proches de l'UDC (et parfois membres de l'UDC à
409 titre privé) ont pris le contrôle des (groupes de) médias et parviennent à
410 exercer une influence considérable sur le discours. Le résultat est désastreux.
411 Outre le regroupement de nombreuses publications sous le contrôle de rédactions
412 en chef triées sur le volet, la plupart des chaînes sont rassemblées entre les
413 mains d'une poignée de puissants groupes de médias. Non seulement la diversité
414 des médias et la qualité du journalisme en pâtit, mais le contenu s'est
415 globalement déplacé vers un agenda encore plus marqué dans sa défense de l'ordre
416 établi et incitant à sa radicalisation raciste et autoritaire. Au vu des
417 rapports de pouvoir actuellement en place, il est extrêmement compliqué de les

418 combattre avec des visions antiracistes et anticapitalistes. Des analyses le
419 montrent clairement : on parle très souvent des minorités racisées, mais on ne
420 leur donne pas la parole. Ce traitement médiatique s'appuie sur des stéréotypes
421 et des préjugés racistes, le débat fait souvent appel à des généralités et il
422 est mené par des hommes cis *blancs* bourgeois [31, S. 40].

423 Les forces conservatrices de droite travaillent depuis longtemps à rendre les
424 idéologies racistes acceptables en Suisse (bien qu'il faille se demander si de
425 telles idéologies ont déjà réellement été absentes à un moment donné de
426 l'histoire récente). Elles parviennent, en s'appuyant sur une forte présence
427 dans les médias, à influencer l'opinion de la majorité de la population. C'est
428 ce qui se passe par exemple dans le débat actuel sur l'appropriation culturelle,
429 un sujet tendu et controversé. Ce thème prend ses racines dans l'époque de la
430 domination coloniale, et tire donc ses origines de l'esclavagisme et de
431 l'exploitation culturelle systématiques.

432 Même si l'on se trouve sur une ligne de crête dans le débat sur l'appropriation
433 culturelle et qu'on n'a jusqu'à présent pu trouver aucun solution absolue, la
434 discussion est d'une grande importance. Elle est importante parce qu'elle permet
435 de prendre conscience du système de domination *blanche* existant dans notre
436 société. L'appropriation culturelle est conçue pour opprimer et exploiter
437 certains groupes humains. De nombreux éléments des cultures colonisées ont été
438 volés et exploités par les colonisatrice·teurs pour en tirer profit. Ces biens
439 culturels se trouvent encore aujourd'hui dans de nombreux musées en Occident et
440 illustrent clairement la manière dont la domination coloniale laisse encore des
441 traces aujourd'hui. En 1830, l'« Indian Removal Act » a été promulgué aux États-
442 Unis pour poser les bases légales de l'expulsion des populations indigènes et
443 interdire la culture indigène [48]. L'objectif de la critique de l'appropriation
444 culturelle est donc une relecture de l'histoire. Elle met en avant la
445 revendication de l'égalité des droits [43].

446 Du racisme ordinaire à l'antiracisme ordinaire

447 Le racisme ordinaire est une forme de racisme souvent plus pernicieuse qui se
448 manifeste dans les situations de tous les jours. Le racisme ordinaire peut
449 prendre la forme de préjugés, de discriminations et stéréotypes, de désavantages
450 ou d'exclusion. Il peut avoir des répercussions sur différents aspects de la
451 vie, comme l'accès à l'éducation, au travail, au logement ou aux soins.

452 Le racisme ordinaire a plusieurs visages. Il s'exprime par exemple quand on
453 demande à une personne d'où elle vient « vraiment », ou dans des
454 représentations stéréotypées dans les manuels scolaires. Ces exemples ont un

455 point commun : une classification globale et racialisée, visant à classer les
456 personnes par nationalité ou par « culture ». On crée ainsi un « nous » et
457 un « eux ». Ce processus est appelé « altérisation ». Dans chaque
458 société, il existe ce qu'on appelle une « connaissance raciste », constitué
459 de stéréotypes ou de préjugés sur les « autres ». Ces préjugés font
460 l'objet d'un consensus au sein de la société, dont le savoir raciste traverse
461 toutes les couches sociales.

462 Le début du XIX^e siècle a été une époque déterminante pour la création de
463 représentations racistes, telles que le développement du personnage de « Jim
464 Crow », qui faisait partie des minstrel shows aux États-Unis et avait un but de
465 divertissement. Des comédien·nes *blanc·hes* avec le visage peint en noir
466 interprétaient des personnages qui incarnaient les stéréotypes négatifs sur les
467 Afro-Américain·es. Les représentations de *blackfaces* sont rapidement devenues
468 partie intégrante de l'industrie cinématographique, de même que les *yellowfaces*
469 [45] [46] [47].

470 Bien que la critique du *blackface*, du *yellowface* et du *redface* (pour les groupes
471 de populations indigènes) soit répandue dans la population, elle se heurte
472 souvent à des attitudes défensives et à l'ignorance. Il n'est pas rare que des
473 personnes se déguisent en « Indiens » en Suisse pour Halloween, à Bâle pour le
474 carnaval ou à Frauenfeld pour la Bechtelisnacht, reproduisant ainsi des images
475 très dépassées et erronées des groupes de population indigènes. On a tendance à
476 qualifier les objections d'exagérées et injustifiées. Cette position est due à
477 un manque de conscience et de l'ignorance qui conduisent à une reproduction
478 perpétuelle des stéréotypes. Singer une couleur de peau et les attributs
479 culturels de tout un groupe humain pour se divertir est un acte dégradant dont
480 les effets se font encore sentir aujourd'hui. La pratique de parodier les
481 personnes appartenant à des groupes marginalisés et leur culture et de les
482 instrumentaliser pour des costumes, de la popularité ou du profit est un exemple
483 de l'arrogance qui prévaut dans les relations entre les profiteuse·eurs de la
484 domination *blanche* et les groupes humains opprimés.

485 En Suisse, le racisme ordinaire est vécu par de nombreuses personnes et est
486 étroitement lié au pouvoir dans la société. Une majorité de la société détermine
487 ce qui est « normal » et ne remet pas en question cette normalité (*blanche*)
488 développée historiquement, mais, au contraire, la maintient. Le messianisme
489 blanc est le produit d'un racisme systémique. Des États, institutions et
490 individus du Nord global appliquent à leurs pratiques (néo)coloniales des termes
491 tels que « aide » et « collaboration au développement ». C'est ainsi par exemple
492 que les levées de fonds de ces ONG font appel à des images qui évoquent un
493 stéréotype raciste d'enfants « africain·es » « sans défense », que devraient «
494 sauver » les donatrice·teurs du Nord global [\[351\]](#). C'est également dans ce cadre

495 que se produit ce qu'on appelle le « volontourisme » des personnes du Nord
496 global, qui consiste généralement à s'engager sur des « projets d'aide au
497 développement » dans des pays du Sud global sans posséder aucune compétence
498 adaptée.

499 Mais les ONG et les individus ne sont pas les seuls à reproduire les structures
500 coloniales : les État en font tout autant. La Suisse aussi, avec la Direction du
501 développement et de la coopération (DDC), pratique l'exploitation néocoloniale à
502 figure humanitaire. Ainsi, la DDC a versé jusqu'en 2020 un million de francs par
503 an au Water Resources Group (WRG), une association des grands groupes Nestlé,
504 Coca-Cola et d'autres actrice·teurs [\[132\]](#). La présence active de l'État suisse au
505 Rwanda avant le génocide est également problématique, pour ne citer que ces deux
506 exemples [\[133\]](#).

507 Il faut immédiatement mettre un terme à ces agissements néocoloniaux. La
508 prétendue « aide au développement » doit être abolie. Des réparations à hauteur
509 des dommages causés doivent être versées, sous forme de paiements directs ou de
510 paiements à des projets de la population locale.

511 Pour dissoudre le racisme au sein de la société, la société *blanche* majoritaire
512 doit renoncer à ses privilèges et ouvrir les structures institutionnelles du
513 pouvoir afin de permettre la participation des groupes jusqu'ici sous-
514 représentés et défavorisés. Cela requiert de profonds changements individuels et
515 sociaux, qui font face à une résistance et à des stratégies de défense de la
516 part de la société majoritaire. La lutte antiraciste est indispensable pour une
517 société pluraliste et hétérogène, et elle est urgentement nécessaire. La société
518 majoritaire *blanche* doit prendre et faire appliquer des mesures légales,
519 sociales et politiques afin de réduire le racisme et les autres formes de
520 discrimination. Ces mesures devraient s'inspirer du mouvement d'« empowerment »
521 des personnes racisées et briser les structures racistes à tous les niveaux de
522 la société. Pour être efficaces, ces mesures doivent prendre au sérieux la
523 protection contre le racisme au quotidien et encourager la participation
524 politique. Dans l'ensemble, il s'agit de mettre en place dans tous les domaines
525 de la vie des attitudes et des structures basées sur le respect et la
526 valorisation. [42]

527 **Pas de vision sociétale sans antiracisme**

528 L'idée du concept de « races humaines » n'est aujourd'hui pratiquement plus
529 défendue. Les idéologies racistes ont adopté un nouveau vernis, mais les
530 objectifs inhumains qui les sous-tendent restent les mêmes. Il faut en
531 permanence les démasquer et les condamner. Nous vivons dans une société raciste,

532 et sommes socialisé·es en conséquence. Le racisme ne peut pas être réduit aux
533 idéologies (néo)nazies ; les structures racistes sont établies systématiquement et
534 historiquement. Elles étaient et sont toujours indispensables au système
535 économique capitaliste. Les capitalistes mobilisent toutes leurs ressources pour
536 défendre ces structures ; nous, travailleuse·eurs, ne pouvons répondre que par
537 une solidarité inconditionnelle et une lutte commune.

538 Pour lutter activement et efficacement contre la domination *blanche* en Suisse,
539 des mesures concrètes sont nécessaires. Il convient ici de noter que nos
540 revendications ne constituent en aucun cas une alternative durable à
541 l'indispensable renversement de l'ordre étatique et social bourgeois démocrate
542 au fondement du capitalisme. Des mesures s'imposent d'urgence dans les domaines
543 suivants :

544 **1. Fournir une formation et une recherche antiracistes**

545 La Confédération doit augmenter massivement les moyens financiers destinés à la
546 recherche qualitative et approfondie sur les questions de racisme. Ce n'est
547 qu'avec une réflexion approfondie sur le racisme et son ancrage dans notre
548 société qu'il sera possible de désamorcer efficacement le racisme sous toutes
549 ses formes. La déconstruction du racisme et de la suprématie *blanche* doit
550 s'opérer à tous les niveaux de formation. Nous demandons donc l'ancrage de
551 l'éducation antiraciste dans les programmes scolaires à tous les niveaux de
552 formation. Il faut également développer le financement public de la recherche
553 antiraciste. Il faut une large offre de formations continues antiracistes dans
554 tous les secteurs. En particulier dans le journalisme, l'éducation, la police et
555 la justice. Les institutions publiques doivent organiser régulièrement ces
556 formations.

557 **2. Reconnaître la dette coloniale et en tirer les conséquences !**

558 La Suisse doit assumer pleinement son passé colonial. Cela implique de
559 reconnaître officiellement la dette coloniale et d'en tirer les conséquences. Ce
560 processus doit être suivi par le paiement de réparations directes aux pays et
561 aux groupes de population qui ont subi des dommages dus aux pratiques
562 d'exploitation coloniales des entreprises et de l'État suisse. Les biens
563 culturels privés et publics soupçonnés d'être d'origine coloniale doivent être
564 expropriés. L'histoire de ces biens doit faire l'objet d'un travail de mémoire
565 qui doit aboutir à leur restitution à leur lieu d'origine. L'étude du passé
566 colonial doit enfin occuper une place de choix dans les manuels scolaires
567 suisses. Enfin, la Suisse et ses entreprises actives au niveau mondial doivent
568 mettre un terme à l'exploitation actuelle des pays au passé colonial.

569 **3. Démolir la forteresse Europe !**

570 Nous demandons la fin de la politique migratoire et frontalière raciste de l'UE.
571 Toutes les revendications formulées dans le papier de position sur la migration
572 de la JS Suisse sont fondamentales pour la lutte contre le racisme. Le régime
573 migratoire et la politique frontalière actuelle engendrent violence, exclusion
574 et discrimination des groupes racisés et doivent être abolis. La création des
575 États-nations et de leurs frontières est également un processus raciste depuis
576 son origine.

577 **4. Contre le racisme dans la justice, la police et les services de migration**
578 !

579 L'impact des structures racistes à tous les niveaux de la société doit enfin
580 être reconnu. Le racisme dans l'appareil policier et judiciaire coûte des vies
581 humaines. Nous demandons donc la collecte constante et complète de données sur
582 les violences et les discriminations racistes dans les institutions étatiques.
583 Il faut également des services d'accueil et de dépôt de plainte indépendants,
584 mais financés par les pouvoirs publics, pour les personnes concernées. Ces
585 services doivent être responsables de l'enregistrement des plaintes contre les
586 actes racistes commis par des représentant·es de l'État, qu'il s'agisse de la
587 police ou d'autres autorités, et devront les examiner de manière approfondie
588 pour apporter une aide appropriée aux personnes concernées. Ces services ne
589 peuvent toutefois fonctionner que s'ils disposent d'instruments juridiquement
590 contraignants et efficaces, et doivent donc en être dotés. De plus, les
591 institutions du régime migratoire et la police ne doivent plus recevoir de
592 moyens financiers supplémentaires. Ceux-ci constituent aujourd'hui la base de
593 leur militarisation et de l'extension de leur domaine d'activité répressif. À
594 long terme, il faut abolir la police et la remplacer par la création
595 d'alternatives concrètes.

596 **5. Les mêmes droits pour tou·tes**

597 Nous demandons les mêmes droits pour toutes les personnes vivant en Suisse. La
598 participation politique, donc le droit de vote et d'éligibilité, doit être
599 garantie pour toutes les personnes vivant en Suisse. Personne ne droit vivre
600 dans l'indignité, c'est pourquoi l'accès au marché du travail, à l'aide
601 sociale et aux assurances sociales doit être garanti sans risquer son statut de
602 séjour. Des mesures plus fortes doivent être mises en place pour lutter contre
603 le racisme sur le lieu de travail et le marché du travail. La société à deux
604 vitesses créée par la LEI et la loi sur l'asile doit prendre fin. Les
605 discriminations racistes dans les domaines du logement, du travail et dans la
606 vie doivent être recensées et analysées par l'État. Sur la base des

607 résultats, il faudra élaborer des mesures et les mettre en œuvre.

608

609 **La gauche suisse et l'(anti)racisme : et** **maintenant ?**

610 La gauche *blanche* d'Europe centrale ne semble pour l'instant pas être parvenue
611 à s'approprier une analyse rigoureuse et conséquente du racisme et à agir en
612 conséquence. Des concepts en ce sens existent, mais sont rarement utilisés.
613 Seul le concept d'intersectionnalité trouve parfois une place dans les analyses
614 de gauche, mais il est généralement employé de manière peu claire, vague et
615 complètement ignorante de son origine. L'antiracisme semble être
616 essentiellement traité comme une obligation morale, ce qui fait qu'une grande
617 partie de la gauche blanche n'est pas capable d'expliquer de manière fondée en
618 quoi racisme et capitalisme sont liés, ou que le fait de « ne pas voir les
619 couleurs » consiste à nier le racisme. Il n'est alors pas rare que des
620 actrice·teurs de gauche affirment que tous les êtres humains doivent être
621 considérés comme « égales·aux » sans tenir compte du fait qu'en raison des
622 oppressions systémiques, tous les êtres humains ne sont, en fait, pas traités
623 de la même manière, occultant donc la nécessité de solutions sur mesure aux
624 situations d'inégalité raciste.

625 Une analyse fondée est capitale pour distinguer l'antiracisme de gauche de
626 l'antiracisme libéral. Ce dernier tente de réduire les discriminations
627 systémiques à un niveau individuel [33]. Ce faisant, les antiracistes
628 libérale·aux ne tiennent pas compte du fait que le racisme est un instrument
629 central de l'exploitation capitaliste. Le lutte contre le racisme est donc
630 toujours une lutte contre le capitalisme. Dans cette lutte, les
631 travailleuse·eurs ne doivent pas se laisser diviser.

632 Les concepts postcoloniaux, inspirés du marxisme, doivent également prendre une
633 grande importance pour la gauche suisse. La théoricienne postcoloniale Gayatri
634 Spivak critique l'approche essentiellement patriarcale et eurocentriste des
635 théoricien·nes centrale·aux les plus lus, et défend l'idée que l'on ne peut agir
636 de manière réellement antiraciste que si l'on rompt avec le régime de savoir
637 patriarcal et eurocentriste. L'un des principaux problèmes est que les
638 revendications antiracistes ne sont pas réellement mises en avant dans les
639 programmes électoraux et qu'il n'y a pratiquement pas de réflexion sur le sujet.
640 Des objets tels que le référendum sur Frontex ont été traités avec négligence
641 par le PS qui leur a, par conséquent, consacré peu de ressources. La JS doit
642 également engager une réflexion à ce sujet et transmettre ses conclusions au PS
643 et aux autres forces de gauche. En effet, si la JS veut devenir une force
644 antiraciste, elle devra mener une restructuration interne, une remise en

645 question de son racisme intériorisé et une formation sur le sujet. Il est en
646 particulier nécessaire d'agir dans les domaines suivants :

647 **1. Formation interne**

648 Actuellement, il y a un manque de formation sur le thème du racisme. La
649 perspective antiraciste est souvent absente des PSNS. La JS doit à l'avenir
650 fournir des formations approfondies sur l'origine du racisme et les mouvements
651 antiracistes, sous forme d'un PSNS ou de plusieurs ateliers thématiques plus
652 courts. En outre, lors de la révision des PSNS, une perspective antiraciste doit
653 être ajoutée à tous les PSNS existants.

654 **2. Réflexion et conséquences à en tirer**

655 Sur la base de la formation antiraciste, la JS doit mener une autocritique plus
656 approfondie. Nous voulons élaborer des modules qui permettront une réflexion
657 critique et fondée sur le racisme internalisé des militant·es blanc·hes de la JS
658 ainsi que sur le racisme dans les structures du parti. Une formation et une
659 autocritique fondées doivent accorder de l'espace aux personnes concernées par
660 le racisme et aux militant·es antiracistes en leur proposant de dispenser des
661 formations, en aidant à l'organisation de ces formations et en remettant en
662 question les structures et les comportements au sein du parti. Il est important
663 de ne pas rejeter la responsabilité de la formation antiraciste sur les
664 personnes concernées par le racisme.

665 **3. Structure**

666 Jusqu'à présent, la JS a effectué trop peu de travail de sensibilisation sur la
667 question du racisme. Il n'existe donc aucun possibilité pour les personnes
668 concernées par le racisme de signaler des incidents racistes au sein du parti.
669 Si nous voulons créer des structures exemptes de racisme, il faut élaborer un
670 concept de sensibilisation contre le racisme qui puisse être utilisé lors des
671 assemblées et de tous les autres évènements de la JS. Il faut également créer
672 des espaces de réflexion. La JS doit également s'engager activement au sein des
673 syndicats et du PS pour une politique antiraciste. Les syndicats ne proposent
674 par exemple pas de soutien et de conseils spécifiques pour les personnes
675 touchées par le racisme sur leur lieu de travail. Au sein du PS également, la
676 lutte contre les structures racistes est souvent traitée comme accessoire et
677 n'est pas assez portée à la connaissance du public.

678 **4. Collaboration**

679 La JS néglige actuellement l'échange et la collaboration avec les actrice·teurs
680 antiracistes : cela doit cesser ! La collaboration avec d'autres organisations
681 est fondamentale dans la lutte contre le capitalisme et les structures
682 d'oppression. La JS doit assumer un rôle de soutien et laisser la scène aux
683 personnes concernées par le racisme et aux militant·es antiracistes.

684 **Bibliographie**

685 [1] S. C. Boulila, «Race and racial denial in Switzerland», *Ethn. Racial Stud.*,
686 Bd. 42, Nr. 9, p. 1401–1418, juillet 2019, doi : 10.1080/01419870.2018.1493211.

687 [2] T. Buomberger, ««Überfremdung»: Geschichte eines Schweizer Begriffs»,
688 *History Reloaded*, 7 avril 2018. [en ligne]. disponible à :
689 <https://blog.tagesanzeiger.ch/historyreloaded/index.php/2616/ueberfremdung-geschichte-eines-schweizer-begriffs/>. [consulté : 30 décembre 2022]

691 [3] «Historisches Lexikon der Schweiz: Fremdenfeindlichkeit (Xenophobie)», *hls-dhs-dss.ch*. [en ligne]. disponible à : <https://hls-dhs-dss.ch/articles/016529/2015-05-05/>. [consulté : 28 décembre 2022]

694 [4] B. Glättli, «Personenfreizügigkeit, Grundrechte, Gleichbehandlung».

695 [5] «Black Lives Matter - Grosser Aufmarsch an Demonstrationen in der
696 Schweiz», *Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)*, 13 juin 2020. [en ligne].
697 disponible à : <https://www.srf.ch/news/schweiz/black-lives-matter-grosser-aufmarsch-an-demonstrationen-in-der-schweiz>. [consulté : 28 décembre 2022]

699 [6] J. dos S. Pinto und S. Boulila, «Was Black Lives Matter für die Schweiz
700 bedeutet», *Republik*, Juni 2020 [en ligne]. disponible à :
701 <https://www.republik.ch/2020/06/23/was-black-lives-matter-fuer-die-schweizbedeutet>. [consulté : 28 décembre 2022]

703 [7] «Historisches Lexikon der Schweiz: Antisemitismus», *hls-dhs-dss.ch*. [en
704 ligne]. disponible à : <https://hls-dhs-dss.ch/articles/011379/2009-11-18/>.
705 [consulté : 28 décembre 2022]

706 [8] A. Lentin, «Europe and the Silence about Race», *Eur. J. Soc. Theory*, Bd. 11,
707 Nr. 4, p. 487–503, Nov. 2008, doi: 10.1177/1368431008097008.

708 [9] R. Jain, «Schwarzenbach geht uns alle an! Gedanken zu einer vielstimmigen,
709 antirassistischen Erinnerungspolitik».

- 710 [10] Étienne Balibar, *Rasse - Klasse - Nation. Ambivalente Identitäten*. Argument
711 Verlag, 1998.
- 712 [11] A. Memmi, *Racism*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2000.
- 713 [12] Fredrickson, George M, *Rassismus - ein historischer Abriss*. Hamburg:
714 Hamburger, 2004.
- 715 [13] Osterhammel Jürg, «Vom Umgang mit dem „Anderen“. Zivilisierungsmissionen –
716 in Europa und darüber hinaus», in *Das Zeitalter des Kolonialismus*, Stuttgart,
717 2007.
- 718 [14] Thomas David und Bouda Etemad, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*.
719 Lausanne: Antipodes, 2005.
- 720 [15] J. Schellhöh, Hrsg., *Grosserzählungen des Extremen: Neue Rechte,
721 Populismus, Islamismus, War on Terror*. Bielefeld: Transcript, 2018.
- 722 [16] B. Gerber, *Die antirassistische Bewegung in der Schweiz: Organisationen,
723 Netzwerke und Aktionen*. Zürich: Seismo, 2003.
- 724 [17] M. Tribelhorn, «Brisanter Deal mit der SS: Schweizer Holzbaracken für die
725 KZ», *Neue Zürcher Zeitung*, 28 décembre 2020 [en ligne]. disponible à :
726 <https://www.nzz.ch/schweiz/brisanter-deal-mit-der-ss-wie-die-schweiz-im-zweiten-weltkrieg-baracken-fuer-die-kz-lieferte-ld.1591704>. [consulté: 2 janvier 2023]
- 728 [18] J. Stadelmann, «1070 Schweizer Baracken für deutsche Konzentrationslager»,
729 15 mars 1995 [en ligne]. disponible à : <https://geschichte-luzern.ch/wp-content/uploads/1995/03/CH-Barackenhandel.pdf>. [consulté: 2 janvier 2023]
- 731 [19] «Historisches Lexikon der Schweiz: Einwanderung», *hls-dhs-dss.ch*, 16
732 décembre 2022. [en ligne], disponible à : <https://hls-dhs-dss.ch/articles/007991/2006-12-07/>. [consulté: 28 décembre 2022]
- 734 [20] «Historisches Lexikon der Schweiz: Saisonniers», *hls-dhs-dss.ch*. [en
735 ligne]. disponible à : <https://hls-dhs-dss.ch/articles/025738/2012-10-04/>.
736 [consulté: 28 décembre 2022]
- 737 [21] «Saisonarbeit», *hls-dhs-dss.ch*. [en ligne]. disponible à : <https://hls-dhs-dss.ch/articles/007934/2015-02-04/>. [consulté: 2 janvier 2023]

- 739 [22] «SR 142.20 - Bundesgesetz vom 16 décembre 2005 über die Ausländerinnen und
740 Ausländer und über die Integration (Ausländer- und Integrationsgesetz, AIG)».
741 [en ligne]. disponible à : <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2007/758/de>.
742 [consulté: 3 janvier 2023]
- 743 [23] «SR 142.31 - Asylgesetz vom 26. Juni 1998 (AsylG)». [en ligne]. disponible
744 à : <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/358/de>. [consulté: 3 janvier 2023]
- 745 [24] «Schengen/Dublin», 1er janvier 1970. [en ligne]. disponible à :
746 <https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-abkommen/ueberblick/bilaterale-abkommen-2/schengen.html>. [consulté: 3 janvier
747 2023]
- 748 [25] «Personenfreizügigkeit», 1er janvier 1970. [en ligne]. disponible à :
749 <https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-abkommen/abkommen-umsetzung/abkommenstexte/personenfreizuegigkeit.html>. [consulté: 3 janvier 2023]
- 750 [26] D. Hunold und T. Singelnstein, Hrsg., *Rassismus in der Polizei: Eine
751 wissenschaftliche Bestandsaufnahme*. Wiesbaden: Springer Fachmedien, 2022 [en
752 ligne]. disponible à : <https://link.springer.com/10.1007/978-3-658-37133-3>.
753 [consulté: 28 décembre 2022]
- 754 [27] Max Czollek, «Gegenwartsbewältigung», in *Eure Heimat ist unser Albtraum*, 1.
755 Auflage., F. Aydemir und Y. Hengameh, Hrsg. Berlin: Ullstein Taschenbuch Verlag,
2020.
- 756 [28] «Neuer Fachbericht: Der steinige Weg zum Schweizer Pass», 1er janvier 1970.
757 [en ligne]. disponible à : <https://beobachtungsstelle.ch/news/bericht-einbuergerung/>. [consulté: 4 janvier 2023]
- 758 [29] «TV-Kritik zu Einbürgerungs-Serie – <Bezweifle, dass ein richtiger
759 Schweizer all das weiss>», *Tages-Anzeiger*, 1er janvier 1970. [en ligne].
760 disponible à : <https://www.tagesanzeiger.ch/bezweifle-dass-ein-richtiger-schweizer-all-das-weiss-900287556744>. [consulté: 4 janvier 2023]
- 761 [30] M. Hildebrand, *Rechtspopulismus und Hegemonie: der Aufstieg der SVP und die
762 diskursive Transformation der politischen Schweiz*. Bielefeld: Transcript, 2017.
- 763 [31] L. Mugglin, D. Efionayi, D. Ruedin, und G. D'Amato, «Grundlagenstudie zu
764 strukturellem Rassismus in der Schweiz».

770 [32] «Was weiter geschah: Noch mehr Kritik an der Deza», 18. April 2018. [en
771 ligne]. disponible à : <https://www.woz.ch/!ZA8BSF3CXY4J>. [consulté: 12 janvier
772 2023]

773 [33] B. T. swissinfo.ch (Übertragen aus dem Französischen: Peter Siegenthaler),
774 «Schweizer Hilfe in Ruanda im Schatten der Massaker», SWI swissinfo.ch. [en
775 ligne]. disponible à : <https://www.swissinfo.ch/ger/politik/20-jahre-nach-dem->
776 [genozid_schweizer-hilfe-in-ruanda-im-schatten-der-massaker/38352952](https://www.swissinfo.ch/ger/politik/20-jahre-nach-dem-genozid-schweizer-hilfe-in-ruanda-im-schatten-der-massaker/38352952). [consulté:
777 12 janvier 2023]

778 [34] «Botschaft zur Übernahme und Umsetzung der Verordnung (EU) 2019/1896 über
779 die Europäische Grenz- und Küstenwache und zur Aufhebung der Verordnungen (EU)
780 Nr. 1052/2013 und (EU) 2016/1624 (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands)
781 und zu einer Änderung des Asylgesetzes».

782 [35] <Andrea Tognina> Raaflaub) (Übertragung aus dem Italienischen: Christian,
783 «Dekolonisierung in einem Land ohne Kolonien», SWI swissinfo.ch. [en ligne].
784 disponible à : <https://www.swissinfo.ch/ger/politik/dekolonisierung-in-einem->
785 [land-ohne-kolonien/47669204](https://www.swissinfo.ch/ger/politik/dekolonisierung-in-einem-land-ohne-kolonien/47669204). [consulté: 13 janvier 2023]

786 [36] *Rundschau - Gewalt an der Grenze: EU-Geld für kroatische Schlägerpolizisten*
787 *- Play SRF.* (1er janvier 1970) [en ligne]. disponible à :
788 <https://www.srf.ch/play/tv/rundschau/video/gewalt-an-der-grenze-eu-geld-fuer->
789 [kroatische-schlaegerpolizisten?urn=urn:srf:video:95f47608-080a-464a-bfe1-](https://www.srf.ch/play/tv/rundschau/video/gewalt-an-der-grenze-eu-geld-fuer-)
790 [0dde37692b4b](https://www.srf.ch/play/tv/rundschau/video/gewalt-an-der-grenze-eu-geld-fuer-). [consulté: 3 janvier 2023]

791 [37] I. Mützelburg, «Régime migratoire / Migrationsregime».

792 [40] “Rassistische Diskriminierung im Arbeitsumfeld häufiger als anderswo”
793 [kurztext_berichtfrb2014arbeitswelt.pdf](#)

794 [41] “Hiring discrimination on the basis of skin colour? A correspondence test
795 in Switzerland” <https://doi.org/10.1080/1369183X.2021.1999795>

796 [42] TOAN QUOC NGUYEN Outside the box – Rassismuserfahrungen und
797 Empowerment von Schüler*innen of Color.

798 [43] Balzer, Jens. „Was Sie wissen sollten, bevor Sie sich über kulturelle
799 Aneignung aufregen“. Republik, 11 août 2022.
800 <https://www.republik.ch/2022/08/11/was-sie-wissen-sollten-wenn-kulturelle->

- 801 [aneignung-sie-aufregt](#).
- 802 [44] Redaktion. „Debatte um kulturelle Aneignung - max neo - Nürnberg“. *max neo*
803 (blog), 15 février 2022.<https://www.maxneo.de/2022/02/15/debatte-um-kulturelle->
804 [aneignung/](#).
- 805 [45] Clark, Alexis. „How the History of Blackface Is Rooted in Racism“. HISTORY.
806 consulté 11 janvier 2023.<https://www.history.com/news/blackface-history-racism->
807 [origins](#).
- 808 [46] Morgan, Thaddeus. „How Hollywood Cast White Actors in Caricatured Asian
809 Roles“. HISTORY. consulté 11 janvier 2023.
<https://www.history.com/news/yellowface-whitewashing-in-film-america>.
- 811 [47] „Yellowface, Whitewashing, and the History of White People Playing Asian
812 Characters | Teen Vogue“. consulté 11 janvier 2023.
<https://www.teenvogue.com/story/yellowface-whitewashing-history>.
- 814 [48] deutschlandfunk.de. „Vor 190 Jahren - ‚Indian Removal Act‘ wird
815 unterzeichnet“. Deutschlandfunk. consulté 11 janvier 2023.
<https://www.deutschlandfunk.de/vor-190-jahren-indian-removal-act-wird-unterzeichnet-100.html>.
- 818 [49] Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich. „Wer sind Sans-Papiers“. consulté 11
819 janvier 2023.<https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/wer-sind-sans-papiers/>.
- 821 [50] Migration, Staatssekretariat für. „Papyrus“. consulté : 11 janvier
822 2023.<https://www.sem.admin.ch/sem/de/home/themen/aufenthalt/sans-papiers/papyrus.html>.
- 824 [51] Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich. „Züri City Card“. consulté : 11 janvier
825 2023.<https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/zueri-city-card/>.
- 826 [52] Schlueter, Sophie, und Katharina Schoenes. „Zur Ent-Thematisierung von
827 Rassismus in der Justiz. Einblicke aus der Arbeit der Prozessbeobachtungsgruppe
828 Rassismus und Justiz“. movements. *Journal for Critical Migration and Border*
829 *Regime Studies* 2, Nr. 1 (26 septembre 2016).<http://movements-journal.org/issues/03.rassismus/12.schlueter,schoenes--zur.entthematisierung.von.rassismus.in.der.justiz.html>.

A3NEU43

Positionspapier

Initiator*innen: Comité Directeur de la JS Suisse (beschlossen am:
11.01.2023)

Titel: Plateforme électorale de la JS Suisse – élections fédérales 2023

Antragstext

A: Pour une politique climatique sociale !

La crise climatique est la plus grande crise de notre temps. Les émissions de CO₂ ne cessent d'augmenter, ce qui a pour conséquence des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des sécheresses, des feux de forêts ou encore des ouragans, de plus en plus fréquents et violents. Les catastrophes que nous avons vues ces dernières années ne feront que de se renforcer à l'avenir. La crise climatique menace notre existence et l'avenir de l'humanité sur cette planète.

Le « Sud global » est touché de plein fouet par la crise. Des millions de personnes doivent quitter leur lieu de vie, rendu inhabitable par la crise climatique, et de nombreuses autres sont déjà décédées des suites de la crise. Les groupes sociaux déjà opprimés et discriminés, tels que les femmes, les personnes précarisées, les personnes handicapées ou encore les personnes racisées, sont particulièrement touchées. C'est pourquoi notre réponse doit être intersectionnelle et permettre la convergence des luttes. Le « Nord global » profite de l'exploitation du « Sud global », que ce soit par l'exploitation des ressources naturelles ou de la population locale, et continue ainsi d'alimenter la crise climatique. La Suisse profite massivement de cette injustice. Ainsi, la place financière investit des milliards dans les énergies fossiles alors que les multinationales qui ont leur siège en Suisse ne se gênent pas pour exploiter des gens et des ressources dans le « Sud global », empochant ainsi des milliards. Toutefois, nous ne voyons toujours aucune mesure efficace dans la Suisse

24 dominée par la bourgeoisie. Ces dernières années, la réponse de la Suisse à
25 la crise climatique s'est limitée à la responsabilité individuelle et à
26 l'innovation. Or, la crise climatique n'est pas causée par le comportement
27 d'individus, elle est systémique. En effet, une véritable protection du
28 climat est impossible dans le capitalisme, car il place le profit au-dessus de
29 tout et se base sur l'exploitation des êtres humains et de la nature..

30 Nous avons urgément besoin d'une autre politique climatique. Au lieu de faire
31 payer la majorité de la population avec des taxes incitatives, il faut faire
32 payer les profiteuse·eurs de la crise climatique : les ultra-riches. Quant aux
33 mesures financées, elles doivent elles aussi être socialement justes. Il
34 serait inadmissible que des gens perdent leur travail ou doivent payer des
35 loyers plus élevés en raison de mesures de protection du climat. Nous voulons
36 une politique climatique sociale, qui améliore la vie des 99% !

37 Pour éviter les pires conséquences de la crise climatique et se donner la
38 chance d'avoir un avenir, nous devons agir maintenant ! La Suisse a une
39 importante responsabilité historique en la matière, car elle a déjà émis
40 des quantités excessives de CO₂ avec l'industrialisation. La Suisse doit donc
41 attendre la neutralité carbone d'ici 2030. Nous avons urgément besoin
42 d'une politique climatique sociale et efficace, pour les 99% et pour notre
43 avenir.

44 45 **Revendication 1 : des logements écologiques pour tous·tes** 46 **financés par un impôt sur les successions des ultra-riches**

47 La lutte contre la crise climatique est l'un des plus grands défis de
48 l'humanité. Pour échapper à la crise climatique, des changements sont
49 nécessaires dans à peu près tous les domaines de nos vies. Cela représente
50 un processus de transformation long et extrêmement coûteux. C'est aux
51 personnes qui ont le plus profité de l'exploitation et de la destruction de
52 notre planète de payer. Ce sont ces personnes qui, avec leur immense fortune
53 accumulée sur plusieurs générations, continuent d'alimenter la crise
54 climatique avec leurs investissements : les ultra-riches. Il est donc juste
55 d'aller chercher l'argent pour protéger et réparer la planète auprès de
56 ces personnes. C'est notamment ce que nous faisons avec notre « initiative
57 pour l'avenir ». C'est ainsi que, avec un impôt sur les successions au-
58 dessus d'une franchise de 50 millions, nous faisons payer les 2000 personnes
59 les plus riches de Suisse. Une partie de
60 l'argent ainsi obtenu nous permettrait de financer la rénovation
61 énergétique de tous les logements en Suisse. Ainsi, avec des subventions pour
62 le remplacement des chauffages, l'isolation des logements situés dans
63 bâtiments anciens, la mise en place de panneaux solaires sur les toits et de
64 nombreuses autres mesures, nous pourrions drastiquement diminuer les émissions

65 de gaz à effet de serre issues du secteur du bâtiment. En finançant des
66 dizaines de milliers de bourses pour la formation de monteuse·eurs,
67 d'électricien·nes et d'autres travailleuse·urs spécialisé·es, nous
68 pourrions garantir que le personnel nécessaire sera à disposition. Enfin, le
69 financement par un impôt sur les successions des ultra-riches nous permettrait
70 de garantir que les locataires n'aient pas à payer ces rénovation
71 énergétiques. Notre but est simple : des logements écologiques pour tous·tes
72 !

73 **Revendication 2 : une place financière durable sous contrôle
74 démocratique**

75 La place financière suisse est l'une des plus importantes au monde. Chaque
76 année, des milliards de francs sont investis dans les énergies fossiles, ce qui
77 contribue à alimenter la crise climatique. Les banques et les caisses de
78 pensions s'enrichissent donc aux dépens de notre avenir ! Nous avons besoin
79 d'une transformation en profondeur de notre système financier, afin qu'il
80 fonctionne non plus pour enrichir les grandes entreprises et les ultra-riches
81 mais pour le bien-être et l'avenir de tous·tes. Tant que la place financière
82 sera dirigée par des investisseur·euses privé·es, elle ne pourra pas fonctionner
83 dans l'intérêt de la majorité de la population. Une démocratisation complète de
84 la place financière est donc une condition sine qua non pour que celle-ci puisse
85 devenir écologique. Nous exigeons que la population puisse décider aux côtés des
86 employé·es de la stratégie des institutions financières. Dans cette optique, un
87 « conseil démocratique des banques » élu par la population et les employé·es et
88 représentatif de la population doit être mis en place et définir la stratégie
89 des institutions financières suisses. Le système financier actuel ne permet pas
90 une protection sérieuse du climat – pour cela, il faut plus de démocratie !

91 **Revendication 3 : pour une transformation écosocialiste de
92 l'économie**

93 Notre système économique est fondé sur la croissance illimitée et la
94 maximisation du profit – et ce à tout prix. Le mythe de la possibilité d'une
95 croissance illimitée est entretenu aux dépens des gens et de l'environnement.
96 Les travailleuse·urs sont exploité·es et l'environnement détruit, afin de
97 permettre la maximisation des profits d'une petite minorité. Dans un tel
98 système, une protection du climat efficace est impossible, tout comme une
99 justice sociale à l'échelle mondiale. Jamais l'exploitation des
100 travailleur·euses et de la planète ne pourront s'arrêter dans une économie de
101 marché capitaliste. C'est pourquoi une transformation radicale et complète du
102 système actuel est nécessaire, afin de mettre en place une planification

103 démocratique et écologique de l'économie. Le seul moyen de surmonter la crise
104 climatique est une transformation écosocialiste.

105 Au sein du Parlement, nous ne pourrons certes pas changer de système mais nous
106 pourrons porter des revendications qui vont à l'encontre de la logique
107 destructrice de maximisation du profit à court terme. Nous pourrons par exemple
108 revendiquer une garantie minimale de 10 ans pour tous les biens durables et
109 semi-durables (vêtements, objets électroniques, etc.). Ainsi, les entreprises ne
110 pourront plus avoir recours à des matériaux de mauvaise qualité, produire des
111 biens irréparables ou encore à l'obsolescence programmée, tout cela pour
112 maximiser leurs profits. Une autre revendication que nous pourrions porter est
113 la nationalisation des grandes entreprises et leur placement sous contrôle
114 démocratique, afin de garantir une production écologique et socialement juste.
115 Pour aller plus loin :

- 116 • [Sortons de la crise climatique : une vie épanouissante pour toutes et tous](#)
117 [!](#)
- 118 • [System change not climate change, ce que la Suisse doit faire contre la](#)
119 [catastrophe climatique : la prospérité collective au lieu de profit privé](#)
- 120 • [Loi CO2 : il faut une politique pour les 99% et pas contre elles et eux](#)
- 121 • [Résolution sur le mouvement de la Grève du Climat](#)

122 **Sous-thème 1 : Travailler moins, travailler mieux et**
123 **tous·tes – de manière écologique**

124 Pour construire une société écologique, nous devons transformer en profondeur
125 l'ensemble de l'économie. Toutes les activités doivent être transformées
126 de manière à être respectueuses de l'environnement. Les secteurs qui ne
127 peuvent pas l'être – tels que ceux des énergies fossiles, de
128 l'automobile ou de l'aviation – doivent être partiellement ou totalement
129 fermés. Toutefois, il n'est pas question que cela se fasse sur le dos des
130 travailleuse·eurs de ces secteurs. C'est pourquoi des programmes de
131 reconversion écologique gratuits doivent être mis en place à grande échelle,
132 avec des formations continues ainsi que des garanties de revenus pour les
133 personnes qui ne retrouveraient pas de travail. Pour faire face à la crise
134 climatique, l'État doit créer de nombreux emplois écologiques, par exemple
135 dans le domaine des énergies renouvelables ou dans celui de la rénovation
136 énergétique des bâtiments. Enfin, le temps de travail doit être réduit
137 radicalement afin de lutter contre la suproduction et afin d'éviter les
138 émissions dues aux activités productives, de mieux partager le travail et de

139 lutter contre le chômage. Pour les revenus de moins de 7500 CHF, cette
140 réduction ne doit pas entraîner de baisse de salaire.
141 Pour aller plus loin : Travailler pour vivre et non vivre pour travailler

142 **Sous-thème 2 : Pour des transports écologiques, collectifs
143 et efficaces !**

144 Le secteur des transports est aujourd'hui le secteur le plus polluant en Suisse.
145 Ainsi, il est responsable de près d'un tiers de émissions domestiques. Il est
146 donc urgent de tourner le dos au transport individuel motorisé et aux moteurs à
147 combustion. Mais il n'est pas question que cela entraîne des coûts
148 supplémentaires pour la population ou que cela contribue à l'isolement des
149 personnes habitant dans les régions périphériques. À court terme, nous exigeons
150 une interdiction de construction de nouvelles autoroutes ainsi qu'une
151 interdiction du transport motorisé individuel dans les hypercentres.
152 Parallèlement, une extension massive du réseau de transports publics et une
153 augmentation de la fréquence est nécessaire. Les transports publics doivent être
154 gratuits afin de ne pas constituer une charge financière supplémentaire pour les
155 ménages et accélérer le transfert modal. De plus, un réseau de trains de nuit à
156 destination de toute l'Europe doit être mis sur pied, afin de remplacer les vols
157 court et moyen-courrier. En ce qui concerne la mobilité douce, le réseau de
158 pistes cyclables doit être massivement étendu et les centres urbains doivent
159 être piétonisés et végétalisés.

160 **Sous-thème 3 : Sortir des énergies fossiles, maintenant !**

161 Face à la crise climatique, nous devons urgently sortir des énergies fossiles.
162 Pour éviter le pire, cela doit être fait d'ici 2030. Il est donc nécessaire de
163 mettre en place immédiatement un plan de développement massif des énergies
164 renouvelables et de leur capacité de stockage. Dans ce cadre,
165 l'approvisionnement énergétique doit être en premier lieu du ressort de l'État :
166 il doit être financé de manière publique, planifié et contrôlé de manière
167 démocratique ! Le marché est incapable d'organiser la transition énergétique
168 urgently nécessaire – et encore moins de manière socialement juste. Pour la
169 mettre en œuvre, nous avons besoin d'investissements à hauteur de milliards et
170 de prix progressifs pour l'énergie, qui garantissent une énergie abordable pour
171 la majorité de la population et rendent la consommation de luxe plus chère.
172 Enfin, des moyens doivent être mis à disposition pour la formation de plusieurs
173 dizaines de milliers personnes dans ce domaine, par exemple pour l'installation
174 des panneaux solaires.

175 *Pour aller plus loin : Pénurie d'énergie : [les 99% ne doivent pas subir les
176 conséquences des erreurs de la droite](#)*

177 **Sous-thème 4 : Pour une production alimentaire locale et**
178 **écologique !**

179 L'agriculture est un domaine absolument fondamental de toute société
180 puisqu'il nous permet de satisfaire le besoin de base qu'est se nourrir. Il
181 est aujourd'hui responsable de 14% des émissions de CO₂ domestiques.
182 Toutefois, comme une partie importante de la nourriture consommée en Suisse est
183 produite à l'étranger, l'impact écologique de la consommation alimentaire
184 est en réalité nettement plus important. Face à la crise climatique,
185 l'ensemble du secteur agricole doit se convertir à un mode de production
186 écologique (agroécologie), ce qui exige une mise à disposition de moyens aux
187 personnes travaillant dans l'agriculture afin de permettre cette conversion. En
188 outre, il faut des normes écologiques et éthiques plus élevées pour les
189 importations ainsi que pour les accords internationaux. Cette conversion
190 implique une fermeture des grandes exploitations et une relative
191 désintensification de l'agriculture, en misant sur plus de gens dans les
192 champs au lieu de toujours plus de machines et de produits. De plus, elle
193 nécessite une limitation de l'élevage et de la production de viande. C'est
194 pourquoi, l'élevage doit être exclu dans les espaces où une production
195 alimentaire végétale serait possible. La production alimentaire doit
196 également être relocalisée, les circuits courts privilégiés et la
197 souveraineté alimentaire mise en œuvre. Concrètement, cela signifie une
198 protection de la production alimentaire locale, des liens directs entre
199 paysan·nes et mangeuse·eurs, ainsi que des meilleures conditions de travail
200 pour les paysan·nes. Enfin, les prix des denrées alimentaires doivent être
201 accessibles pour tous·tes, afin que tout le monde puisse avoir accès à une
202 alimentation locale, bio et saine.

203 Pour aller plus loin :

- 204 • [Solidaire et socialiste : pour l'agriculture de demain](#)
- 205 • [L'alimentation et l'agriculture nous concernent toutes et tous](#)
- 206 • [Libre-échange avec l'Indonésie : une nouvelle absurdité pour la cupidité](#)
207 [des 1%](#)
- 208 • [Non à l'accord avec le Mercosur](#)

209 **Sous-thème 5 : Pour une justice climatique internationale !**

210 Les populations du « Sud global » sont d'ores et déjà durement touchées
211 par la crise climatique et cette tendance va fortement s'accentuer durant les

années à venir. Ceci alors même que ce sont précisément les personnes les moins responsables de cette crise. C'est pourquoi nous exigeons l'annulation de la dette des pays du « Sud global » envers la Suisse. Ainsi, aujourd'hui les pays du « Sud global » doivent s'acquitter de dettes faramineuses envers les pays du « Nord global », ce qui les empêche d'investir dans la lutte contre la crise climatique et l'adaptation vis-à-vis de celle-ci. Toutefois, une simple annulation de la dette ne suffit pas : la Suisse et les pays du « Nord global » doivent également fournir des moyens financiers aux pays du « Sud global » pour lutter contre et s'adapter à la crise climatique. Dans ce cadre, la Suisse doit verser, en plus des paiements existants, au moins un milliard de franc par année aux pays du « Sud global » pour la lutte contre la crise climatique et la protection contre ses effets. Enfin, comme la crise climatique est en train de rendre des régions entières du globe inhabitables, celle-ci doit être reconnue comme motif pour obtenir l'asile.

Pour aller plus loin :

- [Halte à l'exploitation du Sud Global !](#)
- [Pour une justice climatique internationale, abolissons la dette souveraine des pays du Sud Global](#)

230 B : Pour une économie des 99% !

Tous les biens et services que nous produisons le sont aujourd'hui dans le cadre d'une économie capitaliste : toi et moi travaillons et créons ainsi de la richesse, mais les "outils" que nous utilisons et les entreprises au sein desquelles nous travaillons ne nous appartiennent pas. Ainsi, les bénéfices créés ne vont pas dans le porte-monnaie des travailleuse·eurs, mais dans la poche des capitalistes et actionnaires. Ces dernière·ers cherchent continuellement à maximiser leurs profits, et vont pour cela tenter de produire plus et de faire baisser les coûts de production. Comment ? En exploitant les ressources naturelles, les pays du « Sud global » et les travailleuse·eurs. Cela résulte d'abord en d'énormes inégalités : en Suisse, 1% le plus riche possède 44% des richesses ! Et à l'échelle mondiale, la colonialisation des pays du « Sud global » par ceux du « Nord global » pour des motifs capitalistes a introduit des grandes différences de développement économique et de niveaux de vie dont souffrent aujourd'hui encore les populations du « Sud global ». Le colonialisme de hier n'a toutefois pas disparu : il s'est transformé en des relations de dépendance économique, politique, militaire et culturelle. Le but est le même : des profits, toujours plus de profits pour les ultra-riches. Mais si cette course à l'enrichissement est infinie, le monde et ses ressources ne le sont pas. La crise climatique actuelle bien est la conséquence

251 directe du système de production capitaliste, et c'est toujours aux 99%
252 d'en subir les conséquences négatives. Inflation, crises économiques ou
253 crise climatique ne sont pas des "erreurs de parcours", mais dans la nature
254 même du capitalisme.

255 Il est aujourd'hui possible de changer de système et de faire enfin passer
256 nos besoins avant leurs profits. Et il est urgent de transformer radicalement
257 notre façon de nous organiser pour couvrir nos besoins car notre avenir est
258 menacé par la crise climatique. Nous voulons une autre économie, une économie
259 basée sur les besoins des gens et les capacités de l'environnement ! Nous
260 voulons une économie solidaire qui répartit le travail du care de manière
261 juste en son sein. Nous voulons une économie où toutes les personnes soient
262 libres de travailler comme elles le désirent. Nous voulons une économie qui
263 produise mieux, en fonction de ce dont on a besoin, et non toujours plus. Nous
264 voulons une économie qui puisse garantir une vie épanouissante pour tou·tes !

265 Revendication 1 : La formation n'est pas un luxe : pour une rémunération digne
266 des apprentissages et des stages !

267 Qu'une jeune personne décide de suivre une formation professionnelle ou une
268 formation gymnasiale/universitaire, elle doit pouvoir trouver ensuite un emploi
269 pour pouvoir payer ses factures une fois adulte. Mais le chemin entre la fin de
270 l'enseignement obligatoire et une place de travail stable est souvent précaire
271 pour les personnes qui n'ont pas le privilège de pouvoir compter sur le soutien
272 financier de leurs parents. Cela doit changer car la formation n'est pas un luxe
273 !

274 Les apprenti·es reçoivent des salaires de misère alors qu'iels fournissent du
275 travail précieux pour les entreprises formatrices. Les contrôles effectifs des
276 conditions d'apprentissage manquent encore. Concernant les stagiaires, leur
277 salaire moyen s'approche des 2000 francs, soit en dessous du seuil de pauvreté
278 et sans parler des stages non-rémunérés. Alors qu'il est de plus en plus attendu
279 des jeunes de faire des stages afin d'avoir une chance de trouver un emploi,
280 iels n'ont même pas la certitude d'être rémunéré·es ou d'obtenir un emploi ou
281 une place de formation.

282 Nous voulons enfin une rémunération digne des apprenti·es et stagiaires ! Nous
283 voulons une garantie d'emploi pour les stagiaires et apprenti·es à l'issue de
284 leurs formation. Les stages et les apprentissages doivent enfin bénéficier de
285 conditions de travail justes, avec un encadrement adéquat permettant une réelle
286 formation des apprenti·es et stagiaires.

287 **revendication 2 : L'argent ne travaille pas, toi si ! Taxer
288 davantage les revenus du capital.**

289 Les politiques néolibérales des dernières décennies ont permis à la minorité la
290 plus riche de la population de s'enrichir de plus belle : elles ont grandement

291 démonté les mécanismes fiscaux qui permettent à l'État de lutter activement
292 contre les inégalités de richesses. Nous voulons donc une politique fiscale
293 juste qui profite aux 99% et non aux ultra-riches et aux multinationales !
294 Pour ce faire, nous voulons enfin taxer davantage les revenus du capital, comme
295 les dividendes et les bénéfices sur action. Alors que les 99% créent la
296 prospérité de notre société avec leur travail, les capitalistes et les
297 actionnaires s'enrichissent seulement grâce à leur argent, gagné sur le dos des
298 99 %. Il est grand temps que ces revenus obtenus sans rien faire soient taxés 1
299 fois et demi plus que les revenus du travail, comme le voulait l'initiative 99%.

300 **revendication 3 : Pour une économie sociale et écologique**
301 **planifiée démocratiquement !**

302 Aujourd'hui, nous vivons dans un système économique basé sur le profit à court
303 terme et la croissance illimitée de la production. Ce système fonctionne
304 uniquement dans l'intérêt d'une petite minorité de la population. Il a pour
305 conséquence une exploitation des gens et des ressources naturelles. Nous voulons
306 mettre fin à ce système inégalitaire et destructeur et construire une économie
307 pour les 99% par les 99 % grâce à une planification écologique et sociale !
308 Nous ne pouvons plus tolérer que des entreprises surpuissantes décident de ce
309 qui est produit et inondent notre société d'une quantité non-nécessaire de biens
310 polluants et de basse qualité. Nous voulons décider ensemble à différentes
311 échelles de ce qui est produit et comment, afin de satisfaire les besoins de
312 l'ensemble de la population, tout en respectant les capacités de
313 l'environnement.

314 **Sous-thème 1 : Une réduction radicale du temps de travail et**
315 **de meilleures conditions de travail pour tous·tes !**

316 Dans le système capitaliste dominant, on comprend généralement le travail comme
317 les heures quotidiennes que beaucoup d'entre nous passent à travailler comme
318 salariés dans une entreprise. Mais ce n'est pas que lorsqu'on gagne de
319 l'argent que l'on travaille : le travail desoin (travail de care) représente
320 encore plus de temps que le travail salarié, et il est aujourd'hui encore abattu
321 à 60% par les femmes. Nous voulons donc réduire le temps de travail à salaire
322 égal pour vivre mieux, lutter contre la crise climatique et partager le travail
323 du care non-rémunéré de façon plus égalitaire ! Réduire le temps de travail
324 permettrait également de mieux répartir les profits générés par l'augmentation
325 récente de la productivité, profits qui vont en majorité dans la poche des plus
326 riches et non des personnes qui ont travaillé pour les créer.
327 Le travail de soin est non seulement systématiquement invisibilisé et
328 dévalorisé, il est aussi extrêmement mal réparti. Ainsi, le travail de soin

329 tombe encore trop souvent sur les épaules des personnes ayant une socialisation
330 féminine, alors que prendre soin, c'est la responsabilité de tou·tes. Mais nous
331 manquons aujourd'hui non seulement de temps, mais aussi d'infrastructures
332 collectives qui nous permettent de partager ces tâches de manière volontaire.
333 Que ce soit des garderies entre voisin·es, des cantines populaires ou des
334 maisons de quartier, nous avons besoin d'espaces collectifs adéquats pour mieux
335 partager les tâches de travail du care !

336 En ce qui concerne le travail salairé, de nombreuses personnes ont de la peine à
337 finir leur mois avec leur salaire actuel. Loyer, formation continue,
338 alimentation, loisirs, prime d'assurance maladie, facture d'électricité,
339 vacances... Les coûts de la vie sont hauts, et particulièrement pour les personnes
340 issues des classes populaires et de groupes minorisés. Pour couvrir ces coûts,
341 la majorité des gens doivent travailler, et ce travail est précieux : il est la
342 base de notre vie en société et de la création de valeur. C'est pourquoi, en
343 Suisse, tout le monde doit gagner suffisamment pour se permettre de vivre dans
344 la dignité. Cela correspond actuellement à un salaire minimum de 5'000 francs
345 par mois, qui doit être adapté en permanence.

346 La pandémie de coronavirus a mis un coup de projecteur sur les problèmes
347 fondamentaux de notre système de santé, orienté par les profits : des sous-
348 investissements chroniques et un manque important de personnel soignant.
349 L'initiative pour les soins infirmiers doit enfin être appliquée justement ! Les
350 conditions de travail dans les métiers des soins doivent être radicalement
351 améliorées pour que les personnes nouvellement formées puissent prodiguer des
352 soins suffisants et de qualité.

353
354 Et parce que nous travaillons pour vivre et ne vivons pas pour travailler, nous
355 demandons une augmentation du nombre de semaines de vacances et la semaine de 25
356 heures avec le même salaire. Celle-ci permet une répartition plus équitable du
357 travail de care, réduit le stress lié au travail salarié et favorise
358 l'engagement en faveur de la société ainsi que la santé mentale.

359 **Sous-thème 2 : une redistribution des richesses aux 99 % !**

360 Travail des enfants, déforestation, pollution des rivières ou exploitation de
361 mines dangereuses : les multinationales n'ont souvent aucune scrupule quand il
362 s'agit de maximiser leurs profits. Exploitant les pays du « Sud global »,
363 elles se créent un avantage concurrentiel grâce à un système capitaliste qui
364 leur permet de générer des milliards de dollars. Nous voulons que les
365 entreprises multinationales dont le siège social est en Suisse soient enfin
366 tenues responsables de leurs actes. Le minimum à faire est de respecter les
367 droits humains et les normes environnementales ! L'impunité des
368 multinationales, c'est fini !

369 Alors que les multinationales se moquent des droits humains dans le « Sud
370 global », elles cherchent également à minimiser leurs coûts de production en

371 Suisse. Ainsi, les rares salaires minimums cantonaux existants sont attaqués
372 par une droite bourgeoise qui ne connaît pas les difficultés à boucler ses
373 fins de mois, ceci alors que les écarts salariaux entre le plus bas et le plus
374 haut salaires au sein des entreprises suisses continuent d'augmenter. Nous
375 voulons donc la limitation des plus hauts salaires dans une entreprise à une
376 hauteur correspondant au maximum à 5 fois le plus bas salaire.

377 Quant aux collectivités publiques, elles se livrent à une concurrence fiscale
378 intercantonale, qui n'est rien d'autre qu'une véritable course vers le
379 bas au détriment des 99 % : les cantons pratiquent des taux d'imposition
380 très différents mais toujours plus bas pour attirer les multinationales et les
381 ultra-riches. Résultat : certains cantons imposent des mesures d'austérité
382 et des coupes dans les services publics. Il est grand temps d'introduire des
383 mesures d'harmonisation fiscale à l'échelle suisse ! La péréquation
384 financière, soit la solidarité entre cantons, doit également être renforcée
385 au bénéfice des cantons périphériques.

386 **Sous-thème 3 : pour un Etat social fort !**

387 Lutter contre les inégalités passe d'un côté par le fait d'aller chercher
388 l'argent auprès des plus riches, et de l'autre côté par sa redistribution dans
389 les services publics, les assurances sociales ou les retraites. Pour une
390 économie forte, au service de tou·tes et de l'environnement, nous avons besoin
391 d'un Etat social fort dans toutes les régions de Suisse. Que ce soit les
392 crèches, l'éducation, la santé ou les transports publics, les services publics
393 doivent être assurés directement par l'Etat, être abordables et déterminés par
394 les besoins de la population.

395 La santé de la population est en danger depuis que les intérêts des assurances
396 maladies privées ont pris le dessus sur la santé publique. Primes qui s'envolent
397 et économies sur le dos des personnes les plus vulnérables et du personnel de
398 santé à cause de la libre concurrence : nous voulons mettre fin à cela et
399 introduire une caisse maladie unique et populaire ! Nous voulons également une
400 prise en charge totale, sans franchise et sans quote-part, des frais de santé
401 mentale, de santé sexuelle et de soins dentaires.

402 Pour aborder la retraite de manière digne également, le système de retraites
403 doit être repensé pour couvrir les besoins de tou·tes. La gestion interne des
404 caisses de pensions, bien que souvent formellement démocratique, ne l'est que
405 rarement dans les faits. Nous voulons créer une caisse de pension populaire,
406 gérée de manière publique, fusionnant le premier et le deuxième pilier, financée
407 par solidarité et garantissant une rente d'au moins CHF 5'000.- à tou·tes.

408 **Sous-thème 4 : un logement abordable pour tou·tes**

409 Chaque personne doit pouvoir vivre dans un logement qui offre l'intimité

410 nécessaire et dont le niveau d'aménagement permet de vivre dignement. Seulement
411 40% des gens en Suisse possèdent leur logement. Les autres personnes ayant un
412 logement le louent et doivent parfois dépenser une grande partie de leur revenu
413 pour se loger. Par exemple, les ménages dont le revenu brut est inférieur à 4000
414 francs dépensent en moyenne 35% de leur revenu pour se loger. Et une grande
415 partie des profits des propriétaires est illégale : les loyers sont 40% trop
416 chers par rapport à la limite légale des rendements locatifs. Nous voulons
417 l'introduction de contrôles effectifs et l'interdiction des profits sur nos
418 logements !

419 De plus, au moins 2 200 personnes sont actuellement sans abri en Suisse. Se
420 loger dignement ne doit pas être un privilège, mais un droit ! Des logements
421 sociaux et d'urgence doivent être mis à disposition de toute personne dans le
422 besoin, en particulier dans les villes. Les expulsions doivent être interdites,
423 et la Confédération doit investir dans la réinsertion en société des personnes
424 en détresse.

425 Face à la crise climatique, il ne suffit pas que chacun· e ait accès à un
426 logement abordable, encore faut-il qu'il soit écologique. Un logement
427 écologique, c'est un logement qui garantit une consommation énergétique durable,
428 un accès aux services publics et qui permette le vivre-ensemble. Pour ce faire,
429 les propriétaires doivent garantir la rénovation des logements sans que les
430 coûts puissent être répercutés sur les locataires ou que suive une résiliation
431 de bail. Et nous voulons que l'État fournisse une aide à l'accès à la propriété
432 pour les personnes désirant créer des coopératives de logement.

433 434 C : Refugees are welcome here!

435 Les mécanismes migratoires sont multiples et complexes, tout comme leurs causes.
436 Toutefois, une analyse de ceux-ci permet de mettre en évidence certaines
437 dynamiques communes.

438 Avec leur dumping fiscal, la Suisse et d'autres pays du « Nord global »
439 favorisent la fuite des capitaux. Pour échapper à la pauvreté induite par le
440 système, de nombreuses personnes sont forcées à fuir et suivre le capital là où
441 il s'accumule en raison du système économique capitaliste et de la colonisation
442 en lien avec celui-ci : dans le « Nord global ». La recherche de profits du 1 %
443 le plus riche est responsable de conflits armés dans le monde entier. Souvent,
444 les conflits portent sur des territoires et ressources exploités par des
445 multinationales. Au sein d'un système capitaliste, ce ne sont donc pas seulement
446 les gens qui sont exploités mais aussi l'environnement, ce qui alimente la crise
447 climatique. La destruction de l'environnement qui en résulte sape les bases
448 existentielles de nombreuses personnes et la migration devient alors souvent
449 leur seule chance de survie.

450 Le fondement de la migration forcée est donc le système capitaliste. Mais cela

451 ne s'arrête pas là : ce système exerce également une influence directe sur la
452 perception de la migration au sein de la société. Ainsi, les personnes
453 appartenant aux classes sociales supérieures ont le privilège de pouvoir choisir
454 librement leur domicile et d'être désignées comme « expats ». À l'inverse, les
455 personnes qui n'ont pas de moyens financiers sont obligées de prendre de grands
456 risques pour garantir leur survie.

457 Durant la dernière décennie en particulier, la migration a été transformée en un
458 prétexte de sécurité pour l'Europe dans le débat public. Ce cadrage
459 légitime la militarisation des frontières extérieures de l'UE et la violence
460 envers les réfugié·es. Dans notre société actuelle, les droits, les conditions
461 de vie et les chances d'une personnes sont déterminées par son lieu de
462 naissance. Les frontières servent à créer des inégalités et à les légitimer
463 ainsi qu'à diviser les travailleuse·eurs. Nous combattons toute forme de
464 frontières nationales.

465 En Suisse, il y a de graves dysfonctionnements dans le domaine de la migration.
466 Les campagnes racistes fondées sur la peur font partie du quotidien politique.
467 Les services de sécurité et le personnel d'accompagnement des requérant·es
468 d'asile sont de plus en plus souvent remplacé·es par des grandes entreprises
469 privées non qualifiées. Bien trop peu de moyens sont mis à disposition pour des
470 hébergements et un accompagnement dignes. Les personnes qui en souffrent sont
471 justement celles qui sont venues ici à la recherche d'une vie meilleure et d'un
472 avenir. Prenons enfin notre responsabilité au sérieux en tant que société et
473 offrons à tout le monde une vie digne !

474 **Revendication 1 : Droit de vote et d'éligibilité pour toutes** 475 **les personnes vivant en Suisse**

476 La démocratie est absolument centrale pour une société où les gens sont libres.
477 De la même manière que nous nous engageons pour une gestion démocratique de
478 toutes les entreprises par les travailleuse·eurs, nous nous engageons pour une
479 société organisée de manière fondamentalement démocratique à tous les niveaux.
480 En Suisse, il existe de grands déficits en ce qui concerne la participation
481 démocratique de la population. Un peu plus de 50 ans après l'introduction du
482 droit de vote et d'éligibilité des femmes, une part non négligeable de la
483 population reste exclue du débat démocratique. Ainsi, plus d'un quart des
484 personnes vivant en Suisse n'ont pas de passeport suisse. Bien qu'une grande
485 partie de la population issue de la migration vive en Suisse depuis des années,
486 y travaille et soit soumise aux mêmes obligations que la population disposant du
487 droit de vote et d'éligibilité, elle reste exclue de toute forme de
488 participation politique. Plus de 2,2 millions de personnes doivent donc laisser
489 les autres décider pour elles sans avoir leur mot à dire.

490 Pour nous, toutes les personnes devraient pouvoir participer aux décisions à
491 l'endroit où elles vivent. Certains cantons et communes, avant tout en Romandie,

492 ont déjà accordé le droit de vote et d'éligibilité à tous·tes leurs habitant·es.
493 Nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse depuis un an aient
494 le droit de vote et d'éligibilité, peu importe leur permis de séjour.

495 **Revendication 2 : naturalisation automatique**

496 En Suisse, le taux de naturalisation est bas, et ce de manière stable. Plusieurs
497 raisons expliquent cela, dont le service militaire ou l'obligation d'abandonner
498 sa nationalité d'un autre État (selon le pays) lors de la naturalisation.
499 Toutefois, la raison principale en est que la naturalisation est un processus
500 coûteux, parcouru de racisme et donc largement inaccessible.
501 Depuis des années, les partis bourgeois multiplient les obstacles financiers et
502 administratifs à la naturalisation. Même des personnes dont la famille est en
503 Suisse depuis trois ou quatre générations doivent suivre un processus de
504 naturalisation laborieux pour obtenir la nationalité suisse. Dans de nombreuses
505 communes, l'assemblée communale continue de décider directement des
506 naturalisations. À plusieurs reprises, des naturalisations ont été refusées en
507 raison de différends personnels ou de préjugés xénophobes et racistes – une
508 situation intenable. Plus généralement, la naturalisation exige le dépôt d'une
509 demande et son paiement, demande liée à des exigences élevées et une forte
510 intrusion dans la vie privée des dépositaires de la demande. Ce processus
511 arbitraire est démotivant et constitue un grand obstacle, surtout pour de
512 nombreuses·x travailleuse·eurs.
513 Personne ne choisit son lieu de naissance – le destin de chacun est attribué au
514 hasard. Celles·eux qui ont de la chance reçoivent une nationalité suisse et des
515 droits... qui resteront pour toujours inaccessible à d'autres. Pour nous, il est
516 clair que chaque personne qui vit ici et fait donc partie de la société doit non
517 seulement avoir les mêmes obligations, mais aussi les mêmes droits. C'est
518 pourquoi nous exigeons que toutes les personnes domiciliées en Suisse obtiennent
519 automatiquement la nationalité suisse après 5 ans. De plus, les enfants nés en
520 Suisse doivent également recevoir automatiquement la nationalité suisse. Il ne
521 doit pas y avoir de conditions supplémentaires, tels que des examens ou des
522 tests qui constituerait un obstacle à disposer des mêmes droits.

523 **Revendication 3 : Pour un meilleur traitement des**
524 **requérant·es d'asile**

525 Lorsque la perspective d'un avenir sûr là où on vit n'est plus possible et que
526 notre vie actuelle ne peut pas se poursuivre dans la sécurité physique,
527 psychique et matérielle, la fuite vers un endroit sûr est inévitable. Que ce
528 soit en raison d'une guerre ou de la famine, pour des raisons politiques,
529 économiques ou en raison d'une catastrophe naturelle ne devrait pas importer.

530 Chaque être humain doit être traité avec humanité.

531 Aujourd'hui, partout en Suisse, les requérant·es d'asile sont hébergé·es dans
532 des bunkers, des infrastructures militaires isolées ou des bâtiments mal
533 entretenus. Ces hébergements se caractérisent par un manque de sphère privée,
534 d'hygiène et de place. Les majorités politiques de droite bourgeoise ne font
535 preuve d'aucun humanisme. Sur la base d'une vision du monde xénophobe et
536 raciste, iels décident de qui a le droit ou non d'être traité·e avec dignité
537 selon son origine et son statut économique. Iels veulent investir aussi peu
538 d'argent que possible dans l'asile et exclure au maximum les personnes
539 concernées de l'espace public.

540 La dynamique de privatisation des services publics touche également le domaine
541 de l'asile. L'accompagnement est avant tout vu comme un enjeu de sécurité et des
542 entreprises privées de sécurité comme Securitas ou d'autres entreprises privées
543 comme ORS sont responsables de la gestion des hébergements. Le personnel de
544 sécurité n'est pas ou mal formé pour le travail avec des personnes traumatisées
545 et ne remplit pas la fonction dont les réfugié·es auraient besoin. En
546 particulier, les personnes FINTA (femmes, personnes inter, trans et agenres) ne
547 sont pas protégées. Les violences envers les réfugié·es ne sont pas des cas
548 isolés mais bel et bien structurelles.

549 Nous exigeons des investissements supplémentaires massifs dans le domaine de
550 l'asile, en faveur des réfugié·es. L'État doit prendre en charge la gestion des
551 hébergements et des centres d'asile et employer du personnel qualifié pour
552 soutenir les réfugié·es. Les hébergements doivent disposer de suffisamment de
553 place pour une vie humaine avec de la lumière du jour, des espaces privés, une
554 bonne hygiène et des possibilités de s'isoler.

555 **Sous-thème 1 : Combattre les causes de migration forcée de** 556 **manière sérieuse**

557 Pour justifier leur refus d'accueillir les réfugié·es en Suisse, les partis du
558 centre et de la droite répètent à l'envi qu'il faudrait plutôt aider les gens
559 sur place. Avec des solutions allant de l'engagement humanitaire aux camps de
560 réfugié·es en Afrique, iels veulent empêcher les gens de venir trouver refuge en
561 Europe et cherchent à justifier leur propre politique anti-droits humains. Iels
562 font cependant totalement abstraction des causes systémiques de la migration,
563 dont le « Nord global » est responsable.

564 La logique du système veut que, pour que les riches puissent être riches, les
565 pauvres doivent être pauvres. Pour échapper à cette pauvreté, de nombreuses
566 personnes sont forcées de suivre les flux de capitaux et d'aller là où ceux-ci
567 s'accumulent en raison du système économique capitaliste.

568 S'ajoute à cela la dimension impérialiste du capitalisme ; pour permettre au
569 système la croissance sans laquelle il ne peut fonctionner, l'ouverture de
570 nouveaux marchés pour écouler sa production est sans cesse nécessaire. Dans
571 cette optique, les puissances capitalistes ne reculent pas même devant des

572 conflits armés. Même pour des pays comme la Suisse qui ne sont pas directement
573 impliqués dans ces guerres, celles-ci sont lucratives, par exemple grâce aux
574 profits qu'ils tirent des exportations de matériel de guerre.

575 De plus, la croissance économique est directement liée à une plus forte
576 consommation énergétique et à davantage d'émissions de gaz à effet de serre. Les
577 conséquences de la crise climatique, mais aussi de la surpêche et de
578 l'accaparement des terres sape les bases existentielles de millions de
579 personnes, si bien que la migration devient leur unique solution pour se sortir
580 de leur misère.

581 C'est pourquoi nous revendiquons un système fiscal solidaire à l'échelle
582 internationale qui mettrait fin à la course au dumping fiscal et à la fuite des
583 capitaux. Les multinationales doivent être mises au pas et tenues pour
584 responsables de la misère qu'elles engendrent ou dont elles profitent. Par
585 ailleurs, nous exigeons une interdiction des exportations et du financement de
586 matériel de guerre.

587 **Sous-thème 2 : De l'aide au lieu de la violence aux**
588 **frontières extérieures de l'UE**

589 Les pushbacks illégaux, c'est-à-dire le refoulement violent et sans aucune
590 procédure ou examen sérieux de leur motifs de fuite de réfugié·es cherchant un
591 endroit sûr où vivre, font partie du quotidien de l'agence européenne de garde-
592 frontières Frontex. Ces agissements sont légitimés par des affirmations racistes
593 qui présentent les réfugié·es comme un « problème de sécurité pour l'Europe ». Les
594 réfugié·es sont refoulé·es violemment aux frontières ou abandonné·es à leur
595 sort en pleine mer. En conséquence de cela, au moins 44 000 personnes ont perdu
596 la vie depuis 1993, bien que le chiffre exact soit difficile à évaluer en raison
597 de nombreux décès non déclarés. Frontex est le symbole de cette forteresse
598 Europe qui tue.

599 C'est pourquoi nous exigeons l'abolition immédiate de Frontex et la mise en
600 place d'un soutien adapté aux réfugié·es dans une situation précaire à la place
601 de ses agissements.

602 À long terme, nous voulons un monde dans lequel personne n'est forcée·e de fuir
603 et où la migration n'est que volontaire. Dans notre société actuelle, les
604 droits, les conditions de vie et les chances dépendent du lieu de naissance,
605 bien que lui-même ressorte du hasard. Les frontières servent à légitimer les
606 inégalités et à diviser les travailleuse·eurs. Aujourd'hui, les discours
607 nationalistes servent à faire distraction des véritables racines des problèmes.
608 Ainsi, en utilisant comme boucs émissaires les personnes vivant de l'autre côté
609 du rideau fictif que sont les frontières, le système actuel fait obstacle à une
610 organisation des travailleuses·eurs au-delà des frontières nationales. La lutte
611 pour la liberté de mouvement et la lutte des classes sont donc inséparables de
612 la lutte contre les idéologies nationalistes. Il est dès lors clair pour la
613 gauche que toutes les formes de frontières et les lois qui les imposent doivent

614 être combattues. Une utopie de gauche ne peut être qu'antinationaliste.
615 C'est pourquoi nous exigeons à long terme l'abolition de toutes les frontières
616 et le dépassement du concept d'État-nation.

617 **Sous-thème 3 : Sécuriser les voies migratoires**

618 En raison de l'absence de voies migratoires officielles et légales, les
619 réfugié·es sont poussé·es dans l'illégalité et obligé·es à se mettre en danger.
620 La situation est particulièrement précaire dans la mer Méditerranée. L'UE et les
621 pays méditerranéens ont simultanément mis fin au sauvetage en mer, arguant que
622 ce serait un facteur d'attraction – un argument qui a été démenti à de
623 nombreuses reprises. En conséquence, les décès ont pris l'ascenseur de manière
624 dramatique. Rien qu'en 2022, les registres officiels recensent la mort de près
625 de 2000 personnes en mer Méditerranée, chiffre en dessous de la réalité en
626 raison des décès non répertoriés. La criminalisation croissante des ONG
627 pratiquant le sauvetage en mer risque d'empirer encore la situation et de
628 condamner des milliers de personnes innocentes supplémentaires à la mort dans
629 les eaux de la Méditerranée.
630 C'est pourquoi nous exigeons la décriminalisation complète des sauvetages en mer
631 privés et la mise en place immédiate d'une mission de sauvetage étatique en mer
632 Méditerranée. De plus, pour rendre la migration sûre, nous exigeons
633 l'introduction de la possibilité de demander l'asile dans les ambassades des
634 États suisse et de l'UE.

635 **Sous-thème 4 : Mettre fin aux pratiques d'accueil
636 socialement injustes**

637 Le type de permis de séjour détermine le bien-être des migrant·es en Suisse. Il
638 existe aujourd'hui pas moins de huit types différents de permis de séjour pour
639 les personnes sans la nationalité suisse. Certains permis de séjour sont
640 particulièrement problématiques ; ainsi, l'injuste « admission à titre
641 provisoire » est avant tout octroyée aux réfugié·es issus de régions en guerre
642 ou en crise qui font l'objet d'une décision de renvoi mais dont le renvoi serait
643 illicite, inexigible ou matériellement impossible. Cette autorisation de séjour
644 suggère un accueil à court terme, ce qui rend la situation des personnes
645 concernées extrêmement difficile, en particulier lors de la recherche d'un
646 emploi ou d'un logement. Ces personnes ne sont pas reconnu·es comme réfugié·es
647 et elles sont sans cesse confrontées au danger d'être renvoyées.
648 Pourtant, la Confédération a prouvé dans le cadre de la guerre en Ukraine qu'il
649 serait possible de faire les choses autrement. Ainsi, les Ukrainien·nes ont reçu
650 un permis S, désignant les personnes à protéger. Celui-ci permet aux personnes
651 fuyant un conflit armé d'obtenir rapidement un droit de séjour provisoire en
652 Suisse ainsi qu'un droit au regroupement familial sans avoir besoin de passer

653 par une procédure d'asile ordinaire. Cette procédure serait tout à fait possible
654 dans le cadre d'autres guerres ou crises, mais n'a jamais été utilisée.
655 Comme les personnes issues de régions en proie à des conflits ont un besoin tout
656 particulier de protection, nous exigeons une abolition de l'admission à titre
657 provisoire et l'activation du statut de protection S pour toute région en proie
658 à des crises ou à des guerres.

659 **Sous-thème 5 : Arrêter les renvois**

660 Les renvois forcés pratiqués en Suisse sont tout simplement inhumains. Les
661 personnes qui sont illégales aux yeux du droit suisse peuvent être renvoyées en
662 tout temps. À plusieurs reprises, des personnes sont décédées dans le cadre de
663 leur détention en vue de renvoi ou suite à leur renvoi dans le pays d'où elles
664 ont fui.

665 Toutefois, ce ne sont pas seulement les renvois dans les pays d'où les personnes
666 ont fui qui sont problématiques, mais aussi et surtout les renvois dans les «
667 États tiers sûrs » – concept qui met les réfugié·es en danger et donne lieu à
668 des violations systématiques des droits humains. Les pays européens, dont la
669 Suisse, ont établi une liste (avec tous les pays de l'UE et certains pays hors-
670 UE définis) désignant certains pays comme « sûrs » et y renvoyant les
671 requérant·es d'asile qui sont passés par leur territoire sans même ouvrir de
672 procédure d'asile. Or, en Grèce par exemple, aucun service de base n'est fourni,
673 la situation dans les centres d'asile et de détention est tout simplement
674 inhumaine et l'accès à des procédures d'asile fait défaut. D'autres pays, tels
675 que la Hongrie ou la Bulgarie, violent régulièrement les droits humains des
676 réfugié·es et négligent leur mission de protection mais sont tout de même
677 classés comme États « sûrs ».

678 Plus de positions et d'informations sur ce thème :

- 679 • [En finir avec Triton et sauver des vies](#)
- 680 • [Pas de discrimination et de quota – sans compromis !](#)
- 681 • [Non au financement des pushbacks ! Personne n'est illégal·e !](#)
- 682 • [No Borders – no Nations](#)
- 683 • [Plan de mesures migration](#)
- 684 • [Soutien plutôt que criminalisation de l'aide d'urgence aux frontières extérieures de l'Europe !](#)

686

D: Pour le tournant féministe !

687 Les revendications féministes fondamentales sont étroitement liées à diverses
688 sphères politiques. Il ne suffit pas de les considérer isolément : il convient
689 de les intégrer de manière intersectionnelle dans les analyses politiques.
690 Ainsi, l'économie féministe ne se contente pas d'éclairer certains aspects
691 secondaires négligés des théories économiques classiques, mais permet, grâce à
692 des perspectives critiques et féministes, des analyses plus précises de
693 questions économiques pertinentes pour l'ensemble de la société. Les structures
694 sociales et de pouvoir dominantes, comme le capitalisme et le patriarcat,
695 s'alimentent mutuellement. Le système économique capitaliste ne pourrait pas
696 fonctionner sans les innombrables heures de travail du care non rémunéré, qui
697 sont en grande partie effectuées par des personnes FLINTA. Le capitalisme fait
698 croire, par le biais du patriarcat, que le travail du care, comme la garde des
699 enfants, les soins aux malades ou la préparation des repas, est effectué par
700 amour par des personnes FLINTA et ne doit donc pas être rémunéré, ou alors très
701 peu. Le patriarcat est à son tour renforcé par le capitalisme (par ex. par la
702 discrimination salariale ou les stéréotypes de genre qui reproduisent les
703 rapports de pouvoir en vigueur). Tout comme le capitalisme, le patriarcat est un
704 système qui sert à maintenir le pouvoir de quelques uns au détriment du plus
705 grand nombre. La discrimination, la violence et l'oppression structurelle des
706 personnes FLINTA sont l'expression des structures de pouvoir patriarcales et
707 capitalistes dominantes.

708 Le capitalisme et le patriarcat doivent donc être combattus ensemble. Un
709 féminisme intersectionnel défie les structures de pouvoir patriarcales
710 dominantes, reconnaît l'existence de diverses formes de discrimination liées
711 entre elles et les combat.

712 Nos revendications mettent en évidence les perspectives féministes et les
713 besoins d'action dans les domaines sociaux les plus divers.

714

715 Revendication 1: Garantir les droits à l'avortement et à 716 l'autodétermination physique !

717 Le droit à l'autodétermination physique est l'une des avancées féministes les
718 plus importantes. Il comprend l'accès à des offres de conseil et de soutien
719 ouvertes aux femmes enceintes et la garantie d'une interruption de grossesse
720 sûre et autodéterminée.

721 Ces dernières années, ce droit a toutefois été de plus en plus remis en question
722 et attaqué par les milieux conservateurs et fondamentalistes de droite. Tant au
723 niveau international qu'en Suisse, des efforts sont faits pour restreindre les
724 droits à l'avortement. La JS Suisse combat de telles attaques : le droit à

725 l'autodétermination physique n'est pas négociable.

726 Aujourd'hui, en Suisse, les avortements sont régis par le code pénal, sont
727 considérés comme illégaux et ne sont dé penalisés que sous certaines conditions.
728 L'avortement volontaire ne doit pas figurer dans le code pénal, mais être
729 garanti comme droit constitutionnel. Nous exigeons que le droit à
730 l'autodétermination physique, en particulier le droit à l'interruption
731 volontaire de grossesse, soit ancré dans la Constitution fédérale.

732 De plus, il est essentiel de garantir de d'élargir l'accès à un conseil
733 professionnel et neutre ainsi qu'à des prestations dans le domaine de la santé
734 sexuelle. L'autodétermination physique inclut également celle des personnes
735 trans. Par exemple, l'accès à l'hormonothérapie et aux interventions de
736 réassignation sexuelle doit être facilité pour les personnes trans qui le
737 souhaitent. Il ne faut pas que l'arbitraire des caisses d'assurance maladie se
738 poursuive ! Il faut au contraire une obligation générale de prise en charge
739 complète des coûts et l'abolition des obstacles humiliants auxquels sont
740 confrontées aujourd'hui de nombreuses personnes trans. Pour cela, il est
741 nécessaire d'augmenter les moyens financiers alloués aux centres de santé
742 sexuelle et d'établir des critères officiels pour les centres de conseil,
743 garantissant un conseil et un soutien professionnels, sans préjugés.

744 **Revendication 2: Des pensions plus élevées et une prévoyance** 745 **vieillesse féministe - pension populaire maintenant !**

746 Le système de retraite est un élément central de notre État social et doit
747 garantir une vie digne dans la vieillesse. Mais le système actuel ne répond pas
748 à cet objectif.

749 La pauvreté des personnes âgées est une réalité amère pour de nombreuses
750 personnes en Suisse. Elle touche en particulier les personnes qui ont travaillé
751 dans des secteurs à bas salaires ou à temps partiel. Les femmes représentent 2/3
752 des personnes touchées par la pauvreté des personnes âgées, et sont donc plus
753 touchées que la moyenne. Outre l'inégalité salariale et les secteurs féminins
754 sous-payés, cela s'explique en premier lieu par le fait que de nombreuses femmes
755 ont effectué pendant des années un travail du care non rémunéré. Élever des
756 enfants, soigner des proches, s'occuper du ménage - ce travail est précieux et
757 central pour le bon fonctionnement de la société. Mais il est loin d'être
758 suffisamment reconnu dans le système de retraite actuel et cela doit changer.
759 Nous demandons un renforcement de l'AVS par la reconnaissance financière du
760 travail de care non rémunéré et l'abolition des 2e et 3e piliers, qui favorisent
761 l'injustice sociale. En lieu et place, il faut introduire une retraite populaire
762 qui valorise également le travail du care non rémunéré et qui permette de vivre
763 dignement à la retraite.

764 **Revendication 3 : Pour une semaine de 25 heures !**

Pour une grande partie de la population, il ne reste que peu de temps à côté du travail rémunéré pour assumer diverses autres obligations. Les activités de care classiques non rémunérées telles que la cuisine, les courses, le nettoyage et la lessive prennent beaucoup de temps et le travail d'assistance et d'éducation est difficilement compatible avec un emploi à plein temps. Les structures actuelles du travail salarié, comme la semaine de 42 heures, ne sont pas axées sur les besoins des personnes, mais sur le fait que, dans une famille traditionnelle, pratiquement tout le travail du care est effectué par la femme sans rémunération et que la famille vit du salaire de l'homme. Cette conception était et reste exploitante et nuit à la santé des salariés. Par le passé déjà, de nombreuses familles ne pouvaient pas vivre d'un seul revenu salarial ; avec les salaires réels d'aujourd'hui, cela n'est pas une option pour beaucoup de ménages, et une grande partie des femmes exercent également un travail salarié. Mais la charge du travail de care existe toujours - la double charge du travail du care rémunéré et non rémunéré se renforce donc pour de nombreuses femmes. Celles qui en ont les moyens sous-traitent une partie des tâches ménagères et des soins, généralement à d'autres personnes FLINTA moins privilégiées.

Cette situation est particulièrement choquante, étant donné que la société est de plus en plus productive et efficace. Malgré cela, la charge de travail de la population active ne diminue pas. Pourtant, il serait aujourd'hui possible d'introduire sans problème une semaine de travail de 25 heures de travail rémunéré. Mais pour cela, il faut que les gains de productivité soient utilisés pour le bien de l'ensemble de la population et que les personnes soient placées au centre de l'économie - et non le profit de quelques-uns. Nous voulons une société dans laquelle nous avons du temps pour nos proches, notre engagement et nous-mêmes, et pas seulement pour nos employeuse·eurs. La semaine de 25 heures rompt avec l'obligation de maximisation et donne au travail du care la place, l'importance et le temps qu'il mérite. Elle permet également d'avoir plus de temps pour le travail du care, comme le travail domestique et la garde des enfants, et de le répartir plus équitablement.

Sous-thème 1 : Lutter efficacement contre les violences patriarcales et la discrimination!

Pratiquement toutes les personnes FLINTA subissent des formes de violence sexualisée au cours de leur vie. Il s'agit entre autres du harcèlement sexuel, de la violence sexiste et de la violence domestique. Il s'agit d'un problème structurel qui doit être combattu à différents niveaux. En plus du travail de prévention et d'éducation, il est également nécessaire de développer massivement les offres de protection, de conseil et de soutien pour les personnes de toutes les identités de genre. L'offre d'hébergement pour les personnes touchées par la violence domestique et patriarcale doit être davantage subventionnée et développée. Aujourd'hui, des personnes se voient régulièrement refuser l'accès

807 aux refuges pour femmes et aux maisons d'accueil par manque de place et de
808 ressources – cette situation n'est pas tenable et est contraire à la Convention
809 d'Istanbul. Nous exigeons une augmentation massive du nombre de places et de
810 ressources pour les maisons d'accueil et les offres de soutien pour les victimes
811 de violences sexuelles, afin de permettre une aide gratuite, compétente et
812 rapide. Ces refuges doivent être accessibles à toutes les personnes opprimées
813 par le patriarcat, aux femmes et en particulier aux personnes TINA (personnes
814 trans, inter, non binaires et agenres). Les personnes TINA n'ont aujourd'hui
815 souvent à disposition que des possibilités de soutien insuffisantes - il faut
816 s'assurer qu'elles reçoivent un soutien approprié.

817 Les formes de discrimination patriarcale s'expriment dans différentes sphères de
818 la société, y compris dans la vie professionnelle. En Suisse, la majorité des
819 femmes subissent du harcèlement sexuel sur leur lieu de travail au cours de leur
820 vie. Les personnes trans sont également régulièrement exposées à des expériences
821 de discrimination sur le lieu de travail en raison de leur identité de genre,
822 contre lesquelles le droit en vigueur et les structures sociales ne les
823 protègent pas, car l'identité de genre n'est pas couverte par la norme
824 antidiscriminatoire. Nous demandons des mesures de prévention pour lutter contre
825 le harcèlement sexuel sur le lieu de travail et une protection conséquente
826 contre la discrimination qui protège les personnes FLINTA et en particulier les
827 personnes trans contre la discrimination et le licenciement arbitraire sur le
828 lieu de travail.

829 **Sous-thème 2 : Une éducation moderne et inclusive**

830 L'éducation est l'un des moyens les plus efficaces pour les enfants et les
831 adultes de devenir des personnes autonomes et empathiques. Elle devrait
832 constituer une partie importante du travail de prévention visant à démanteler
833 les structures patriarcales. Pour répondre à cette exigence, l'éducation doit
834 être adaptée en permanence et prendre en compte les réalités de vie des
835 personnes. Nous demandons une éducation à la santé sexuelle non discriminatoire
836 et universelle. L'éducation ne doit pas être axée sur le système binaire des
837 genres et des sexes ! Les cours d'éducation sexuelle doivent montrer la réalité
838 de la diversité des genres et des sexes. L'intersexualité et les identités trans
839 doivent être abordées ouvertement et sans préjugés. De même, la formation du
840 personnel médical spécialisé doit supprimer l'accent mis sur la binarité et
841 aborder les sujets de l'intersexualité et des identités trans. Dans le cadre des
842 cours d'éducation sexuelle, les élèves doivent être sensibilisés au fait que
843 chaque personne a le droit de fixer ses propres limites et que les actes sexuels
844 ne peuvent avoir lieu qu'avec le consentement de toutes les personnes
845 concernées. Pour lutter contre la violence sexuelle, il est essentiel d'aborder
846 le sujet de manière sensible et ouverte. L'éducation a un grand potentiel de
847 prévention dans ce domaine. Outre le fait de thématiser le consentement, les
848 élèves et les apprenti·es doivent également être informé·es de manière proactive

849 de leurs droits et des offres de conseil existantes. Ces informations et offres
850 de soutien doivent également être rendues visibles et accessibles à l'ensemble
851 de la société.

852

853 **Sous-thème 3 : Protection contre la discrimination et**
854 **autodétermination médicale**

855 Les structures de discrimination patriarcales existent également dans le domaine
856 de la médecine. On y trouve une forme d'interprétation de l'androcentrisme, une
857 vision qui considère les hommes comme la norme et la référence. Un système de
858 genre patriarchal et binaire prédomine également. Cela conduit entre autres à la
859 pathologisation des identités et des corps trans et à l'existence d'un « gender
860 data gap » (manque de données liées au genre) qui fait que les symptômes des
861 maladies ou les effets de certains médicaments sur les femmes ne sont pas
862 suffisamment étudiés. Il est nécessaire d'élargir la recherche médicale dans le
863 domaine de la médecine de genre afin de combler ces lacunes. Les personnes
864 intersexes sont également fortement menacées dans leur autodétermination. Des
865 opérations de changement de sexe sur des bébés intersexes sont encore
866 entreprises aujourd'hui, bien que dans la plupart des cas, il n'y ait aucune
867 nécessité médicale. Ces opérations, qui ne peuvent pas être effectuées avec le
868 consentement des personnes concernées lorsqu'elles sont encore des nourrissons
869 ou des enfants en bas âge, entraînent souvent de graves conséquences. Nous
870 demandons l'interdiction des opérations de changement de sexe sur les bébés
871 intersexes ainsi que des conseils de spécialistes. Les personnes intersexes
872 doivent avoir accès, à leur demande, à des traitements médicaux qui doivent être
873 entièrement pris en charge par l'assurance maladie.

874 **Sous-thème 4 : Egalité salariale, salaire minimum national**
875 **de 5000.- et amélioration des conditions de travail !**

876 L'égalité salariale est certes inscrite dans la Constitution, mais les chiffres
877 montrent que nous en sommes encore loin dans la réalité. Les personnes FLINTA
878 gagnent à ce jour près d'un cinquième de moins que les hommes et en moyenne
879 19,5% de moins par heure de travail. Une partie des facteurs à l'origine de
880 l'inégalité salariale sont qualifiés de « facteurs explicables ». Parmi eux, la
881 position professionnelle, la formation et le secteur d'activité. Mais les
882 facteurs explicables reposent également sur le désavantage historique et la
883 discrimination économique des personnes FLINTA. Le désavantage historique
884 comprend notamment le fait que les professions qui, traditionnellement, sont
885 surtout exercées par des personnes FLINTA, sont moins bien rémunérées et peu
886 organisées sur le plan syndical. Cela complique énormément la lutte contre les
887 mauvaises conditions de travail dans ces professions et branches. Des

888 améliorations concrètes des conditions de travail et des salaires plus élevés
889 sont donc nécessaires, en particulier dans ces branches, comme les soins,
890 l'assistance et la restauration. Selon l'Office fédéral de la statistique,
891 environ 2/3 des travailleur.euse.s à bas salaire sont des femmes. Nous demandons
892 l'introduction d'un salaire minimum national interprofessionnel de 5000 francs.
893 Nous demandons en outre des mesures efficaces pour atteindre l'égalité
894 salariale, notamment des contrôles systématiques des salaires, la transparence
895 des salaires et des contrôles de la discrimination salariale.

896 **Sous-thème 5 : Développer les structures sociales du care**

897 Le travail du care est un travail central pour le bon fonctionnement de la
898 société. En plus d'une réduction du temps de travail permettant d'investir
899 davantage de temps dans le travail du care, il est également nécessaire de
900 développer et de renforcer les structures du care dans l'ensemble de la société.
901 Le travail du care doit également être considéré comme une partie du service
902 public - des structures gratuites de garde d'enfants ainsi qu'un système de
903 santé développé soulagent également les personnes qui fournissent dans le cadre
904 privé une grande partie du travail d'assistance et de soins non rémunéré. Des
905 projets tels que l'habitat intergénérationnel peuvent également contribuer à ce
906 que les structures du care et le travail à fournir soient organisés de manière
907 plus collective et répartis plus équitablement. Aujourd'hui, les professions du
908 secteur du care, par exemple les soins ou la garde d'enfants, sont souvent
909 soumises à des conditions de travail précaires. Nous demandons que la partie du
910 travail de care qui est organisée dans le secteur formel soit également
911 valorisée et rémunérée de manière appropriée. Pour cela, il faut investir
912 massivement dans le système de santé, les structures d'accueil et la formation
913 de personnel qualifié. Pour que le travail du care soit valorisé et rendu
914 visible, il doit également être intégré dans notre représentation et notre
915 recherche économique. Nous demandons à cet égard des chaires et des ressources
916 dans les hautes écoles ainsi que la saisie statistique du travail du care
917 rémunéré et non rémunéré et son intégration dans le produit intérieur brut.

- 918 • [Papier de position sur le travail du care](#)
- 919 • [Autodétermination sexuelle sans compromis pour toutes et tous !](#)
- 920 • [En suisse et partout dans le monde, pas de réforme des retraites sur le](#)
921 [dos de 99%](#)
- 922 • [Non à la réforme de l'AVS sur le dos des 99%](#)

- Continuons à défendre le droit à l'interruption de grossesse !

Positionspapier

Initiator*innen: Comitato direttivo (beschlossen am: 11.01.2023)

Titel: Riconoscere e combattere il razzismo: nella società e nella sinistra

Antragstext

Riconoscere e combattere il razzismo: nella società e nella sinistra

Il razzismo è un meccanismo profondamente radicato nella società svizzera, ed è allo stesso tempo oggetto di una negazione collettiva. Spesso il razzismo è chiaramente riconoscibile, come nel contesto delle campagne UDC, tipiche e ricorrenti dagli anni '90^[1]. Tuttavia, il razzismo non può essere attribuito solo all'UDC, ma si può trovare in varie forme nella società, anche all'interno delle strutture di sinistra. Va ricordato che sono stati i sindacati e la stessa socialdemocrazia ad alimentare per lungo tempo il discorso razzista sulla "inforestieramento"^{[1][2]}, ^[3]. Ancora oggi, molte persone a sinistra evitano di fare i conti con questo passato e di partecipare in modo credibile alla lotta antirazzista ^[1], ^[4]. In molte aree della società, l'antirazzismo è appena agli inizi. Ancora oggi, la resistenza contro la supremazia *bianca* risulta essere svolta unicamente dalle persone colpite dal razzismo, mentre si affievolisce nella società a maggioranza *bianca*.

Negli ultimi anni, le lotte antirazziste hanno acquisito maggiore importanza anche in Svizzera, non da ultimo grazie al movimento Black Lives Matter (BLM), riaccessosi negli Stati Uniti. Tuttavia, come sempre, a questo si associa anche un contraccolpo reazionario. La resistenza antirazzista è diventata particolarmente visibile attraverso le manifestazioni dell'estate 2020, nell'ambito delle proteste mondiali dovute all'omicidio di George Floyd da parte della polizia nello Stato americano del Minnesota. L'ampia mobilitazione per le

23 manifestazioni non è stata avviata dai gruppi di sinistra, ma soprattutto dalle
24 persone di colore (PoC) colpite dal razzismo, che rappresentano una forza
25 politica emergente in Svizzera[\[5\]](#), [\[6\]](#).

26 È necessario sottolineare che non esiste *un* antirazzismo, così come non esiste
27 *un* razzismo. Il presente documento ne terrà conto. Piuttosto, l'antirazzismo
28 rappresenta la somma delle lotte, in parte separate, delle persone discriminate
29 a causa di varie forme di razzializzazione. Le forme di razzismo (che non
30 verranno elencate in modo esaustivo) comprendono la discriminazione basata sul
31 colore della pelle, l'antisemitismo, l'antiziganismo e altre forme di
32 discriminazione basate su stereotipi culturali o geografici. A causa
33 dell'ampiezza tematica e della complessità di queste diverse lotte antirazziste,
34 va notato che questo documento può fornire solo un quadro incompleto di queste
35 lotte. Ciò è particolarmente vero nel caso dell'antisemitismo. In futuro, un
36 documento/risoluzione a parte sarà dedicato al suo complesso background storico
37 e alle sue conseguenze di vasta portata [\[7\]](#).

38 La creazione e la diffusione di strutture economiche capitalistiche non poteva
39 che andare di pari passo con la legittimazione delle strutture razziste. Il
40 razzismo è uno strumento necessario alla classe dominante, la borghesia, per
41 dividere la classe operaia. È necessario opporsi in modo solidale e con tutte le
42 forze, senza ignorare il fatto che esistono diversi razzismi e diverse lotte,
43 che devono essere collegate e condotte insieme.

44 Non è una coincidenza che grazie al movimento BLM la resistenza al razzismo nei
45 confronti delle persone di colore sia diventata un argomento di discussione tra
46 il grande pubblico. Infatti, mentre in questo Paese la discriminazione sulla
47 base della nazionalità è da tempo un argomento dibattuto e contestato[\[6\]](#)[\[8\]](#),
48 prevale ancora l'idea errata che la cosiddetta xenofobia non abbia nulla a che
49 fare con il razzismo. È la conseguenza del tipico discorso elvetico, che travisa
50 il ruolo della Svizzera nella storia coloniale europea e nell'epoca del
51 nazionalsocialismo. Questa distorsione dei fatti storici fa sì che i dibattiti
52 antirazzisti incontrino la resistenza della classe media e della sinistra [\[1\]](#),
53 [\[9\]](#).

54 Questo documento intende fornire una base per un esame critico della questione
55 del razzismo. Serve come strumento per una possibile linea d'azione dal punto di
56 vista della GISo Svizzera e anche per un esame critico delle strutture interne
57 alla sinistra. In particolare, verrà esaminato anche il ruolo della GISo,
58 partito prevalentemente composto da persone *bianche*, e di altre forze di
59 sinistra. Il presente documento illustra le possibili vie d'uscita da una
60 società razzista e di passaggio a una società antirazzista.

61 Il razzismo come fondamento del capitalismo

62 Per analizzare la situazione attuale è necessaria una definizione concettuale.
63 Il termine "razzismo" non è facile da definire. È importante rendersi conto che
64 un razzismo non esiste, ma che esistono molteplici e diverse forme di razzismo.
65 Questi possono essere disposti su uno spettro a causa delle circostanze storiche
66 e delle diverse relazioni di potere [10, p. 52]. Tutte le forme di razzismo
67 hanno una funzione oppressiva. Per definire l'oppressore e l'oppresso, vengono
68 create differenze fintizie e giustificate pseudo-biologicamente e/o pseudo-
69 culturalmente [11, p. 92].

70 Innanzitutto, è opportuno ricordare che l'analisi dello sviluppo storico del
71 razzismo e l'esame della storia che ne consegue sono fortemente eurocentrici e
72 segnati dalla storiografia occidentale e bianca. La storia del razzismo è
73 antica, anche se il termine esiste solo dal XX secolo come risposta alla
74 diffusione delle "teorie razziali" pseudo-scientifiche [12]. In epoca moderna,
75 l'origine del razzismo può essere fatta risalire alla cosiddetta "riconquista"
76 della penisola iberica nel XIV-XV secolo da parte delle forze cristiane
77 dominanti. Con la cosiddetta "limpieza de sangre" ("purezza del sangue"), le
78 differenze pseudo-biologiche tra cristian*, musulman* ed ebre* sono state
79 definite dalle persone cristiane al potere, il che ha portato alla sistematica
80 oppressione e persecuzione di ebre* e musulman*. Tuttavia, le manifestazioni e
81 le strutture razziste esistevano molto prima e sono riassunte con il termine
82 "proto-razzismo".

83 In seguito, la colonizzazione europea prese rapidamente piede nel XV e XVI
84 secolo. Spinte dall'avidità di profitto capitalistica, inizialmente la Spagna e
85 il Portogallo, e in seguito molte altre potenze europee, stabilirono sistemi di
86 governo oppressivi in altri continenti. Il genocidio e lo sfruttamento sono
87 stati compiacemente "legittimati" in termini razzisti. Inizialmente, questo è
88 stato fatto con il pretesto del cristianesimo, "civilizzando" e facendo
89 proselitismo nei continenti occupati. È così che le potenze si sono impossessate
90 della ricchezza economica [14]. Questo processo di distinzione tra colonizzat* e
91 colonizzatori/trici* ha manifestato un rapporto binario di "noi" contro "gli/le
92 altr*" che è stato e continua a essere giustificato con altri argomenti razzisti
93 [13]. È importante capire che il colonialismo e l'imperialismo sono stati
94 essenziali per la diffusione e la sistematizzazione del modo di produzione
95 capitalistico.

96 Il razzismo è una componente fondamentale per il funzionamento della produzione
97 capitalistica e del suo sviluppo globale. Il capitalismo si basa sullo
98 sfruttamento delle persone e dell'ambiente attraverso il saccheggio su scala
99 globale. La borghesia, ha un grande interesse a far sì che i popoli oppressi non

100 si vedano come un'unica classe. Il razzismo viene quindi utilizzato come
101 strumento per preservare l'egemonia borghese.

102 Anche la Svizzera faceva e fa parte degli intrecci transnazionali, imperialisti
103 e coloniali. Guardando alle imprese capitalistiche internazionali, si può
104 parlare di imperialismo bancario e borsistico svizzero. Durante e dopo la
105 cosiddetta "decolonizzazione", le imprese svizzere hanno preso in carico le
106 attività delle ex potenze coloniali o degli attori coinvolti. Ancora oggi, il
107 commercio estero svizzero fa affari con regimi dittatoriali e corrotti. Nel
108 XVIII e XIX secolo, numerose industrie svizzere parteciparono finanziariamente
109 alla tratta transnazionale degli schiavi, cioè alla deportazione sistematica
110 degli*/delle* abitanti del continente africano. Inoltre, alcune persone svizzere
111 possedevano piantagioni e schiavizzavano persone in vari continenti [14], [16, p.
112 17].

113 Il razzismo sistematico, indispensabile per l'instaurazione delle strutture
114 capitalistiche globali, può essere visto come un diretto precursore del razzismo
115 pseudo-biologico che prevaleva in Europa nel XIX/XX secolo. Oltre alle piante e
116 agli animali, le persone venivano sistematicamente classificate e gerarchizzate
117 in "razze", creando la pseudo-scienza del "razzismo scientifico", che veniva
118 offerta come programma di studio anche nelle università svizzere. Nel XX secolo,
119 questi concetti razzisti sono stati utilizzati dalle forze naziste in Germania,
120 dal regime di apartheid in Sudafrica e dalle leggi Jim Crow negli Stati Uniti.
121 Alla fine del XX secolo, il concetto di "razze umane" è stato chiaramente
122 confutato scientificamente e messo fuori legge. Da allora, il termine "razza"
123 non viene più utilizzato nel mondo di lingua tedesca per distinguere le persone.
124 In francese e in inglese, invece, il termine *race* viene utilizzata per indicare
125 un costrutto sociale della società [11].

126 Dopo questo ostracismo sociale e scientifico, la nuova destra ha trovato un
127 altro modo per riconfezionare le vecchie idee nel cosiddetto "culturalismo"
128 (anche detto neo-razzismo). Tra questi spicca il concetto del cosiddetto
129 "etnopluralismo", che divide le persone in cosiddetti "gruppi etnici" e rifiuta
130 la coesistenza di diverse "etnie" o "culture": nuovi termini, vecchie ideologie
131 razziste [15, p. 37].

132 **Il razzismo come strumento della borghesia svizzera**

133 **Il discorso razzista sulla migrazione**

134 Oggi è necessario analizzare diverse sfere di influenza. La base centrale del
135 discorso razzista e di divisione di classe in Svizzera è il neologismo

136 "inforestierimento". Questo termine non è usato solo nel dibattito pubblico, ma
137 anche nelle leggi e nei documenti ufficiali [16, p. 89ss]. L'ambiguità del
138 termine lo ha reso uno strumento importante per attribuire una parvenza di
139 oggettività al razzismo, nonostante il fatto che il termine fosse chiaramente
140 associato a motivazioni razziste già agli esordi [91]. Nel contesto
141 dell'"inforestierimento", si crea l'opposizione di un "noi" contro "loro",
142 ovvero le presunte persone straniere. Le giustificazioni di questa scelta
143 cambiano continuamente e fino ad oggi. Si va dalle opinioni pseudo-biologiche
144 come base della politica razzista alle presunte "differenze culturali". Queste
145 ultimi vengono utilizzate come argomento per giustificare l'impossibilità di
146 assimilazione alla società maggioritaria svizzera. Tutte le varianti sono
147 comunque razziste, anche quando si parla di "cultura" invece che di nozioni
148 pseudo-biologiche di "razze". [11], [18]. Il razzismo giustificato con l'aiuto
149 delle "differenze culturali" risulta quindi assolutamente accettabile anche
150 nelle classi medie [11], [31], [18].

151 L'espansione sociale del razzismo in Svizzera è decisamente promossa nei Paesi
152 di lingua tedesca dall'uso e dall'ulteriore sviluppo del concetto di
153 "Überfremdung". Tuttavia, questo da solo non può spiegare la soppressione del
154 dibattito antirazzista dalla sfera pubblica. A ciò si aggiunge la già citata
155 falsa narrazione del coinvolgimento della Svizzera in attività coloniali e
156 neocoloniali. In inglese, il fenomeno viene talvolta definito "anti-racialism",
157 una forma di presunto dissolvimento della razzializzazione e della
158 discriminazione ad essa associata come risultato del revisionismo del proprio
159 passato coloniale [11]. Qualcosa di simile si può dire dell'antisemitismo o
160 dell'antiziganismo. Un esempio lampante è la rivalutazione, per lo più assente,
161 della partecipazione svizzera ai crimini nazisti dopo la Seconda guerra
162 mondiale. Gli atteggiamenti antisemiti e le idee fasciste erano diffusi
163 ampiamente anche in Svizzera, e lo sono ancora oggi. Inoltre, la Svizzera
164 collaborò attivamente con la Germania nazista: oltre ad accettare di
165 contrassegnare i passaporti delle persone ebree tedesche con il "timbro ebreo",
166 alle persone rifugiate ebree fu negato l'asilo. Le banche svizzere hanno
167 accumulato opere d'arte saccheggiate e beni che la Germania nazista aveva
168 sottratto ad ebre* uccisi* [71]. Esponenti dell'industria svizzera hanno fornito
169 baracche al campo di concentramento di Auschwitz [171], [181], e l'elenco potrebbe
170 continuare a lungo. La soppressione dei fatti storici è sostenuta dalla
171 narrazione dominante della neutralità svizzera, che aiuta lo Stato, in quanto
172 autorità presumibilmente neutrale nella storia contemporanea internazionale, a
173 scagionarsi dal coinvolgimento e quindi dalle responsabilità [11]. Anche se la
174 borghesia svizzera ha fatto attivamente affari con gli Stati coloniali, i regimi
175 fascisti, e lo fa ancora oggi, la versione ufficiale della Svizzera se la cava
176 con una cancellazione degli avvenimenti del passato.

177 **Dallo statuto di migranti stagionali al regime migratorio**

odierno

Per comprendere l'origine delle strutture razziste svizzere non si può prescindere da una visione d'insieme della storia recente della migrazione di manodopera, il cui sfondo è stato plasmato in modo decisivo dal modo di produzione capitalistico. Solo alla fine del XIX secolo l'importanza dell'immigrazione in Svizzera è aumentata. Prima di allora, il Paese era caratterizzato dall'emigrazione dovuta alla mancanza di prospettive economiche. Con l'industrializzazione, la domanda di lavoro è cresciuta [19]. Fino a dopo la Prima guerra mondiale, c'era di fatto libertà di insediamento per persone provenienti dall'estero. Dopo la fine della Prima guerra mondiale, l'immigrazione è stata praticamente bloccata del tutto con l'inasprimento del regime di frontiera. Quasi solo le persone lavoratrici regolamentate dallo statuto di lavoratore/trice stagionale, a partire dal 1931, sono stati autorizzati* a stabilirsi in Svizzera per un periodo di tempo limitato e unicamente al fine di lavorare. Il loro soggiorno è stato limitato a una "stagione" massima di nove mesi, senza diritto al ricongiungimento familiare. Questo ha permesso, soprattutto dopo la Seconda Guerra Mondiale, di stimolare la crescita economica, mentre allo stesso tempo è stata attuata una netta segregazione delle persone lavoratrici stagionali straniere, per lo più italiane, dal resto della popolazione. In questo contesto, è stata perseguita una politica xenofoba per combattere l'"inforestieramento" della Svizzera [20], [21]. Questa politica è un esempio di discriminazione multipla. La Svizzera avrebbe avuto un ampio margine di manovra, perché la domanda di manodopera avrebbe potuto essere soddisfatta espandendo il lavoro salariato delle donne. Tuttavia, ciò avrebbe richiesto l'ammissione di una crescente uguaglianza economica per le donne, in contraddizione con i modelli di genere borghesi prevalenti [16, p. 89ss]. Lo sfruttamento degli uomini stranieri rappresentava quindi una situazione vantaggiosa per la borghesia svizzera. La Svizzera è stata ed è tuttora un chiaro beneficiario dello sfruttamento delle persone migranti, mentre allo stesso tempo è stato istituito uno dei regimi migratori più severi d'Europa. Sebbene lo statuto delle persone lavoratrici stagionali sia stato abolito nel 2002 con l'introduzione della libera circolazione delle persone da parte dell'Unione Europea, la legge sulle persone straniere continua a essere caratterizzata dal bisogno di manodopera della borghesia. Allo stesso tempo, la Svizzera ha ancora una delle politiche migratorie più restrittive e discriminatorie d'Europa.

Dal punto di vista giuridico, il regime migratorio svizzero si basa sulla Legge federale sugli stranieri e la loro integrazione (LStrI) [22], sulla Legge sull'asilo (LAsi) [23] e sugli accordi internazionali (Schengen/Dublino) [24] e l'Accordo UE sulla libera circolazione delle persone [25]. Su queste basi, le istituzioni agiscono come ancelle di un'agenda razzista comune, che la politica adatta agli interessi (economici) della borghesia. Gli attori più importanti

220 sono Frontex, la Segreteria di Stato per la Migrazione (SEM), le autorità
221 giudiziarie e di polizia e le autorità cantonali per la migrazione e l'asilo.

222 L'interpretazione della base giuridica non è uniforme, soprattutto in
223 considerazione dei diversi gradi di discriminazione multipla. Il trattamento
224 delle persone migranti varia notevolmente a seconda della regione di
225 provenienza. Le istituzioni del regime di asilo non fanno riferimento a criteri
226 "oggettivi", ma piuttosto negano alle persone migranti un'udienza legale secondo
227 schemi apparentemente arbitrari. Questa arbitrarietà nasconde sistematicamente
228 una combinazione di stereotipi culturalmente razzisti. Questo include impronte
229 orientaliste, anti-islamiche, antiziganiste, anti-nere, neo-razziste ed
230 eurocentriche. Lo dimostra il trattamento riservato alle persone rifugiate della
231 guerra in Ucraina: a migliaia di persone rifugiate provenienti da altre aree
232 occupate e/o minacciate da genocidi e guerre di aggressione, così come a coloro
233 che sono dimostrabilmente perseguitati* politicamente, viene negato lo status di
234 rifugiati* riconosciuti (status F). Allo stesso tempo, nei primi mesi della
235 guerra di aggressione russa, un'ondata di solidarietà ha investito la Svizzera
236 per le persone rifugiate *bianche* provenienti dall'Ucraina, considerate* meno
237 "diverse*" nel discorso (culturalmente) razzista. Discorsivamente, innumerevoli
238 espressioni mediatiche di solidarietà hanno rafforzato l'opposizione alle
239 persone migranti *non bianche*.

240 Nella maggior parte delle decisioni negative in materia di asilo, la SEM cita la
241 mancanza di credibilità delle persone interessate o "paesi terzi sicuri". Queste
242 decisioni negative in materia di asilo minacciano l'espulsione/deportazione o
243 una vita senza alcuno status di residenza. In queste condizioni, la Svizzera
244 cerca di creare le peggiori condizioni di vita possibili per i/le* richiedenti
245 asilo respinti* nei cosiddetti centri di rimpatrio. Alcuni centri di rimpatrio
246 sono stati fortemente criticati dalla Commissione nazionale per la prevenzione
247 della tortura e diverse persone sono già morte in Svizzera nella cosiddetta
248 detenzione per espulsione. Le persone richiedenti asilo che vengono respinte
249 devono anche sopportare un indegno regime di emergenza, mentre viene loro
250 completamente negato l'accesso al mercato del lavoro regolare. Se hanno bisogno
251 di più denaro rispetto ai 240 franchi mensili dell'aiuto d'emergenza, sono
252 costretti* a lavorare in nero.

253 **Le nostre istituzioni sono razziste!**

254 **Giustizia e polizia: il razzismo si manifesta attraverso la**
255 **violenza**

256 Il ruolo della polizia ha una grande rilevanza nel mantenimento delle strutture

257 sociali razziste. Il loro lavoro si basa su dimostrazioni di potere e azioni
258 sproporzionate. Nello svolgimento del lavoro di polizia, si osserva spesso l'uso
259 della violenza contro persone non *bianche*. Invece di considerare questi problemi
260 a livello sistematico, gli episodi di razzismo vengono spesso liquidati dallo
261 Stato e dall'opinione pubblica come "incidenti isolati". La polizia è
262 un'istituzione razzista e non è quindi sufficiente guardare solo al
263 comportamento individuale degli/delle* agenti.

264 I rapporti di polizia documentano gli arresti violenti e spesso li legittimano
265 con accuse di aggressione da parte della persona arrestata, che a posteriori
266 vengono difficilmente messe in discussione. In questo modo, durante i controlli
267 di polizia si verifica un sistematico profiling razziale. Le persone *non bianche*
268 vengono controllate sulla base del colore della pelle e trattate in modo
269 fondamentalmente diverso rispetto alle persone *bianche*[\[26\]](#).

270 Una copertura per il razzismo è fornita dalla nazionalità. Il sistema giuridico
271 classifica le persone in tre gruppi diversi: cittadin* svizzer*, cittadin* di
272 Paesi dell'UE e dell'EFTA e cittadin* dei cosiddetti "Paesi terzi". La libera
273 circolazione delle persone si applica ai/alle* cittadin* dell'UE/AELS, mentre il
274 soggiorno delle persone provenienti da "Paesi terzi" è regolato da accordi
275 bilaterali. L'articolo costituzionale che vieta di distinguere le persone in
276 base alla loro "razza" spesso non viene rispettato: Mohamed Wa Baile si è
277 rifiutato di mostrare la sua carta d'identità dopo che gli agenti di polizia si
278 sono rifiutati di giustificare il motivo per cui era l'unico pendolare
279 controllato. In Svizzera, il controllo di polizia è stato considerato legale a
280 causa del colore della pelle della persona. Con la motivazione che la stazione
281 era un punto di transito per "l'immigrazione clandestina". Il caso è ora
282 pendente davanti alla Corte europea dei diritti dell'uomo [\[25\]](#).

283 Inoltre, in Svizzera le persone muoiono ancora a causa della violenza razzista
284 della polizia, sia durante i controlli che durante la detenzione [\[**\]](#). Una
285 rivalutazione di questi casi e delle conseguenze che ne sono derivate è
286 difficile da trarre, siccome in Svizzera mancano una raccolta e una valutazione
287 concrete dei dati sul razzismo all'interno della polizia. Solo grazie alle
288 pressioni della società civile e dei media i casi vengono trattati, anche se in
289 modo sporadico e lento. Quando le persone colpite vogliono sporgere denuncia, il
290 processo spesso fallisce per mancanza di prove e per il lavoro dell'ufficio del
291 pubblico ministero, che protegge l'apparato repressivo. Tutto questo deve
292 finire! Oltre agli uffici di contatto e di reclamo indipendenti, è necessario
293 che le violenze razziste della polizia siano registrate sistematicamente. Lo
294 stesso vale per la magistratura, siccome i tribunali sono spesso visti come
295 istituzioni neutre e simbolo di obiettività. Questo rende difficile affrontare
296 il razzismo all'interno del sistema giudiziario, anche se i tribunali non sono

297 mai stati risparmiati da strutture razziste.

298 I tribunali rafforzano gli stereotipi razziali. La visione del mondo dei/delle*
299 giudici influisce sulle sentenze e sulle valutazioni della credibilità
300 dei/delle* partecipanti al processo. Studi condotti nel mondo anglosassone
301 dimostrano che le persone di colore ricevono sentenze più severe e sono anche
302 considerate meno credibili nel ruolo di testimoni rispetto alle persone
303 bianche[\[52\]](#). Sulla base di questa situazione, è necessario sollevare la
304 questione del razzismo nei tribunali e mostrare solidarietà con le persone
305 colpite dalla criminalizzazione razzista. È necessario promuovere l'osservazione
306 e il resoconto dei processi per consentire la documentazione dei procedimenti
307 giudiziari. Anche l'accesso al sistema legale per far valere i propri diritti è
308 molto diseguale. La conoscenza e la familiarità con il sistema giudiziario, così
309 come il denaro per pagare la rappresentanza e le spese legali, non sono
310 ugualmente disponibili per tutt*. Inoltre, le persone razzializzate hanno spesso
311 meno risorse finanziarie. È necessaria anche una riflessione più approfondita
312 sulla polizia e sul sistema giudiziario. Queste strutture, soprattutto la
313 polizia, non sono riformabili. Dobbiamo quindi indebolire finanziariamente
314 queste istituzioni repressive e sostituirle a lungo termine con elementi
315 costruttivi di sicurezza pubblica come l'istruzione, l'assistenza nella ricerca
316 di un lavoro e la sicurezza abitativa.

317 **Il razzismo strutturale in Svizzera in termini concreti**

318 Il razzismo strutturale è saldamente ancorato nella nostra società. Ne sono
319 affette sia le persone con una storia di migrazione che quelle senza. Un'ampia
320 raccolta e integrazione di studi dell'Università di Berna mostra chiaramente che
321 il razzismo strutturale colpisce praticamente tutti gli ambiti della vita dei
322 gruppi razzializzati in Svizzera [\[24\]](#).

323 Il rapporto 2014 del Centro per la lotta al razzismo afferma quanto spesso la
324 discriminazione razzista si verifichi nell'ambiente di lavoro. Inoltre, il tasso
325 di disoccupazione delle persone con un passato migratorio è superiore alla
326 media, e lo stesso vale per l'occupazione nei settori a basso salario. Anche le
327 donne razzializzate sono soggette a discriminazioni multiple, e non è stata
328 nemmeno presa in considerazione l'ulteriore discriminazione subita dalle persone
329 TINA (trans, inter, non-binary e agender) razzializzate. Secondo il rapporto, il
330 9% delle persone intervistate ha confermato di subire sistematicamente
331 atteggiamenti xenofobi sul posto di lavoro [\[40\]](#). La discriminazione inizia nella
332 fase di ricerca del lavoro. I/le* candidat* con un passato migratorio o con nomi
333 dal suono "straniero" devono scrivere in media il 30% in più di richieste di
334 lavoro per essere invitate a un colloquio. È quanto emerge dal progetto di
335 ricerca "La discriminazione come ostacolo alla coesione sociale" [\[41\]](#). La

336 situazione lavorativa e abitativa in Svizzera è particolarmente precaria per
337 i/le Sans-Papiers, ovvero per quelle persone che non hanno uno status di
338 residenza legale. Senza documenti di soggiorno, queste persone sono private di
339 molti diritti e della partecipazione alla vita pubblica. In Svizzera, si stima
340 che ciò riguardi tra le 80.000 e le 300.000 persone. La necessità di non essere
341 notat* per non rivelare la propria mancanza di status di residenza limita
342 fortemente la vita di queste persone[49].

343 Questa vulnerabilità, unita all'impossibilità di perseguire legalmente un lavoro
344 retribuito, fa sì che i Sans-Papiers vengano sfruttati dalle aziende in rapporti
345 di lavoro illegali. Queste persone corrono il rischio di non essere pagate o di
346 essere pagate troppo poco [49]. Nella maggior parte dei casi, le conseguenze
347 legali sono a carico dei Sans-Papiers e non dei/delle* imprenditori/trici* che
348 praticano illegalmente il dumping salariale. I tentativi di regolarizzare la
349 situazione dei Sans-Papiers sono stati per lo più infruttuosi. Progetti noti a
350 questo proposito sono l'"Operazione Papyrus", che dovrebbe almeno facilitare la
351 regolarizzazione nel cantone di Ginevra dal 2017, o gli sforzi della città di
352 Zurigo con la "City Card", che cerca di garantire un soggiorno depenalizzato in
353 città [50], [51].

354 **La creazione razzista dell'identità nella società svizzera**

355 Chi diventa svizzer* o chi è/rimane stranier* è determinato da vari aspetti
356 razzisti della società [\[271\]](#). La razzializzazione è uno dei processi più
357 rilevanti. Tramite questo processo, si creano differenze fittizie, e non importa
358 dove una persona sia cresciuta. In questo modo, anche chi è nat* e cresciut* in
359 Svizzera può essere emarginat* e stigmatizzat* come "stranier*". Questo "teatro
360 dell'integrazione" si nota anche nel discorso sui requisiti di naturalizzazione
361 e nel processo di naturalizzazione nel suo complesso. Nel 2018 è entrata in
362 vigore la Legge sulla cittadinanza (LCit) completamente rivista, che ha
363 nuovamente aumentato in modo significativo gli ostacoli alla naturalizzazione.
364 Per presentare la domanda sono necessari 10 anni di residenza in Svizzera e
365 almeno un permesso di soggiorno C (prima della revisione, anche le persone con
366 status B e F potevano presentare domanda di naturalizzazione). Inoltre, le
367 persone richiedenti devono soddisfare i cosiddetti "criteri di integrazione".
368 L'Osservatorio svizzero sul diritto d'asilo e degli stranieri (SBAA) fa
369 riferimento a casi in cui la naturalizzazione è stata rifiutata perché non è
370 stato possibile fornire "dettagli locali". Le differenze comunali e cantonali
371 nella procedura di naturalizzazione sono notevoli. Le procedure sono spesso
372 umilianti, anche perché in molti comuni è il consiglio comunale a decidere se
373 una persona viene naturalizzata o meno. A ciò si aggiungono gli elevati costi
374 finanziari, con i quali la Svizzera viola ancora una volta la Convenzione di
375 Ginevra sulle persone rifugiate. Nel caso di rifugiat* riconosciuti, la

376 procedura dovrebbe essere accelerata in conformità con la Convenzione e i
377 relativi costi dovrebbero essere ridotti.[\[28\]](#)

378 Nel dibattito sulla questione della naturalizzazione, l'opinione pubblica fa
379 leva sul diffuso sentimento razzista. Bisogna guadagnarsi il passaporto con un
380 certo "atteggiamento meritevole" [\[29\]](#). I modelli di pensiero razzisti si
381 riflettono nell'argomentazione secondo cui le persone senza passaporto svizzero
382 sarebbero ostili alla democrazia e all'uguaglianza. Si può affermare che il
383 Paese di origine dei richiedenti è il criterio decisivo per una decisione
384 positiva di naturalizzazione, il che è razzista. Senza passaporto svizzero non
385 si ha diritto di parola. Per noi è chiaro: anche chi vive qui deve avere voce in
386 capitolo. La disparità di trattamento razzista deve finalmente finire.

387 **Riconoscere e combattere il razzismo**

388 L'Europa sta vivendo un vero e proprio ritorno di ideologie di estrema destra
389 fondate su basi razziste. L'UDC, la più grande forza reazionaria in Svizzera,
390 non è un'eccezione in Europa, anche se è un pioniere degli attuali sviluppi. Al
391 più tardi dagli anni '90, il partito di estrema destra è riuscito a presentare
392 regolarmente iniziative razziste e non di rado a vincerle grazie a campagne
393 diffamatorie aggressive. Questo vero e proprio bombardamento di narrazioni
394 reazionarie ed identitarie sta provocando uno spostamento a destra del discorso
395 sulla migrazione nella società. Vengono utilizzate linee di argomentazione neo-
396 razziste, le cui basi sono state gettate già prima dei tempi dell'UDC. Il
397 concetto di "inforestieramento" come parte integrante della cultura politica
398 svizzera ha raggiunto il suo apice negli anni Settanta con l'Iniziativa
399 Schwarzenbach, lanciata dall'"Azione nazionale contro l'alienazione del popolo e
400 della patria" (oggi nota come "Democratici svizzeri"). I politici dell'UDC hanno
401 adottato una narrazione simile negli anni successivi, spostando l'attenzione
402 sull'agitazione contro le persone richiedenti asilo [\[30\]](#), pag. 188 e seguenti] Il
403 "cartellone della pecora" ha ricevuto l'attenzione internazionale nel corso
404 della campagna referendaria dell'UDC sull'"iniziativa di deportazione", che è
405 stata fortemente condannata dal Relatore speciale delle Nazioni Unite sul
406 razzismo.

407 Personalità con atteggiamenti affini all'UDC (o personalità dell'UDC stesso)
408 hanno in parte preso il controllo dei gruppi mediatici stessi e riescono così a
409 influenzare massicciamente il discorso pubblico. Il risultato è devastante. A
410 parte il consolidamento di molte pubblicazioni sotto il controllo di
411 direttori/trici* selezionat*, la proprietà della maggior parte dei canali di
412 informazione è limitata a pochi e potenti gruppi mediatici. Non solo la
413 diversità dei media e la qualità giornalistica ne risentono, ma il tenore si è
414 fondamentalmente spostato a favore di un'agenda che difende ancora maggiormente

415 l'ordine costituito e che incita ulteriormente una radicalizzazione razzista e
416 autoritaria. Lottare contro questa situazione con visioni antirazziste e
417 anticapitaliste è estremamente difficile, dati i rapporti di forza prevalenti.
418 Le analisi mostrano anche chiaramente che i gruppi delle minoranze razziali sono
419 spesso oggetto di notizie, ma non hanno voce in capitolo. Vengono utilizzati
420 stereotipi e pregiudizi razzisti, il dibattito è spesso ampio e condotto
421 principalmente da uomini *bianchi cis* della classe media [31, p. 40].

422 Le forze conservatrici di destra hanno da tempo fatto in modo che le ideologie
423 razziste venissero rese accettabili in Svizzera (anche se c'è da chiedersi se
424 tali ideologie non fossero presenti in qualsiasi momento della storia recente).
425 Queste forze riescono a influenzare l'opinione della popolazione generale grazie
426 a una forte presenza nei media. È quanto sta accadendo, ad esempio, nell'attuale
427 dibattito sull'appropriazione culturale, intenso e controverso. Il tema affonda
428 le sue radici nell'epoca del dominio coloniale e ha quindi origine nella
429 schiavitù e nello sfruttamento culturale sistematico.

430 Anche se il dibattito sull'appropriazione culturale è molto complesso e non si
431 possono trovare soluzioni assolute, la discussione è di grande importanza. È
432 importante perché sensibilizza sul sistema di supremazia *bianca* esistente nella
433 nostra società. L'appropriazione culturale è concepita per opprimere e sfruttare
434 determinati gruppi di persone. Molti elementi delle culture colonizzate sono
435 stati rubati e utilizzati dalle potenze colonizzatrici per trarne profitto.
436 Questi oggetti culturali si trovano ancora oggi in molti musei dell'Occidente e
437 illustrano chiaramente come il dominio coloniale lasci il suo segno ancora oggi.
438 Nel 1830, negli Stati Uniti fu approvata una legge, il cosiddetto "Indian
439 Removal Act", per creare una base legale per l'allontanamento delle popolazioni
440 indigene e la messa al bando della cultura indigena [48]. L'obiettivo della
441 critica dell'appropriazione culturale è quindi la rilettura della storia,
442 portando in primo piano una rivendicazione di uguaglianza [43].

443 **Dal razzismo quotidiano all'antirazzismo 444 quotidiano**

445 Il razzismo quotidiano è una forma spesso sottile di razzismo che si manifesta
446 nelle situazioni di tutti i giorni. Il razzismo quotidiano può assumere la forma
447 di pregiudizio, discriminazione, stereotipi, svantaggio ed esclusione. Può
448 influire su diversi aspetti della vita, come l'accesso all'istruzione, al
449 lavoro, alla casa o all'assistenza sanitaria.

450 Il razzismo quotidiano ha molte sfaccettature. Si manifesta, ad esempio, quando
451 le persone chiedono informazioni sulla loro "vera" origine o nelle

452 rappresentazioni stereotipate nei libri di testo scolastici. Questi esempi hanno
453 una cosa in comune: viene fatta una classificazione generalizzata e razziale per
454 incasellare le persone in base alla nazionalità o alla "cultura". Questo crea un
455 "noi" e un "loro". Questo processo viene definito "othering". In ogni società
456 esiste il cosiddetto "sapere razzista", che consiste in pregiudizi, stereotipi o
457 idee sull'"altro". Esiste un consenso sociale (maggioritario) su questi
458 pregiudizi. Questa conoscenza razzista è trasversale a tutte le classi e a tutti
459 i settori della società.

460 Un momento determinante per la creazione di rappresentazioni razziste è stato
461 l'inizio del XIX secolo e in particolare lo sviluppo del personaggio "Jim Crow",
462 che faceva parte del Minstrel show negli Stati Uniti e aveva uno scopo di
463 intrattenimento. Gli/le* artist* bianchi con il volto dipinto di nero
464 interpretavano personaggi* che promuovevano stereotipi negativi sulle persone
465 afroamericane. Anche le rappresentazioni di facce nere (blackface) entrarono
466 rapidamente a far parte dell'industria cinematografica, così come quelle di
467 yellowface [\[45\]](#)[\[46\]](#)[\[47\]](#).

468 Sebbene la critica al blackface, al yellowface e al redface (contro le
469 popolazioni indigene) sia molto diffusa tra la popolazione, viene spesso accolta
470 con atteggiamenti sprezzanti e ignoranza. Non è raro che in Svizzera ci si
471 travesta da "indiani" ad Halloween, a Basilea per la Fasnacht o a Frauenfeld per
472 la Bechtelisnacht, riproducendo così immagini molto datate e false delle
473 popolazioni indigene. La discussione viene liquidata come esagerata e
474 ingiustificata. Il motivo è la mancanza di consapevolezza e di ignoranza e
475 quindi la riproduzione perpetua degli stereotipi. Indossare il colore della
476 pelle e gli elementi culturali di un intero gruppo di persone per divertimento è
477 un atto di degrado e il suo impatto è ancora oggi evidente. Parodiare le persone
478 dei gruppi emarginati e la loro cultura e strumentalizzarle per ottenere
479 costumi, popolarità e profitto mostra l'arroganza delle relazioni di potere
480 esistenti tra chi profitta della supremazia bianca e i gruppi di persone
481 oppresse.

482 Il razzismo quotidiano è vissuto da molte persone in Svizzera ed è strettamente
483 legato al potere sociale. Una società maggioritaria determina ciò che è
484 "normale" e non mette in discussione questa normalità storicamente cresciuta
485 (*bianca*), ma la mantiene. Il white saviorism *bianco* è un prodotto del razzismo
486 sistematico. Le pratiche (neo)coloniali sono utilizzate da Stati, istituzioni e
487 privati del "Nord globale" con parole d'ordine come "aiuto allo sviluppo" e
488 "cooperazione allo sviluppo". Così, nella raccolta di fondi, le ONG
489 corrispondenti lavorano spesso con immagini stereotipate e razziste di bambin*
490 "african*" indifesi, che dovrebbero essere "salvat*" da benefattori/trici* del
491 Nord globale [\[351\]](#). In questo contesto, c'è anche il volontariato di persone del

492 Nord globale, che spesso lavorano in "progetti di sviluppo" in Paesi del "Sud
493 globale" senza alcuna consapevolezza.

494 Ma non solo le ONG e l'industria privata riproducono le strutture coloniali,
495 anche gli Stati fanno lo stesso. Anche la Svizzera, con la sua Direzione dello
496 sviluppo e della cooperazione (DSC), si impegna nello sfruttamento neocoloniale
497 sotto una veste umanista. Ad esempio, la DSC ha versato un milione di franchi
498 svizzeri all'anno fino al 2020 al Water Resources Group (WRG), un'associazione
499 che riunisce le grandi aziende Nestlé, Coca-Cola e altri attori [\[32\]](#). Anche la
500 presenza attiva in Ruanda prima del genocidio è ovviamente problematica, per
501 citare solo due esempi [\[33\]](#).

502 Queste macchinazioni neocoloniali devono essere fermate immediatamente. I
503 cosiddetti "aiuti allo sviluppo" devono essere aboliti. Per i danni subiti
504 devono essere pagate adeguate riparazioni, che devono essere dirette o destinate
505 a progetti della popolazione locale.

506 Per dissolvere il razzismo nella società, la società a maggioranza *bianca* deve
507 rinunciare ai propri privilegi e aprire maggiormente le strutture di potere
508 istituzionali per consentire la partecipazione di gruppi precedentemente
509 sottorappresentati e svantaggiati. Ciò richiede profondi cambiamenti individuali
510 e sociali, accompagnati da strategie di resistenza e difesa della società
511 maggioritaria. La lotta antirazzista è essenziale per una società pluralista ed
512 eterogenea ed è urgentemente necessaria. La società a maggioranza *bianca* deve
513 adottare e rafforzare misure legali, sociali e politiche per smantellare il
514 razzismo e altre forme di discriminazione. Queste misure dovrebbero essere
515 orientate al movimento di empowerment delle persone di colore e all'abbattimento
516 delle strutture razziste a tutti i livelli della società. Per avere successo,
517 queste misure devono prendere sul serio la protezione dal razzismo quotidiano e
518 promuovere la partecipazione. In definitiva, si tratta di stabilire
519 atteggiamenti e strutture caratterizzati da rispetto e apprezzamento in tutti
520 gli ambiti della vita. [\[42\]](#)

521 **Nessuna visione di una società senza 522 antirazzismo**

523 L'idea del concetto di "razze umane" non è praticamente più sostenuta oggi. Le
524 ideologie razziste sono state ridipinte, ma gli obiettivi disumani che le
525 sottendono rimangono gli stessi. Questi devono essere costantemente esposti e
526 condannati. Viviamo in una società razzista e siamo socializzati di conseguenza.
527 Il razzismo non deve quindi essere semplicemente equiparato alle ideologie
528 (neo)naziste. Le strutture razziste sono sistematicamente e storicamente

529 consolidate. Erano e sono indispensabili per il sistema economico capitalista.
530 La classe capitalista cerca di preservare queste strutture con tutte le proprie
531 forze: noi della classe lavoratrice possiamo solo rispondere con una solidarietà
532 senza limiti e una dichiarazione di lotta comune.

533 Per combattere attivamente e fondamentalmente la supremazia *bianca* in Svizzera,
534 sono necessarie varie misure. Va sottolineato che le nostre richieste non
535 rappresentano in alcun modo un'alternativa permanente all'indispensabile
536 superamento dello Stato e dell'ordine sociale democratico-borghese, ovvero la
537 base fondante del capitalismo. È urgente adottare misure nei seguenti campi
538 d'azione:

539 **1. Sviluppare l'istruzione e la ricerca antirazzista**

540 Il governo federale deve aumentare massicciamente le risorse finanziarie per una
541 ricerca fondata e qualitativa sui temi del razzismo. Solo attraverso un intenso
542 confronto con il razzismo e il suo radicamento nella nostra società è possibile
543 disinnescare efficacemente il razzismo in tutte le sue forme. La decostruzione
544 del razzismo e della supremazia *bianca* deve avvenire a tutti i livelli di
545 istruzione. Chiediamo quindi che l'educazione antirazzista sia inserita nei
546 programmi di studio di tutti i livelli di istruzione. Inoltre, è necessario
547 espandere i finanziamenti statali per la ricerca antirazzista. È necessaria
548 un'ampia gamma di formazione continua antirazzista in tutti i settori.
549 Soprattutto nel giornalismo, nell'istruzione, nella polizia e nella giustizia.
550 Le istituzioni pubbliche dovrebbero organizzare regolarmente questo tipo di
551 formazione.

552 **2. Ammettere le responsabilità coloniali e trarne le 553 relative conseguenze!**

554 La Svizzera deve fare i conti con il suo passato coloniale. Ciò include il
555 riconoscimento ufficiale della colpa coloniale e l'assunzione delle relative
556 conseguenze. Questo processo deve essere seguito da pagamenti diretti di
557 riparazione ai Paesi e alle popolazioni che hanno subito danni a causa delle
558 pratiche di sfruttamento coloniale delle imprese svizzere e dello Stato. I beni
559 culturali privati e pubblici di cui si sospetta l'origine coloniale devono
560 essere espropriati. È necessaria una rivalutazione della storia di questi beni,
561 che si conclude con il loro ritorno incondizionato ai luoghi di origine. La
562 rivalutazione del passato coloniale deve finalmente ottenere un posto di rilievo
563 nel materiale didattico svizzero. Infine, anche la Svizzera, con le sue imprese
564 attive a livello globale, deve fermare l'attuale sfruttamento dei Paesi con un
565 passato coloniale!

566 **3. Aprire la fortezza europea!**

567 Chiediamo la fine delle politiche razziste dell'UE in materia di migrazione e di
568 frontiera. Tutte le richieste avanzate nella presa di posizione sulla migrazione
569 della GISO Svizzera sono fondamentali per la lotta contro il razzismo. Il regime
570 migratorio e le attuali politiche di confine causano violenza, esclusione e
571 discriminazione nei confronti dei gruppi razziali e dovrebbero essere abolite.
572 Anche la creazione degli Stati nazionali e dei loro confini è stato un processo
573 razzista fin dall'inizio, motivo per cui i confini devono essere aboliti e gli
574 Stati nazionali superati.

575 **4. Contro il razzismo nel sistema giudiziario, nella polizia**
576 **e nelle autorità competenti in tema di migrazione!**

577 L'impatto delle strutture sociali razziste a tutti i livelli deve essere
578 finalmente riconosciuto. Il razzismo costa vite umane a causa della polizia e
579 del sistema giudiziario. Chiediamo una raccolta costante e completa di dati
580 sulla violenza razzista e la discriminazione nelle istituzioni statali. Inoltre,
581 è necessario creare uffici di contatto e di reclamo indipendenti ma finanziati
582 con fondi pubblici per le persone colpite. Questi organismi specializzati
583 dovrebbero essere responsabili di ricevere le denunce contro gli atti ufficiali
584 di razzismo, sia da parte della polizia che di altre autorità, e dovrebbero
585 quindi indagare in modo fondato e fornire un aiuto adeguato alle persone
586 colpite. Tuttavia, tali organismi sono efficaci solo se dispongono di strumenti
587 giuridicamente vincolanti ed efficaci e devono quindi essere attrezzati di
588 conseguenza. Inoltre, le istituzioni del regime migratorio e la polizia non
589 dovrebbero più ricevere risorse finanziarie aggiuntive, che oggi sono la base
590 per la loro militarizzazione e l'espansione delle loro aree di attività
591 repressive. A lungo termine, la polizia deve essere abolita e sostituita dalla
592 creazione di alternative concrete.

593 **5. Uguali diritti per tutt***

594 Chiediamo la parità di diritti per tutte le persone che risiedono in Svizzera.
595 La partecipazione politica, cioè il diritto di voto attivo e passivo e il
596 diritto di elezione, devono essere garantiti a tutte le persone che vivono in
597 Svizzera. Nessuna persona dovrebbe vivere in condizioni indegne, pertanto
598 l'accesso al mercato del lavoro, all'assistenza sociale e alle assicurazioni
599 sociali deve essere garantito a tutt* senza che si rischi di perdere il proprio
600 stato di soggiorno. Sono necessarie misure più incisive per prevenire il
601 razzismo sul posto di lavoro e nel mercato del lavoro. La società a due classi
602 creata dalla LStrI e dalla legge sull'asilo deve finire. Le forme di
603 discriminazione razzista nelle aree dell'alloggio e del lavoro devono essere

604 registrate e analizzate dallo Stato. Sulla base dei risultati si devono
605 elaborare misure concrete e attuarle.

606 **Sinistra svizzera e (anti)razzismo: come proseguire?**

607 La sinistra bianca in Europa centrale non sembra essere riuscita a sviluppare
608 un'analisi di sinistra coerente e rigorosa del razzismo e ad agire di
609 conseguenza. Gli strumenti per farlo sarebbero prevalentemente disponibili, ma
610 per lo più rimangono inosservati. Solo il concetto di intersezionalità trova uno
611 spazio parziale nelle analisi di sinistra, ma è spesso fainteso, vago e
612 applicato nella totale ignoranza delle sue origini. L'antirazzismo sembra essere
613 visto più come un obbligo morale, il che porta al fatto che gran parte della
614 sinistra bianca non riesce a spiegare in modo fondato come il razzismo e il
615 capitalismo siano collegati o che il razzismo sia negato dalla cosiddetta "color
616 blindness". Così, la sinistra spesso sostiene che tutte le persone dovrebbero
617 essere considerate "uguali", senza tenere conto del fatto che a causa delle
618 oppressioni sistemiche non tutte le persone sono realmente trattate allo stesso
619 modo, ignorando così la necessità di trovare soluzioni adeguate per le attuali
620 situazioni di disuguaglianza derivate dal razzismo.

621 Una solida analisi è importante per distinguere l'antirazzismo di sinistra da
622 quello liberale. Quest'ultimo cerca di scomporre le strutture sistematiche della
623 discriminazione a livello individuale [\[133\]](#). Così facendo, l'antirazzismo
624 liberale non tiene conto del fatto che il razzismo è uno strumento centrale
625 dello sfruttamento capitalista. La lotta contro il razzismo è quindi sempre una
626 lotta contro il capitalismo. In questa lotta, la classe lavoratrice non deve
627 lasciarsi dividere.

628 Anche i recenti concetti postcoloniali orientati al marxismo devono diventare di
629 importanza centrale per la sinistra svizzera. La teorica postcoloniale Gayatri
630 Spivak critica l'approccio prevalentemente patriarcale-eurocentrico d'
631 teorici/teoriche* occidentali più lett* e sostiene che solo quando si rompe il
632 regime di conoscenza patriarcale-eurocentrico si può intraprendere un'azione
633 antirazzista credibile. Un problema importante è che le richieste antirazziste
634 non compaiono quasi mai nei manifesti elettorali e la riflessione su di esse non
635 ha luogo. Proposte come il referendum di Frontex sono state recentemente
636 trattate in modo blando dal PS e di conseguenza sostenute con poche risorse.
637 Anche la GISO deve riflettere su questo aspetto e portare le sue posizioni al PS
638 e alle altre forze di sinistra. Se la GISO vuole diventare una forza
639 antirazzista, è necessario che si proceda a una ristrutturazione interna, alla
640 messa in discussione del razzismo interiorizzato e all'educazione su questo
641 tema. È necessario intervenire in particolare nelle seguenti aree:

642 **1. Lavoro di formazione interna**

643 Attualmente esiste un grande deficit educativo sul tema del razzismo. Una
644 prospettiva antirazzista è raramente presente nelle formazioni della GIS0. In
645 futuro, la GIS0 dovrebbe offrire una formazione fondata sul contesto storico del
646 razzismo e dei movimenti antirazzisti, sia nelle PSNS che in workshop tematici
647 più brevi. Inoltre, durante le revisioni si dovrebbe aggiungere una prospettiva
648 antirazzista alle formazioni PSNS esistenti.

649 **2. Riflessioni e conseguenze**

650 Sulla base della formazione antirazzista, nella GIS0 deve avvenire una
651 riflessione più profonda. Vogliamo sviluppare moduli formativi per questo,
652 attraverso i quali si possa fare un esame critico fondato del razzismo
653 interiorizzato dell'attivismo *bianco* della GIS0 e del razzismo nelle strutture
654 del partito stesso. Per un'educazione e un'auto-riflessione fondata, è
655 necessario dare spazio a coloro che sono stati colpit* dal razzismo e
656 all'attivismo antirazzista, sia attraverso la creazione di offerte formative,
657 sia organizzando eventi educativi o criticando le strutture organizzative o il
658 comportamento all'interno del partito. È importante non scaricare la
659 responsabilità dell'educazione antirazzista su coloro che sono colpit* dal
660 razzismo.

661 **3. Struttura**

662 Finora è stato fatto troppo poco lavoro di sensibilizzazione all'interno della
663 GIS0 e quindi non c'è la possibilità per le persone colpite dal razzismo di
664 denunciare gli episodi di razzismo all'interno del partito. Se vogliamo creare
665 strutture prive di razzismo, è necessario sviluppare un concetto di
666 sensibilizzazione contro il razzismo che possa essere utilizzato durante le
667 riunioni e tutti gli altri eventi GIS0. Inoltre, è necessario creare spazi di
668 riflessione. La GIS0 deve fare una campagna attiva per le politiche antirazziste
669 nei sindacati e nel PS. I sindacati, ad esempio, non offrono servizi di
670 consulenza e supporto specifici per le persone colpite da razzismo e
671 discriminazione sul posto di lavoro. Anche nel PS la lotta contro le strutture
672 razziste è in gran parte una questione secondaria e non viene resa pubblica a
673 sufficienza.

674 **4. Networking**

675 La GIS0 sta attualmente trascurando lo scambio e la cooperazione con altri
676 gruppi di attivismo antirazzista: questo deve cambiare immediatamente! Nella

677 lotta contro il capitalismo e tutte le strutture di oppressione, la cooperazione
678 con altre organizzazioni è fondamentale. La GIS0 deve svolgere un ruolo di
679 supporto e lasciare la scena alle vittime del razzismo e ai/alle* attivist*
680 antirazzisti.

681 [1] Traduzione del termine tedesco “Überfremdung”

682 **Bibliografia**

683 [1] S. C. Boulila, «Race and racial denial in Switzerland», *Ethn. Racial Stud.*,
684 Bd. 42, Nr. 9, S. 1401–1418, luglio 2019, doi: 10.1080/01419870.2018.1493211.

685 [2] T. Buomberger, «*Überfremdung*: Geschichte eines Schweizer Begriffs»,
686 *History Reloaded*, 7. aprile 2018. [Online]. Disponibile al seguente link:
687 [https://blog.tagesanzeiger.ch/historyreloaded/index.php/2616/ueberfremdung-
688 geschichte-eines-schweizer-begriffs/](https://blog.tagesanzeiger.ch/historyreloaded/index.php/2616/ueberfremdung-geschichte-eines-schweizer-begriffs/). [Verificato: 30 dicembre 2022]

689 [3] «Dizionario storico della Svizzera: Xenofobia», *hls-dhs-dss.ch*. [Online].
690 Disponibile al seguente link: <https://hls-dhs-dss.ch/articles/016529/2015-05-05/>. [Verificato: 28 dicembre 2022]

692 [4] B. Glättli, «Personenfreizügigkeit, Grundrechte, Gleichbehandlung».

693 [5] «*Black Lives Matter* - Grosser Aufmarsch an Demonstrationen in der
694 Schweiz», *Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)*, 13. giugno 2020. [Online].
695 Disponibile al seguente link: [https://www.srf.ch/news/schweiz/black-lives-
696 matter-grosser-aufmarsch-an-demonstrationen-in-der-schweiz](https://www.srf.ch/news/schweiz/black-lives-matter-grosser-aufmarsch-an-demonstrationen-in-der-schweiz). [Verificato: 28
697 dicembre 2022]

698 [6] J. dos S. Pinto und S. Boulila, «Was Black Lives Matter für die Schweiz
699 bedeutet», *Republik*, Giugno 2020 [Online]. Disponibile al seguente link:
700 [https://www.republik.ch/2020/06/23/was-black-lives-matter-fuer-die-schweiz-
bedeutet](https://www.republik.ch/2020/06/23/was-black-lives-matter-fuer-die-schweiz-701 bedeutet). [Verificato: 28 dicembre 2022]

702 [7] «Dizionario storico della Svizzera: Antisemitismo», *hls-dhs-dss.ch*.
703 [Online]. Disponibile al seguente link: [https://hls-dhs-
704 dss.ch/articles/011379/2009-11-18/](https://hls-dhs-dss.ch/articles/011379/2009-11-18/). [Verificato: 28 dicembre 2022]

705 [8] A. Lentin, «Europe and the Silence about Race», *Eur. J. Soc. Theory*, Bd. 11,
706 Nr. 4, S. 487–503, Nov. 2008, doi: 10.1177/1368431008097008.

- 707 [9] R. Jain, «Schwarzenbach geht uns alle an! Gedanken zu einer vielstimmigen,
708 antirassistischen Erinnerungspolitik».
- 709 [10] Étienne Balibar, *Rasse - Klasse - Nation. Ambivalente Identitäten*. Argument
710 Verlag, 1998.
- 711 [11] A. Memmi, *Racism*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2000.
- 712 [12] Fredrickson, George M, *Rassismus - ein historischer Abriss*. Hamburg:
713 Hamburger, 2004.
- 714 [13] Osterhammel Jürg, «Vom Umgang mit dem „Anderen“. Zivilisierungsmissionen –
715 in Europa und darüber hinaus», in *Das Zeitalter des Kolonialismus*, Stuttgart,
716 2007.
- 717 [14] Thomas David und Bouda Etemad, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*.
718 Lausanne: Antipodes, 2005.
- 719 [15] J. Schellhöh, Hrsg., *Grosserzählungen des Extremen: Neue Rechte,*
720 *Populismus, Islamismus, War on Terror*. Bielefeld: Transcript, 2018.
- 721 [16] B. Gerber, *Die antirassistische Bewegung in der Schweiz: Organisationen,*
722 *Netzwerke und Aktionen*. Zürich: Seismo, 2003.
- 723 [17] M. Tribelhorn, «Brisanter Deal mit der SS: Schweizer Holzbaracken für die
724 KZ», *Neue Zürcher Zeitung*, 28. dicembre 2020 [Online]. Disponibile al seguente
725 link: <https://www.nzz.ch/schweiz/brisanter-deal-mit-der-ss-wie-die-schweiz-im-zweiten-weltkrieg-baracken-fuer-die-kz-lieferte-ld.1591704>. [Verificato: 2
726 gennaio 2023]
- 728 [18] J. Stadelmann, «1070 Schweizer Baracken für deutsche Konzentrationslager»,
729 15. marzo 1995 [Online]. Disponibile al seguente link: <https://geschichte-luzern.ch/wp-content/uploads/1995/03/CH-Barackenhandel.pdf>. [Verificato: 2
730 gennaio 2023]
- 732 [19] «Dizionario storico della Svizzera: Immigrazione», *hls-dhs-dss.ch*, 16.
733 dicembre 2022. [Online]. Disponibile al seguente link: <https://hls-dhs-dss.ch/articles/007991/2006-12-07/>. [Verificato: 28 dicembre 2022]
- 735 [20] «Dizionario storico della Svizzera: Stagionali:», *hls-dhs-dss.ch*. [Online].
736 Disponibile al seguente link: <https://hls-dhs-dss.ch/articles/025738/2012-10->

- 737 [04]. [Verificato: 28 dicembre 2022]
- 738 [21] «Lavoro stagionale, hls-dhs-dss.ch. [Online]. Disponibile al seguente
739 link: <https://hls-dhs-dss.ch/articles/007934/2015-02-04/>. [Verificato: 2 gennaio
740 2023]
- 741 [22] «RS 142.20 – Legge federale sugli stranieri e la loro integrazione del 16
742 dicembre 2005» [Online]. Disponibile al seguente link:
743 <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2007/758/it>. [Verificato: 3 gennaio 2023]
- 744 [23] «RS 142.31 – Legge sull'asilo del 26 giugno 1988 (LAsi)». [Online].
745 Disponibile al seguente link: <https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/358/it>.
746 [Verificato: 3 gennaio 2023]
- 747 [24] «Schengen/Dublino», 1° gennaio 1970. [Online]. Disponibile al seguente
748 link: <https://www.eda.admin.ch/europa/it/home/bilaterale-abkommen/ueberblick/bilaterale-abkommen-2/schengen.html>. [Verificato: 3. gennaio
749 2023]
- 750
- 751 [25] «Libera circolazione delle persone», 1° gennaio 1970. [Online]. Disponibile
752 al seguente link: <https://www.eda.admin.ch/europa/it/home/bilaterale-abkommen/abkommen-umsetzung/abkommenstexte/personenfreizuegigkeit.html>.
753 [Verificato: 3 gennaio 2023]
- 754
- 755 [26] D. Hunold und T. Singelnstein, Hrsg., *Rassismus in der Polizei: Eine
756 wissenschaftliche Bestandsaufnahme*. Wiesbaden: Springer Fachmedien, 2022
757 [Online]. Disponibile al seguente link: <https://link.springer.com/10.1007/978-3-658-37133-3>. [Verificato: 28 dicembre 2022]
- 758
- 759 [27] Max Czollek, «Gegenwartsbewältigung», in *Eure Heimat ist unser Albtraum, 1.
760 Auflage.*, F. Aydemir und Y. Hengameh, Hrsg. Berlin: Ullstein Taschenbuch Verlag,
761 2020.
- 762
- 763 [28] «Neuer Fachbericht: Der steinige Weg zum Schweizer Pass», 1. gennaio 1970.
764 [Online]. Disponibile al seguente link:
765 <https://beobachtungsstelle.ch/news/bericht-einbuergerung/>. [Verificato: 4
gennaio 2023]
- 766
- 767 [29] «TV-Kritik zu Einbürgerungs-Serie – <Bezweifle, dass ein richtiger
768 Schweizer all das weiss>», *Tages-Anzeiger*, 1. gennaio 1970. [Online].
Disponibile al seguente link: <https://www.tagesanzeiger.ch/bezweifle-dass-ein->

- 769 [richtiger-schweizer-all-das-weiss-900287556744](#). [Verificato: 4 gennaio 2023]
- 770 [30] M. Hildebrand, *Rechtspopulismus und Hegemonie: der Aufstieg der SVP und die*
771 *diskursive Transformation der politischen Schweiz*. Bielefeld: Transcript, 2017.
- 772 [31] L. Mugglin, D. Efionayi, D. Ruedin, und G. D'Amato, «*Grundlagenstudie zu*
773 *strukturellem Rassismus in der Schweiz*».
- 774 [32] «Was weiter geschah: Noch mehr Kritik an der Deza», 18 aprile 2018.
775 [Online]. Disponibile al seguente link: <https://www.woz.ch/!ZA8BSF3CXY4J>.
776 [Verificato: 12 gennaio 2023]
- 777 [33] B. T. swissinfo.ch (Übertragen aus dem Französischen: Peter Siegenthaler),
778 «*Schweizer Hilfe in Ruanda im Schatten der Massaker*», SWI swissinfo.ch.
779 [Online]. Disponibile al seguente link: https://www.swissinfo.ch/ger/politik/20-jahre-nach-dem-genozid_schweizer-hilfe-in-ruanda-im-schatten-der-massaker/38352952. [Verificato: 12 gennaio 2023]
- 782 [34] «*Botschaft zur Übernahme und Umsetzung der Verordnung (EU) 2019/1896 über die Europäische Grenz- und Küstenwache und zur Aufhebung der Verordnungen (EU) Nr. 1052/2013 und (EU) 2016/1624 (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands) und zu einer Änderung des Asylgesetzes*».
- 786 [35] <Andrea Tognina> Raaflaub) (Übertragung aus dem Italienischen: Christian,
787 «*Dekolonialisierung in einem Land ohne Kolonien*», SWI swissinfo.ch. [Online].
788 Disponibile al seguente link:
789 <https://www.swissinfo.ch/ger/politik/dekolonialisierung-in-einem-land-ohne-kolonien/47669204>. [Verificato: 13 gennaio 2023]
- 791 [36] *Rundschau - Gewalt an der Grenze: EU-Geld für kroatische Schlägerpolizisten - Play SRF*. (1. gennaio 1970) [Online]. Disponibile al seguente link:
792 <https://www.srf.ch/play/tv/rundschau/video/gewalt-an-der-grenze-eu-geld-fuer-kroatische-schlaegerpolizisten?urn=urn:srf:video:95f47608-080a-464a-bfe1-0dde37692b4b>. [Verificato: 3 gennaio 2023]
- 796 [37] I. Müzelburg, «*Régime migratoire / Migrationsregime*».
- 797 [40] “Rassistische Diskriminierung im Arbeitsumfeld häufiger als anderswo”
798 *kurztext_berichtfrb2014arbeitswelt.pdf*
- 799 [41] “Hiring discrimination on the basis of skin colour? A correspondence test

800 in Switzerland" <https://doi.org/10.1080/1369183X.2021.1999795>

801 [42] TOAN QUOC NGUYEN Outside the box – Rassismuserfahrungen und
802 Empowerment von Schüler*innen of Color.

803 [43] Balzer, Jens. „Was Sie wissen sollten, bevor Sie sich über kulturelle
804 Aneignung aufregen“. *Republik*, 11 agosto 2022.
805 <https://www.republik.ch/2022/08/11/was-sie-wissen-sollten-wenn-kulturelle->
806 [aneignung-sie-aufregt](https://www.republik.ch/2022/08/11/was-sie-wissen-sollten-wenn-kulturelle-aneignung-sie-aufregt).

807 [44] Redaktion. „Debatte um kulturelle Aneignung - max neo - Nürnberg“. *max neo*
808 (blog), 15 febbraio 2022. <https://www.maxneo.de/2022/02/15/debatte-um->
809 [kulturelle-aneignung/](https://www.maxneo.de/2022/02/15/debatte-um-kulturelle-aneignung/).

810 [45] Clark, Alexis. „How the History of Blackface Is Rooted in Racism“. HISTORY.
811 Verificato 11 gennaio 2023. <https://www.history.com/news/blackface-history->
812 [racism-origins](https://www.history.com/news/blackface-history-racism-origins).

813 [46] Morgan, Thaddeus. „How Hollywood Cast White Actors in Caricatured Asian
814 Roles“. HISTORY. Verificato 11. gennaio 2023.
815 <https://www.history.com/news/yellowface-whitewashing-in-film-america>.

816 [47] „Yellowface, Whitewashing, and the History of White People Playing Asian
817 Characters | Teen Vogue“. Verificato 11 gennaio 2023.
818 <https://www.teenvogue.com/story/yellowface-whitewashing-history>.

819 [48] deutschlandfunk.de. „Vor 190 Jahren - ‚Indian Removal Act‘ wird
820 unterzeichnet“. Deutschlandfunk. Verificato 11. gennaio 2023.
821 [https://www.deutschlandfunk.de/vor-190-jahren-indian-removal-act-wird-](https://www.deutschlandfunk.de/vor-190-jahren-indian-removal-act-wird-unterzeichnet-100.html)
822 [unterzeichnet-100.html](https://www.deutschlandfunk.de/vor-190-jahren-indian-removal-act-wird-unterzeichnet-100.html).

823 [49] Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich. „Wer sind Sans-Papiers“. Verificato 11.
824 gennaio 2023. [https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/wer-sind-sans-](https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/wer-sind-sans-papiers/)
825 [papiers/](https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/wer-sind-sans-papiers/).

826 [50] Segreteria di Stato della migrazione (SEM). „Papyrus“. Verificato 11.
827 gennaio 2023. [https://www.sem.admin.ch/sem/it/home/themen/aufenthalt/sans-](https://www.sem.admin.ch/sem/it/home/themen/aufenthalt/sans-papiers/papyrus.html)
828 [papiers/papyrus.html](https://www.sem.admin.ch/sem/it/home/themen/aufenthalt/sans-papiers/papyrus.html).

829 [51] Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich. „Züri City Card“. Verificato 11. gennaio

830 2023. <https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/zueri-city-card/>.

831 [52] Schlueter, Sophie, und Katharina Schoenes. „Zur Ent-Thematisierung von
832 Rassismus in der Justiz. Einblicke aus der Arbeit der Prozessbeobachtungsgruppe
833 Rassismus und Justiz“. *movements. Journal for Critical Migration and Border*
834 *Regime Studies* 2, Nr. 1 (26. settembre 2016). <http://movements-journal.org/issues/03.rassismus/12.schlueter,schoenes--zur.entthematisierung.von.rassismus.in.der.justiz.html>.

835
836
837
838 [**] p. ex. C. Hanimann, "Die Rekonstruktion eines fatalen Polizeieinsatzes",
839 *Republik*, 16. Dezember 2021. [Online] <https://www.republik.ch/2021/12/16/die-rekonstruktion-eines-fatalen-polizeieinsatzes>. [Verificato: 21. Januar 2023]

A5NEU33

Positionspapier

Initiator*innen: Comitato direttivo della GISO Svizzera (beschlossen am: 11.01.2023)

Titel: Piattaforma elettorale GISO Svizzera: Elezioni del Consiglio nazionale 2023

Antragstext

Piattaforma elettorale GISO Svizzera: Elezioni del Consiglio nazionale 2023

A: Per una politica climatica socialmente equa

Il cambiamento climatico è la più urgente crisi del nostro tempo. Le emissioni di CO₂ continuano ad aumentare, portando a fenomeni meteorologici estremi sempre più frequenti e gravi, come inondazioni, siccità, incendi boschivi e uragani. Ciò che abbiamo già sperimentato in termini di disastri negli ultimi anni si intensificherà in futuro. La crisi climatica minaccia la nostra esistenza e il futuro dell'umanità su questo pianeta.

Il Sud globale è colpito fortemente da questa crisi. Milioni di persone dovranno abbandonare il loro luogo di vita, che sarà reso inabitabile dalla crisi climatica, mentre molte sono già morte per la stessa ragione. Particolarmenete colpiti sono i gruppi sociali già discriminati e oppressi: donne*, persone in condizioni di povertà, persone con disabilità, persone razzializzate, ecc. Pertanto, la risposta alla crisi deve essere intersezionale, collegando tutte le lotte.

Il Nord globale trae vantaggio dallo sfruttamento del Sud globale, sia attraverso l'uso delle risorse naturali sia attraverso lo sfruttamento delle popolazioni. Ciò aggrava ulteriormente la crisi climatica. La Svizzera trae

20 profitto da queste disuguaglianze, e la piazza finanziaria elvetica investe
21 miliardi nelle energie fossili. Le società internazionali con sede in Svizzera
22 partecipano al suddetto sfruttamento intascando miliardi.

23 Eppure, nella Svizzera dominata dalla borghesia non si vedono ancora misure
24 efficaci. Negli ultimi anni, la risposta della Svizzera alla crisi climatica si
25 è limitata all'appello alle responsabilità personale e all'innovazione
26 tecnologica. Tuttavia, la causa della crisi climatica non risiede nel
27 comportamento delle singole persone, ma nel sistema. Nel capitalismo non può
28 esistere una protezione coerente del clima, perché il profitto viene prima di
29 tutto ed è basato sullo sfruttamento degli esseri umani e della natura.

30 È quindi urgente una politica climatica alternativa a quella attuale. Invece di
31 continuare a gravare sulla popolazione attiva con le tasse, si dovrebbe chiedere
32 a chi profitta realmente della crisi climatica di pagare, ovvero alle persone
33 super-ricche. Le misure finanziate devono essere anche socialmente eque. Non è
34 accettabile che le persone perdano il lavoro o debbano pagare un affitto più
35 alto a causa delle misure per la protezione del clima. Vogliamo una politica
36 climatica socialmente equa e che migliori la qualità di vita del 99%!

37 Per evitare le conseguenze peggiori della crisi climatica e avere un futuro
38 degno di essere vissuto, dobbiamo agire subito! La Svizzera ha un'importante
39 responsabilità storica in questo senso, siccome ha già emesso quantità eccessive
40 di CO₂ durante l'industrializzazione. La Svizzera deve quindi raggiungere lo
41 zero netto di emissioni di CO₂ entro il 2030. Abbiamo urgentemente bisogno di
42 una politica climatica socialmente equa e coerente, per il 99%, per il nostro
43 futuro.

44 **Rivendicazione 1: Abitazioni efficienti e a basso impatto
45 climatico per tutt*, rese possibili da una tassa di
46 successione sui grandi patrimoni**

47 Per superare la crisi climatica, sono necessari degli aggiustamenti in quasi
48 tutti gli ambiti della nostra vita. Questo processo sarà estremamente lungo e
49 costoso. A pagare dovranno essere coloro che hanno tratto i maggiori profitti
50 dalla distruzione e dallo sfruttamento del nostro pianeta. Sono proprio queste
51 le persone che continuano a causare la crisi climatica con la ricchezza che
52 hanno accumulato nell'arco di intere generazioni. È giusto prendere i soldi per
53 la protezione del nostro pianeta da questi patrimoni. Con la nostra "Iniziativa
54 per il Futuro", vogliamo mettere in pratica questo principio. Sotto forma di una
55 tassa di successione che parte da una franchigia di 50 milioni di franchi,
56 chiediamo alle circa 2.000 persone più ricche della Svizzera di pagare le misure

57 a protezione del clima. Con una parte di questi proventi, gli edifici in
58 Svizzera dovranno essere convertiti in modo ecologico. Con la promozione della
59 sostituzione del riscaldamento, la ristrutturazione di vecchi appartamenti, i
60 pannelli solari sui tetti e altre misure, è possibile ridurre drasticamente le
61 emissioni di gas serra del settore edilizio. Con decine di migliaia di borse di
62 studio per la formazione di installatori/trici*, elettricist* e altri
63 lavoratori/trici* specializzati*, vogliamo anche garantire la disponibilità del
64 personale necessario. Con il finanziamento attraverso una tassa di successione,
65 garantiamo che la transizione energetica non debba essere pagata dagli/le*
66 inquilini*. Il nostro obiettivo è una casa climaticamente neutra per tutti*!

67 **Rivendicazione 2: Piazza finanziaria sostenibile e** 68 **controllata democraticamente**

69 La piazza finanziaria svizzera è una delle più importanti al mondo. Ogni anno
70 vengono investiti svariati miliardi nei combustibili fossili. Ciò aggrava
71 ulteriormente la crisi climatica. Le banche e i fondi pensionistici fanno
72 profitti a spese del nostro futuro! Il sistema finanziario deve essere
73 ristrutturato in modo da concentrarsi non sulle esigenze delle grandi aziende e
74 delle persone super-ricche, ma sul benessere e sul futuro di tutti*. Finché la
75 piazza finanziaria sarà controllata dagli investimenti privati, non potrà agire
76 nell'interesse dell'intera popolazione. Una fondamentale democratizzazione della
77 piazza finanziaria è quindi un prerequisito per renderla rispettosa del clima.
78 Chiediamo che la popolazione, insieme alle persone che ci lavorano, possa
79 decidere la strategia delle istituzioni finanziarie. A tal fine, un nuovo
80 "Consiglio democratico delle banche" eletto dalla popolazione e rappresentativo
81 dovrebbe essere in grado di definire l'orientamento strategico delle istituzioni
82 finanziarie in Svizzera. Con l'attuale sistema finanziario non c'è una
83 protezione coerente del clima: per questo abbiamo bisogno di più democrazia!

84 **Rivendicazione 3: Per una ristrutturazione eco-sociale** 85 **dell'economia**

86 Il nostro sistema economico si basa sulla crescita infinita e sulla
87 massimizzazione del profitto, a qualsiasi prezzo. La favola della crescita
88 eterna viene mantenuta a spese delle persone e della natura. Le persone
89 lavoratrici vengono sfruttate e la natura viene distrutta per generare il
90 maggior profitto possibile per poche persone. In questo sistema non può esistere
91 una protezione efficace del clima o una giustizia climatica globale. È
92 necessario un cambiamento radicale e globale del sistema tramite una
93 pianificazione ecologica dell'economia organizzata democraticamente. L'unico
94 modo per superare la crisi climatica è un cambiamento ecosocialista.

95 Non saremo in grado di ottenere un cambiamento sistematico attraverso il
96 Parlamento nazionale. Ma saremo in grado di avanzare richieste che contrastino
97 la logica distruttiva della massimizzazione del profitto a breve termine. Ad
98 esempio, ci batteremo per una garanzia minima di dieci anni per tutti i prodotti
99 durevoli e più o meno duraturi (vestiti, dispositivi elettronici, ecc.). In
100 questo modo, le aziende non potranno e non dovranno più ricorrere a materiali di
101 scarsa qualità, produrre beni non riparabili o affidarsi all'obsolescenza
102 programmata per massimizzare i profitti. Un'altra richiesta è che le grandi
103 aziende vengano nazionalizzate e poste sotto controllo democratico per garantire
104 una produzione rispettosa del clima e socialmente giusta.

105 *Ulteriori informazioni:*

- 106 • [Ecosocialismo o barbarie!](#) (*non presente in italiano sul sito*)
- 107 • [Uscire dalla crisi climatica: una buona vita per tutt*!](#)
- 108 • [System change not climate change - cosa deve fare la Svizzera contro la](#)
109 [catastrofe climatica: la giustizia sociale invece del profitto privato](#)
- 110 • [Legge sul CO₂: ci serve una politica climatica per il 99%!](#)
- 111 • [Risoluzione sullo sciopero climatico](#)

112 **Tema 1: Lavorare meno, lavorare meglio e in modo rispettoso
113 del clima!**

114 Affinché possa nascere una società ecologica, è necessario ristrutturare
115 radicalmente l'economia nel suo insieme. Tutti i settori economici devono essere
116 trasformati per diventare più ecologici. I settori in cui questa trasformazione
117 non è possibile, come quelli dell'energia fossile, delle automobili o delle
118 compagnie aeree, devono essere eliminati parzialmente o completamente. Tuttavia,
119 i cambiamenti in questi settori non devono avvenire a spese delle persone che vi
120 lavorano. Per questo motivo, sono necessari programmi di riqualificazione
121 gratuiti su larga scala, che devono fornire la necessaria formazione continua,
122 ma anche un reddito sicuro per coloro che non riescono a trovare un nuovo
123 lavoro. Per superare la crisi climatica, lo Stato dovrà creare numerosi posti di
124 lavoro ecologici, ad esempio nel campo delle energie rinnovabili o nella
125 ristrutturazione ecologica degli edifici. Infine, ma cosa non meno importante,
126 le ore di lavoro devono essere radicalmente ridotte per evitare la
127 sovraffondazione e le eccessive emissioni di CO₂. La riduzione dell'orario di
128 lavoro porterebbe anche a una migliore distribuzione del lavoro e a combattere

129 la disoccupazione. Tuttavia, per i redditi inferiori a 7.500 CHF, ciò non dovrà
130 in nessun caso comportare una riduzione del salario.

131 *Ulteriori informazioni: [Lavorare per vivere e non vivere per lavorare](#)*

132 **Tema 2: Per un trasporto pubblico efficiente ed ecologico!**

133 Il settore dei trasporti è uno dei più inquinanti in Svizzera. È responsabile di
134 quasi un terzo delle emissioni nazionali di CO₂. È quindi urgente abbandonare il
135 trasporto individuale motorizzato e i motori a combustione. Tuttavia, ciò non
136 deve comportare costi aggiuntivi per la popolazione o contribuire all'isolamento
137 delle persone nelle regioni rurali, alcune delle quali dipendono da questo tipo
138 di trasporto. A breve termine, chiediamo di vietare la costruzione di nuove
139 autostrade e di vietare il trasporto individuale motorizzato non necessario nei
140 centri urbani. Inoltre, è necessaria una massiccia espansione della rete di
141 trasporto pubblico e un aumento della frequenza dei collegamenti. Il trasporto
142 pubblico deve essere gratuito, in modo che le famiglie non debbano affrontare un
143 ulteriore onere finanziario e che non si verifichi uno spostamento del traffico
144 verso modalità di trasporto dannose per il clima. Inoltre, è necessario creare
145 una buona rete di treni notturni in tutta Europa per sostituire i voli a breve e
146 medio raggio. Per quanto riguarda il traffico non motorizzato, la rete di piste
147 ciclabili deve essere ampliata in modo massiccio e i centri urbani devono essere
148 riprogettati in modo da essere più ecologici e a misura pedonale.

149 **Tema 3: Eliminare le energie fossili, ora!**

150 A causa della crisi climatica, è urgente abbandonare le energie fossili. Per
151 evitare il peggio, questo passo deve essere compiuto entro il 2030. È quindi
152 necessario un piano di espansione globale delle energie rinnovabili e delle
153 capacità di stoccaggio. Perché ciò avvenga, l'approvvigionamento energetico deve
154 essere in primo luogo un compito del settore pubblico: finanziato dallo Stato,
155 pianificato e sotto controllo democratico! Il mercato non è attualmente in grado
156 di attuare la transizione energetica rapidamente necessaria, e certamente non in
157 modo socialmente equo. Per garantire ciò, sono necessari massicci investimenti
158 pubblici. Chiediamo inoltre prezzi progressivi per l'energia che la rendano
159 finanziariamente accessibile per l'intera popolazione e rendano più costoso il
160 consumo di lusso di energia. Infine, ma non meno importante, è necessario
161 mettere a disposizione risorse finanziarie per l'istruzione e la formazione di
162 molte persone necessarie a questo scopo in questo campo, ad esempio per
163 l'installazione di pannelli solari.

164 *Ulteriori informazioni: [Carenze energetiche: il 99% non deve subire le](#)*

165 [conseguenze degli errori della destra](#)

166 **Tema 4: Per una produzione alimentare locale ed ecologica**

167 L'agricoltura è uno dei settori fondamentali di ogni società, poiché ci permette
168 di soddisfare il bisogno primario di cibo. Oggi è responsabile del 14% delle
169 emissioni nazionali di CO₂. Tuttavia, poiché gran parte degli alimenti consumati
170 in Svizzera sono prodotti all'estero, l'impatto ecologico del consumo di cibo è
171 in realtà molto più elevato rispetto al 14% riguardante il territorio nazionale.
172 In vista della crisi climatica, l'intero settore agricolo deve essere convertito
173 ecologicamente (agroecologia). A tal fine è necessario mettere a disposizione
174 delle persone che lavorano nel campo dell'agricoltura le risorse finanziarie per
175 consentire questa conversione. Inoltre, sono necessari standard ecologici ed
176 etici più elevati per le importazioni e per gli accordi internazionali.

177 Questa conversione comporta la chiusura delle grandi aziende agricole
178 industriali e un'agricoltura meno intensiva. Ciò significa affidarsi a più
179 manodopera nei campi invece di utilizzare sempre più macchinari e strumenti.
180 Richiede inoltre una riduzione del bestiame e della produzione di carne.
181 Pertanto, l'allevamento di bestiame deve essere escluso laddove è possibile
182 produrre alimenti a base vegetale. Anche la produzione alimentare deve tornare a
183 essere più orientata al territorio, privilegiando le brevi distanze e mettendo
184 al centro la sovranità alimentare. In concreto, ciò significa la tutela della
185 produzione alimentare locale, migliori condizioni di lavoro e collegamenti
186 diretti tra chi lavora nel settore agricolo e i/le* consumatori/trici*. Infine,
187 i prezzi degli alimenti devono essere accessibili, in modo che tutt* abbiano
188 accesso a cibi locali, sani e prodotti biologicamente.

189 *Per ulteriori informazioni:*

- 190 • [Solidale e socialista: il futuro dell'agricoltura!](#)
- 191 • [Alimentazione e agricoltura riguardano tutt*!](#)
- 192 • [Accordo di libero scambio con l'Indonesia: un'assurdità per i profitti](#)
193 [delle persone super-ricche!](#)
- 194 • [No all'accordo del Mercosur](#)

195 **Tema 5: Per una giustizia climatica internazionale!**

196 Le popolazioni del Sud globale sono già le più colpite dalla crisi climatica e
197 questo fenomeno è destinato ad aumentare nei prossimi anni, anche se sono
198 proprio queste popolazioni le meno responsabili della crisi. Chiediamo quindi
199 che i debiti dei Paesi del Sud globale nei confronti della Svizzera vengano
200 cancellati. Oggi questi Paesi devono pagare enormi debiti e relativi interessi
201 ai Paesi del Nord globale. Questo impedisce loro di investire a sufficienza
202 nella lotta e nell'adattamento alla crisi climatica. Tuttavia, la semplice
203 riduzione del debito non è sufficiente: la Svizzera e i Paesi del Nord globale
204 devono inoltre fornire ulteriori risorse finanziarie ai Paesi del Sud globale.
205 In questo quadro, oltre ai pagamenti già esistenti, la Svizzera dovrebbe versare
206 almeno un miliardo di franchi svizzeri all'anno ai Paesi del Sud globale per la
207 lotta contro la crisi climatica e i suoi effetti distruttivi. Infine, anche la
208 crisi climatica deve essere riconosciuta come motivo di asilo, poiché sta
209 rendendo inabitabili intere regioni del mondo.

210 *Ulteriori informazioni:*

- 211 • [Stop allo sfruttamento del Sud globale](#)
- 212 • [Per una giustizia climatica internazionale: abolire il debito pubblico dei](#)
[paesi del Sud globale](#)

214 **B: Per un'economia del 99%!**

215 Tutti i beni e i servizi esistenti oggi sono prodotti in un'economia
216 capitalista: tutt* noi lavoriamo e creiamo ricchezza (plusvalore), ma gli
217 "strumenti" che usiamo e le aziende in cui lavoriamo non ci appartengono. I
218 profitti non vanno nelle tasche delle persone lavoratrici, ma in quelle
219 dei/delle* proprietar* delle aziende e dei/delle* azionist*. Queste persone
220 cercano di aumentare i loro profitti producendo di più e abbassando allo stesso
221 tempo i costi di produzione. Come avviene tutto ciò? Sfruttando le risorse
222 naturali, i paesi del Sud globale e in generale le persone che lavorano. Questo
223 ha portato e continua a portare a enormi disuguaglianze: in Svizzera, l'1% più
224 ricco della popolazione possiede il 44% della ricchezza. Fin dall'inizio della
225 colonizzazione a sfondo capitalistico, i Paesi del Nord globale hanno sfruttato
226 senza sosta i Paesi del Sud globale. Inoltre, il colonialismo non è scomparso
227 nel corso della cosiddetta decolonizzazione: le relazioni di dipendenza
228 economica, politica e militare si presentano semplicemente in una forma diversa.
229 L'obiettivo rimane lo stesso: sempre più profitti per le persone super-ricche.

230 Tuttavia, le risorse planetarie sono limitate, anche se la ricerca della
231 ricchezza sembra essere infinita. La crisi climatica è una conseguenza diretta

232 del sistema economico capitalista che ricade sul 99%. L'inflazione, le crisi
233 economiche o la crisi climatica non sono errori di percorso, ma fanno parte
234 della natura stessa del capitalismo. Ma un cambiamento verso un sistema diverso
235 che metta le persone al di sopra dei profitti è ancora possibile!

236 È urgente cambiare radicalmente il modo in cui ci organizziamo per soddisfare i
237 nostri bisogni, siccome il nostro futuro è minacciato dalla crisi climatica.
238 Vogliamo un'economia diversa, basata sui bisogni delle persone e sull'uso
239 attento delle risorse planetarie! Vogliamo un'economia solidale, in cui il
240 lavoro di cura sia equamente distribuito. Vogliamo un'economia in cui tutte le
241 persone abbiano la libertà di lavorare come vogliono e possono. Vogliamo
242 un'economia che produca ciò che serve, e non solo sempre di più. Vogliamo
243 un'economia che garantisca una vita buona e soddisfacente per tutt*!

244 **Rivendicazione 1: La formazione non è un lusso: vogliamo
245 apprendistati e tirocini adeguatamente retribuiti!**

246 Indipendentemente dal fatto che un* giovane decida di seguire un apprendistato,
247 una scuola superiore o un'università, tutt* devono avere la possibilità di
248 trovare un lavoro al termine degli studi con il quale possano pagare le proprie
249 spese di vita. Ma il percorso verso un lavoro fisso è difficile e precario per
250 chi non ha il privilegio di poter contare sul sostegno economico della propria
251 famiglia. Ciò deve cambiare, perché l'istruzione e la formazione non devono
252 essere un lusso! Gli/le* apprendist* ricevono salari da fame, anche se svolgono
253 un lavoro prezioso per le aziende di formazione. Inoltre, mancano ancora
254 controlli efficaci sulle condizioni di formazione.

255 Il salario medio delle persone tirocinanti si aggira intorno ai 2'000 franchi,
256 al di sotto della soglia di povertà, e non è raro che i tirocini non siano
257 retribuiti. Allo stesso tempo, ci si aspetta sempre più che i/le* giovani
258 intraprendano questi tirocini nel corso della loro formazione, senza alcuna
259 garanzia di pagamento o di ottenere un lavoro.

260 Vogliamo infine una retribuzione adeguata per gli/le* apprendist* e i/le*
261 tirocinanti e una corrispondente garanzia di lavoro al termine della loro
262 formazione. I tirocini e gli apprendistati devono finalmente ricevere condizioni
263 di lavoro eque e un sostegno adeguato affinché gli "apprendistati" siano
264 all'altezza del loro nome.

265 **Rivendicazione 2: Il denaro non lavora, tu sì! I redditi da
266 capitale devono essere tassati maggiormente.**

267 Le politiche neoliberali degli ultimi decenni hanno permesso alla minoranza più
268 ricca della popolazione di diventare ancora più ricca. I meccanismi fiscali di
269 cui lo Stato avrebbe bisogno per combattere attivamente la disuguaglianza di
270 ricchezza sono stati in gran parte sospesi. Abbiamo bisogno di una politica
271 fiscale equa che avvantaggi il 99% e non le persone super-ricche e le grandi
272 aziende!

273 A tal fine, vogliamo tassare maggiormente i redditi da capitale, come i
274 dividendi e gli utili azionari. Mentre il 99% della popolazione genera la
275 ricchezza della nostra società con il proprio lavoro, proprietar* e azionist* si
276 appropriano della ricchezza che produciamo per loro. È giunto il momento di
277 tassare questi redditi ingiustificati una volta e mezza in più rispetto ai
278 redditi da lavoro, come già proposto dall'iniziativa 99%.

279 **Rivendicazione 3: Per una pianificazione economica 280 socialmente equa, ecologica e democratica!**

281 Oggi viviamo in un sistema economico basato sul profitto a breve termine e sulla
282 necessità di crescita. Questo sistema funziona esclusivamente nell'interesse di
283 una piccola e ricchissima minoranza della popolazione. Questo modo di fare
284 affari porta inevitabilmente allo sfruttamento delle persone lavoratrici e delle
285 risorse planetarie. Vogliamo porre fine a questo sistema ingiusto e distruttivo
286 e costruire un'economia pianificata, ecologica e democratica per il 99%!

287 Non possiamo più tollerare che siano le multinazionali a decidere cosa produrre
288 e a inondare la nostra società con una quantità inutile di beni dannosi per
289 l'ambiente e di breve durata. Vogliamo decidere insieme, a tutti i livelli, cosa
290 produrre e come, per soddisfare le esigenze di tutta la popolazione e allo
291 stesso tempo conservare le risorse planetarie.

292 **Tema 1: Migliori condizioni di lavoro per tutti*!**

293 Nel sistema capitalistico dominante, per lavoro si intende il tempo che molt* di
294 noi trascorrono come persone che lavorano per un salario in un'azienda (o
295 simili). In realtà non lavoriamo solo quando guadagniamo denaro: il lavoro di
296 cura non retribuito, come curarsi delle persone anziane, di cui le donne si
297 occupano ancora oggi per il 60%, richiede molto tempo. Pertanto, l'orario di
298 lavoro dovrebbe essere ridotto a parità di salario per garantire una maggiore
299 qualità della vita alla popolazione attiva, per combattere la crisi climatica e
300 per ripartire in modo più equo il lavoro di cura non retribuito! Una riduzione
301 dell'orario di lavoro consentirebbe anche una migliore distribuzione dei
302 profitti creati dagli aumenti di produttività degli ultimi decenni, profitti che

303 in gran parte confluiscono nelle tasche delle persone super-ricche e che non
304 raggiungono mai le persone che li hanno effettivamente generati.

305 Il lavoro di cura non solo è sistematicamente reso invisibile e svalutato, ma è
306 anche distribuito in modo estremamente iniquo. Il lavoro di cura non retribuito,
307 ad esempio, grava ancora sulle spalle delle persone socializzate come donne*,
308 anche se dovrebbe essere responsabilità di tutt*. Ma oggi non manca solo il
309 tempo, ma anche le infrastrutture comunitarie che ci permetterebbero di
310 condividere questi compiti. Che si tratti di asili nido di quartiere, di cucine
311 popolari o di centri di quartiere, abbiamo bisogno di spazi comunitari adeguati
312 per poter distribuire meglio il lavoro di cura!

313 Per quanto riguarda il lavoro retribuito, molte persone faticano ad arrivare a
314 fine mese con il loro stipendio attuale. L'affitto, l'istruzione e la
315 formazione, il cibo, il tempo libero, i premi di cassa malati, le bollette
316 dell'elettricità, le vacanze... Il costo della vita è elevato, soprattutto per
317 le persone appartenenti alla classe operaia e ai gruppi emarginati. Per coprire
318 questi costi, la maggior parte delle persone deve lavorare. Questo lavoro è
319 prezioso: è la base della nostra convivenza sociale e della creazione di valore
320 in generale. Per questo in Svizzera tutt* devono guadagnare abbastanza per
321 vivere dignitosamente. Attualmente ciò corrisponde a un salario minimo di 5.000
322 franchi al mese, che deve essere adeguato su base continuativa.

323 La pandemia di Coronavirus ha messo a nudo i problemi fondamentali del nostro
324 sistema sanitario orientato al profitto, come il sottofinanziamento cronico e la
325 conseguente carenza di personale infermieristico. L'iniziativa per le cure
326 infermieristiche deve finalmente e urgentemente essere attuata! Le condizioni di
327 lavoro nelle professioni infermieristiche devono essere migliorate in modo
328 sostanziale, affinché le persone possano fornire un'assistenza di alta qualità
329 come vorrebbero.

330 E poiché lo stress sul posto di lavoro è purtroppo spesso la norma, il tempo
331 libero per recuperare è di estrema necessità. Per questo motivo, chiediamo sei
332 settimane di ferie per tutt* le persone che lavorano. Un numero maggiore di
333 settimane di ferie aiuterebbe anche a conciliare la vita lavorativa con quella
334 familiare.

335 **Tema 2: Una ridistribuzione della ricchezza in favore del**
336 **99%!**

337 Lavoro minorile, disboscamento della foresta pluviale, avvelenamento delle
338 acque, condizioni di lavoro pericolose nelle miniere: le multinazionali non si

339 fanno scrupoli quando si tratta di massimizzare i loro profitti. Sfruttando i
340 Paesi del Sud globale, queste imprese ottengono vantaggi competitivi grazie ai
341 quali possono guadagnare miliardi di franchi. Vogliamo che le multinazionali con
342 sede in Svizzera siano finalmente chiamate a rispondere delle loro azioni. Il
343 minimo che possano fare è rispettare i diritti umani e gli standard ambientali!
344 Le multinazionali non devono più poter fare ciò che vogliono!

345 Queste aziende non si preoccupano di rispettare i diritti umani delle
346 popolazioni del Sud globale e anche in Svizzera cercano di ridurre sempre più i
347 costi di produzione, peggiorando le condizioni lavorative. Così, i pochi salari
348 minimi cantonali già esistenti vengono attaccati dalla destra borghese. Nel
349 frattempo, il divario salariale nelle aziende svizzere si sta ampliando. Per
350 evitare che ciò accada, i salari di chi guadagna di più in un'azienda non
351 dovrebbero essere più di cinque volte superiori a quelli dei salari più bassi.

352 Nel frattempo, il settore pubblico è impegnato nella concorrenza fiscale
353 intercantonale e internazionale a spese del 99%. Per attirare le multinazionali
354 e le persone super-ricche, i cantoni hanno trovato diversi modi per abbassare il
355 più possibile le aliquote fiscali. Di conseguenza, questi cantoni stanno
356 avviando enormi misure di austerità e tagli ai servizi pubblici. È giunto il
357 momento di introdurre misure di armonizzazione fiscale a livello nazionale!
358 Anche la perequazione fiscale, cioè l'atto di solidarietà tra i cantoni, deve
359 essere rafforzata a favore delle aree rurali.

360 **Tema 3: Per uno stato sociale forte!**

361 Per combattere le disuguaglianze, il denaro deve essere prima prelevato dalle
362 persone più ricche e deve confluire nel servizio pubblico, nelle assicurazioni
363 sociali e nel sistema pensionistico. Per un'economia forte, al servizio delle
364 persone e dell'ambiente, abbiamo bisogno di uno Stato sociale forte, e ne
365 abbiamo bisogno in tutte le regioni della Svizzera. Che si tratti di assistenza
366 all'infanzia, istruzione, sanità o trasporti pubblici, i servizi pubblici devono
367 essere forniti direttamente dallo Stato, avere costi accessibili ed essere
368 orientati alle esigenze della popolazione.

369 La salute della nostra società è in pericolo perché gli interessi delle
370 compagnie private di assicurazione sanitaria sono stati anteposti alla salute
371 della popolazione. Si assiste a un aumento dei premi e si risparmia sulle spalle
372 delle persone vulnerabili e del personale sanitario, tutto a causa della libera
373 concorrenza: dobbiamo porre fine a tutto questo introducendo una cassa malati
374 unica! Inoltre, i costi totali per l'assistenza psichiatrica, la salute sessuale
375 e le cure dentistiche dovrebbero essere coperti, senza nessun tipo di
376 franchigia.

377 Per poter godere di una pensione dignitosa, il sistema pensionistico deve essere
378 riformato in base alle esigenze delle persone. La gestione interna dei fondi
379 pensione è spesso formalmente democratica, ma raramente lo è nella pratica.
380 Vogliamo creare un fondo pensionistico a gestione pubblica che combini il primo
381 e il secondo pilastro, sia finanziato sulla base della solidarietà e garantisca
382 a tutt* una pensione di almeno 5.000 franchi svizzeri al mese.

383 **Tema 4: Alloggi a prezzi accessibili per tutt*!**

384 Tutt* dovrebbero poter vivere in una casa che offra la privacy necessaria e il
385 cui livello di arredamento permetta di vivere con dignità. Solo il 40% delle
386 persone in Svizzera possiede una casa di proprietà. Il resto della popolazione
387 che dispone di un alloggio è in affitto ed è quindi costretta a spendere gran
388 parte del proprio reddito per l'alloggio. Per fare un esempio, le famiglie con
389 un reddito lordo inferiore a 4'000 franchi spendono in media il 35% del proprio
390 reddito per l'alloggio. Tra l'altro, gran parte dei profitti derivati dagli
391 affitti è illegale: gli affitti sono in media del 40% superiori al limite legale
392 per i rendimenti da locazione. Pertanto, chiediamo l'introduzione di controlli
393 efficaci e il divieto di massimizzare i profitti tramite l'alloggio!

394 Inoltre, almeno 2.200 persone sono attualmente senza tetto in Svizzera. Un
395 alloggio dignitoso non deve essere un privilegio, ma un diritto umano! Gli
396 alloggi sociali e di emergenza devono essere messi a disposizione di tutt*
397 coloro che ne hanno bisogno, soprattutto nelle città. Gli sfratti forzati devono
398 essere vietati e, inoltre, il governo federale deve investire nell'integrazione
399 delle persone in difficoltà nella società.

400 Di fronte alla crisi climatica, non è sufficiente che tutti abbiano accesso a un
401 alloggio a prezzi accessibili, ma deve anche essere sostenibile. Le abitazioni
402 sostenibili sono caratterizzate da un basso consumo energetico e da un facile
403 accesso ai servizi pubblici.

404 Per garantire ciò, i/le* proprietari* devono garantire la ristrutturazione degli
405 alloggi senza scaricare i costi sugli/le* inquilini* e con un'adeguata protezione
406 contro gli sfratti. Inoltre, lo Stato dovrebbe sostenere l'acquisizione di
407 proprietà residenziali per le cooperative edilizie.

408 **C: Per un mondo senza frontiere!**

409 I meccanismi di migrazione sono complessi e stratificati, così come le loro
410 cause. Tuttavia, l'analisi di questi mostra alcune correlazioni.

411 Con il loro aggressivo dumping fiscale, la Svizzera e altri Paesi del Nord
412 globale favoriscono la fuga di capitali. Per sfuggire alla povertà sistemica,
413 molte persone sono costrette a fuggire e a seguire il capitale dove si è
414 accumulato a causa del sistema economico capitalista e della colonizzazione ad
415 esso associata. Inoltre, l'avidità di profitto dell'1% più ricco causa conflitti
416 armati in tutto il mondo. Infatti, le guerre sono spesso combattute per i
417 territori e le risorse che vengono sfruttati dalle imprese transnazionali e
418 multinazionali. Il capitalismo sfrutta così non solo le persone ma anche
419 l'ambiente, alimentando la crisi climatica. Le conseguenze dello sfruttamento
420 ambientale privano innumerevoli persone dei loro mezzi di sussistenza e la
421 migrazione rimane spesso l'unica possibilità di sopravvivenza.

422 La causa fondamentale della migrazione dei rifugiati è quindi l'ordine economico
423 capitalista. Tuttavia, gli effetti vanno oltre: il capitalismo esercita anche
424 un'influenza diretta sulla percezione del fenomeno della migrazione nella
425 società. Coloro che appartengono alla classe superiore godono del privilegio di
426 poter scegliere liberamente il luogo di residenza e si definiscono invece
427 persone espatriate. Chi non ha mezzi finanziari è costretto a esporsi ai
428 pericoli per garantire la propria sopravvivenza.

429 La migrazione è diventata una questione di sicurezza per l'Europa, soprattutto
430 nell'ultimo decennio. Questo quadro legittima la militarizzazione delle
431 frontiere esterne dell'UE e la violenza contro le persone in fuga. Il luogo di
432 nascita è determinato arbitrariamente. Tuttavia, i diritti, le condizioni di
433 vita e le opportunità di una persona sono fondamentalmente determinati dalla sua
434 posizione nel sistema economico attuale. Le frontiere servono a creare e
435 legittimare le differenze e a dividere la classe lavoratrice. Per questo
436 lottiamo contro ogni forma di confine nazionale.

437 In Svizzera si verificano gravi abusi nel modo in cui viene gestita la
438 migrazione. Le campagne politiche razziste che fanno leva sul terrore sono parte
439 della politica quotidiana. I servizi di sicurezza e il personale di supporto per
440 le persone richiedenti asilo sono sempre più spesso forniti da aziende private e
441 non qualificate. Sono troppo pochi i fondi messi a disposizione per una
442 sistemazione e un accompagnamento dignitosi. A soffrire sono proprio coloro che
443 sono venuti da noi in cerca di una vita migliore e di un futuro. Assumiamoci
444 finalmente la nostra responsabilità sociale e permettiamo a tutte le persone di
445 vivere in modo dignitoso!

446 **Rivendicazione 1: Diritto di voto e di elezione per tutte le**
447 **persone residenti in Svizzera**

448 La democrazia è un bene fondamentale per una società libera. Così come
449 sosteniamo la gestione democratica di tutte le imprese da parte delle persone
450 lavoratrici, sosteniamo anche una società fondamentalmente organizzata in modo
451 democratico a qualsiasi livello.

452 In Svizzera ci sono grandi deficit in termini di partecipazione democratica
453 della popolazione. Anche dopo l'introduzione del suffragio femminile e del
454 diritto di voto poco più di 50 anni fa, una parte rilevante della popolazione
455 svizzera è ancora oggi esclusa dalla democrazia. Più di un quarto delle persone
456 che vivono in Svizzera non ha un passaporto svizzero. Sebbene gran parte della
457 popolazione migrante viva in Svizzera da anni o addirittura da generazioni,
458 lavori qui e adempia agli stessi obblighi sociali delle persone con diritto di
459 voto, è esclusa dalla partecipazione politica. Più di 2,2 milioni di persone
460 devono quindi subire decisioni che riguardano loro e la loro vita senza avere
461 voce in capitolo.

462 Per noi è chiaro: tutte le persone devono poter dire la loro sul luogo in cui
463 vivono. Alcuni cantoni e comuni, soprattutto nella Svizzera francese, concedono
464 già alle persone residenti il diritto di voto e di eleggibilità. Chiediamo che a
465 tutte le persone residenti in Svizzera da un anno, indipendentemente dal loro
466 status di residenza, sia concesso il diritto di voto a qualsiasi livello della
467 politica. Tutte le persone che vivono in Svizzera dovrebbero poter dire la loro.

468 **Rivendicazione 2: Naturalizzazione automatica**

469 Il tasso di naturalizzazione rimane basso in Svizzera. Le ragioni sono varie,
470 come l'obbligo di svolgere il servizio militare, l'obbligo di rinunciare alla
471 cittadinanza (a seconda del Paese di origine) quando ci si naturalizza in
472 Svizzera. Il fattore principale è chiaramente il processo di naturalizzazione,
473 estremamente costoso, razzista e quindi inaccessibile.

474 La borghesia ha aumentato per anni gli ostacoli finanziari e amministrativi alla
475 naturalizzazione. Anche i/le* discendenti di terza e quarta generazione di
476 persone immigrate devono sottoporsi a un'elaborata procedura di naturalizzazione
477 per ottenere la cittadinanza. In molti comuni, il consiglio comunale decide
478 ancora direttamente sulle naturalizzazioni. Le naturalizzazioni sono state
479 ripetutamente rifiutate a causa di motivi personali e pregiudizi xenofobi e
480 razzisti: la situazione è insostenibile. In tutti i casi, è necessario
481 presentare e pagare una domanda, che è legata a requisiti difficili da
482 soddisfare e a un grande approfondimento rispetto alla vita privata della
483 persona richiedente. Questo processo arbitrario è umiliante e rappresenta un
484 grosso ostacolo per molte persone.

485 Il luogo di nascita non può essere scelto: questa lotteria della nascita decide
486 il destino di tutt*. Le persone più fortunate ricevono la cittadinanza svizzera
487 alla nascita e godono di diritti che ad altre persone sono per sempre negati.
488 Per noi è chiaro: chi vive qui e fa parte della nostra società deve avere gli
489 stessi diritti e gli stessi doveri. Chiediamo quindi che le persone che si sono
490 stabilite in Svizzera vengano naturalizzate automaticamente dopo 5 anni. Anche
491 i/le* bambin* nat* in Svizzera dovrebbero ricevere automaticamente la
492 cittadinanza svizzera. Non ci dovrebbero essere ulteriori requisiti, esami o
493 test.

494 **Rivendicazione 3: Migliore trattamento delle persone**
495 **richiedenti asilo**

496 Per noi è chiaro: se non c'è più la prospettiva di un futuro sicuro nel paese di
497 origine e non si può più vivere in sicurezza, che sia psicologica o materiale,
498 la fuga verso un luogo sicuro è inevitabile. Non importa se si tratti di guerre
499 o carestie, di persecuzioni politiche, o se la situazione economica o una
500 catastrofe naturale rendono impossibile la vita nel paese d'origine: tutte le
501 persone devono essere trattate come esseri umani.

502 Oggi le persone richiedenti asilo in tutta la Svizzera sono ospitate in bunker,
503 alloggi militari isolati o edifici in cattivo stato. Mancano privacy, igiene e
504 spazio. La politica dominata dalla destra-borghese è profondamente disumana.
505 Nella loro visione del mondo xenofoba e razzista, negano alle persone migranti
506 la dignità umana sulla base della loro origine o del loro status economico. La
507 destra borghese vuole investire il meno possibile nel sistema di asilo e tenere
508 le persone colpite il più possibile lontano dagli occhi del pubblico.

509 Le privatizzazioni in corso non si fermano al sistema di asilo. L'assistenza
510 viene letta principalmente come un compito di sicurezza e le società di
511 sicurezza private come Securitas o di altre imprese di sicurezza privata come
512 ORS sono responsabili della gestione dei rifugi. Il personale di sicurezza non è
513 formato adeguatamente per trattare con persone traumatizzate e non svolge il
514 ruolo di cui le persone rifugiate avrebbero bisogno. In particolare, le persone
515 FLINTA* non sono adeguatamente protette dal sistema di asilo svizzero. Gli
516 attacchi violenti contro le persone rifugiate non sono una rarità, ma sono
517 sistematici.

518 Chiediamo che nel sistema di asilo svizzero vengano effettuati investimenti
519 massicci a beneficio delle persone rifugiate. Lo Stato deve prendere in mano la
520 gestione dei centri e delle strutture di accoglienza e fornire personale
521 qualificato per assistere le persone migranti. I rifugi devono offrire spazio

522 sufficiente per una vita umana con luce diurna, aria, privacy, igiene e
523 possibilità di uscire liberamente.

524 **Tema 1: Combattere efficacemente le cause di migrazione**

525 Per non dover accogliere persone migranti in Svizzera, la destra ama sostenere
526 che l'aiuto deve essere fornito localmente. Queste presunte soluzioni spaziano
527 dalle missioni delle agenzie umanitarie ai campi profughi nel continente
528 africano e vogliono impedire alle persone di fuggire in Europa e, così facendo,
529 legittimano le politiche di destra e borghesi contro i diritti umani. La destra
530 non vede le cause sistemiche della migrazione, di cui è responsabile il Nord
531 globale.

532 Perché le persone ricche possano restarlo, le persone povere devono essere
533 sistematicamente povere. Per sfuggire a questa povertà, molte persone sono
534 costrette a seguire il capitale dove si è accumulato a causa del sistema
535 capitalistico.

536 A ciò si aggiungono le influenze imperialiste del capitalismo globale. Per
537 rendere possibile la crescita economica, essenziale per la sopravvivenza del
538 sistema, è necessaria una costante espansione dei mercati. Per far valere questi
539 interessi economici, le grandi potenze capitaliste non rinunciano ai conflitti
540 armati. Queste guerre sono redditizie anche per i Paesi non direttamente
541 coinvolti, come la Svizzera, che può trarne profitto, ad esempio, attraverso
542 l'esportazione di armi.

543 Inoltre, la crescita economica è direttamente collegata all'aumento del consumo
544 energetico e delle emissioni di gas serra. Le conseguenze della crisi climatica,
545 ma anche della pesca eccessiva e dell'accaparramento delle terre, priveranno
546 milioni di persone dei loro mezzi di sussistenza, lasciando solo la migrazione
547 come via d'uscita dalla miseria.

548 Chiediamo quindi un sistema fiscale internazionale solidale, che ponga fine al
549 dumping fiscale e alla fuga di capitali. Le multinazionali devono essere messe
550 al guinzaglio e ritenute responsabili della miseria che causano e da cui
551 traggono profitto. Chiediamo inoltre l'immediata cessazione di tutte le
552 esportazioni di materiale bellico e il divieto di finanziarle.

553 **Tema 2: Assistenza invece di violenza alle frontiere esterne
554 dell'UE**

555 I respingimenti illegali, ossia l'allontanamento forzato di persone in cerca di

556 protezione senza una procedura efficace o un serio esame dei motivi di fuga,
557 sono un evento quotidiano presso l'agenzia europea per la protezione delle
558 frontiere Frontex. Queste azioni sono legittime dal razzismo che dipinge le
559 persone in fuga come un "problema di sicurezza per l'Europa". Le persone
560 rifugiate vengono respinte con la forza alle frontiere o abbandonati in mare
561 aperto, dove sono lasciate al loro destino. La conseguenza è stata di almeno
562 44.000 persone morte dal 1993, anche se il numero esatto non è noto a causa
563 dell'elevato numero di casi non segnalati. Frontex è il simbolo della mortale
564 Fortezza Europa.

565 Per questo motivo, chiediamo l'immediata abolizione di Frontex e un adeguato
566 sostegno alle persone rifugiate nella loro situazione precaria.

567 A lungo termine, vogliamo un mondo in cui nessun* sia costretto a fuggire e la
568 migrazione possa avvenire su base volontaria. I diritti, le condizioni di vita e
569 le opportunità sono fondamentalmente influenzati dal luogo di nascita casuale. I
570 confini servono a legittimare le differenze e a dividere la forza lavoro.
571 Attualmente i discorsi nazionalisti distraggono dalle vere cause dei problemi
572 della nostra società. Ponendo come capri espiatori le persone migranti, l'1% più
573 ricco beneficia del sistema attuale e riesce a rendere impossibile
574 l'organizzazione transfrontaliera delle persone lavoratrici. La lotta per la
575 libertà di movimento e la lotta di classe sono quindi direttamente collegate al
576 superamento delle idee nazionaliste. Per noi è quindi chiaro che tutte le forme
577 di confini nazionali e le leggi che li applicano devono essere combattute.
578 Pertanto, un'utopia di sinistra non può che essere antinazionalista.

579 A lungo termine, chiediamo quindi l'abolizione di tutte le frontiere e il
580 superamento del concetto di Stato nazionale.

581 Tema 3: Rendere sicure le vie di fuga

582 A causa della mancanza di opportunità ufficiali e legali di fuga verso l'Europa,
583 le persone sono costrette alla criminalità ed esposte a grandi pericoli durante
584 la fuga. La situazione nel Mar Mediterraneo è particolarmente precaria. L'UE e
585 gli Stati del Mediterraneo hanno contemporaneamente interrotto le operazioni di
586 salvataggio in mare con l'argomentazione, spesso confutata, che il salvataggio
587 in mare è un fattore di attrazione per la migrazione. Il numero di persone morte
588 che ne consegue è terribilmente alto: solo nel 2022, secondo i dati ufficiali,
589 sono morte quasi 2000 persone nel Mediterraneo, mentre il numero di casi non
590 dichiarati non è ancora stato calcolato. La crescente criminalizzazione delle
591 poche ONG di soccorso in mare ancora attive rischia di aggravare ulteriormente
592 la situazione e di condannare migliaia di persone a morire nel Mediterraneo
593 senza alcuna colpa.

594 Chiediamo quindi la completa depenalizzazione del salvataggio privato in mare e
595 l'immediata istituzione di missioni ufficiole di salvataggio nel Mediterraneo.
596 Per rendere la migrazione sicura, chiediamo anche l'introduzione dell'asilo in
597 ambasciata per la Svizzera e per tutti gli Stati dell'UE.

598 **Tema 4: Porre fine ai permessi antisociali**

599 Il tipo di status di residenza fa una grande differenza per il benessere delle
600 persone immigrate in Svizzera. Attualmente esistono otto diversi tipi di
601 permesso di soggiorno per le persone senza cittadinanza svizzera. Alcuni
602 permessi di soggiorno sono particolarmente critici. L'antisociale "ammissione
603 temporanea" viene concessa principalmente alle persone rifugiate provenienti da
604 zone di guerra e di crisi di lunga data. Ciò è inammissibile, irragionevole o
605 impossibile per la Svizzera. Questo permesso di soggiorno suggerisce solo
606 un'ammissione a breve termine, il che rende la situazione enormemente più
607 difficile per le persone colpite, soprattutto nella ricerca di un lavoro o di un
608 appartamento. Queste persone non sono riconosciute come rifugiate e devono
609 quindi affrontare il costante pericolo di essere espulse.

610 Nel corso della guerra in Ucraina, il governo federale ha dimostrato che si
611 poteva fare diversamente. Le persone ucraine ricevono in Svizzera lo status di
612 protezione S. Con questo status, le persone provenienti dalle zone di guerra
613 ottengono rapidamente un diritto di soggiorno temporaneo con il diritto di
614 ricongiungersi alle loro famiglie, senza dover affrontare una vera e propria
615 procedura di asilo. Questa procedura sarebbe possibile anche in altri casi di
616 guerra e crisi, ma non viene applicata.

617 Poiché soprattutto le persone provenienti da aree di conflitto hanno bisogno di
618 protezione, chiediamo l'abolizione dell'ammissione temporanea e l'attivazione
619 dello status di protezione S per le aree di crisi e di guerra.

620 **Tema 5: Stop alle deportazioni**

621 Le deportazioni forzate praticate in Svizzera sono disumane. Le persone che si
622 trovano "illegalmente" in Svizzera secondo la legge possono essere espulse in
623 qualsiasi momento. È accaduto ripetutamente che persone siano morte durante la
624 detenzione per l'espulsione o dopo essere state deportate nel loro luogo di
625 rifugio.

626 Non solo le deportazioni nel luogo di fuga sono problematiche, ma anche il
627 concetto dei cosiddetti "Paesi terzi sicuri" espone le persone rifugiate a
628 grandi pericoli e tollera sistematiche violazioni dei diritti umani. Paesi

629 europei come la Svizzera classificano una lista di Stati (tutti i Paesi dell'UE
630 e una lista fissa di Paesi non UE) come "sicuri" e rimandano indietro tutti le
631 persone richiedenti asilo che vogliono entrare da uno di questi paesi senza
632 avviare una procedura di asilo. Classificando i Paesi come "sicuri" in maniera
633 generica e poco attenta, la Svizzera espone le persone richiedenti asilo a
634 grandi rischi, siccome i diritti umani vengono violati anche in paesi che
635 dovrebbero essere democratici. In Grecia, ad esempio, non vengono forniti
636 servizi di base nei centri di asilo e di detenzione, e prevalgono condizioni
637 disumane, senza nessun accesso alle procedure di asilo. Anche altri Paesi, come
638 l'Ungheria o la Bulgaria, non rispettano regolarmente i diritti umani delle
639 persone rifugiate ma sono comunque classificati come "sicuri".

640 La pratica di classificare in modo generalizzato i Paesi terzi come "sicuri"
641 deve essere interrotta immediatamente e chiediamo un immediato divieto generale
642 di deportazione.

643 *Ulteriori informazioni:*

644 [Stop all'Operazione Triton: salviamo vite umane](#)
645 [Nessuna discriminazione e no ai contingenti: senza compromessi!](#)
646 [No al finanziamento dei pushback! Nessun essere umano è illegale!](#)
647 [No Borders – no Nations](#)
648 [Piano di misure in ambito migratorio](#)
649 [Sostegno agli aiuti alle frontiere esterne europee!](#)

650 **D: Per una svolta femminista!**

651 Le rivendicazioni femministe sono strettamente legate a diverse sfere politiche
652 e non devono essere considerate solo separatamente, ma devono essere intersecate
653 con le varie analisi politiche. L'economia femminista, ad esempio, non solo fa
654 luce su singoli aspetti trascurati delle teorie economiche classiche, ma
655 consente anche analisi più precise di questioni economiche rilevanti per la
656 società nel suo complesso con prospettive critiche e femministe. Il potere
657 dominante e le strutture sociali, come il capitalismo e il patriarcato, si
658 alimentano a vicenda. Il sistema economico capitalista non potrebbe funzionare
659 senza le innumerevoli ore di lavoro di cura non retribuito, la maggior parte del
660 quale è svolto da persone socializzate come donne*. Il capitalismo, attraverso
661 il patriarcato, trasmette il messaggio che il lavoro di cura, come l'accudimento
662 di bambini*, l'assistenza alle persone malate o la preparazione dei pasti, è
663 svolto per amore dalle persone FLINTA* e quindi non deve essere retribuito o
664 deve essere retribuito solo in modo insufficiente. Il patriarcato è a sua volta
665 rafforzato dal capitalismo (ad esempio attraverso la discriminazione salariale o

666 i ruoli di genere che riproducono le attuali relazioni di potere). Proprio come
667 il capitalismo, il patriarcato è un sistema che serve a mantenere il potere di
668 poche persone a spese di molte. La discriminazione, la violenza e l'oppressione
669 strutturale delle persone FLINTA* sono espressioni delle strutture di potere
670 patriarcali e capitalistiche prevalenti.

671 Capitalismo e patriarcato devono quindi essere combattuti insieme. Un femminismo
672 intersezionale sfida le strutture di potere patriarcali dominanti, riconosce
673 l'esistenza di forme di discriminazione diverse e interconnesse e le combatte.

674 Le nostre richieste evidenziano le prospettive femministe e la necessità di
675 agire in un'ampia gamma di aree sociali.

676 **Rivendicazione 1: Garantire il diritto all'aborto e**
677 **all'autodeterminazione del proprio corpo!**

678 Il diritto all'autodeterminazione del proprio corpo è una delle conquiste
679 femministe più importanti. Ciò include l'accesso a servizi di consulenza e
680 supporto a tempo indeterminato per le donne* in gravidanza e la garanzia di
681 aborti sicuri e autodeterminati.

682 Negli ultimi anni, tuttavia, questo diritto è stato sempre più messo in
683 discussione e attaccato da ambienti conservatori e fondamentalisti di destra.
684 Sia a livello internazionale che in Svizzera si cerca di limitare il diritto
685 all'aborto. La GISO Svizzera si difende con coerenza da questi attacchi: il
686 diritto all'autodeterminazione corporea non è negoziabile.

687 Oggi in Svizzera l'aborto è regolamentato dal codice penale, è considerato
688 illegale ed è esente da pena solo a determinate condizioni. Per noi è chiaro:
689 l'aborto autodeterminato non deve rientrare nel codice penale, ma deve essere
690 garantito come diritto costituzionale. Chiediamo che il diritto
691 all'autodeterminazione del proprio corpo, in particolare il diritto all'aborto
692 autodeterminato, sia sancito nella Costituzione federale.

693 È inoltre essenziale garantire e ampliare l'accesso a consulenze e servizi
694 professionali e neutrali nel campo della salute sessuale. L'autodeterminazione
695 fisica comprende anche le persone trans. Ad esempio, l'accesso alla terapia
696 ormonale e alle procedure di riassegnazione del sesso deve essere facilitato per
697 le persone trans che lo desiderano. L'arbitrarietà delle compagnie di
698 assicurazione sanitaria non deve proseguire! Al contrario, deve esserci un
699 obbligo generale di coprire tutti i costi e devono essere eliminati gli ostacoli
700 umilianti che molte persone trans devono affrontare oggi. Ciò richiede un

701 aumento dei fondi per i centri specializzati in salute sessuale e criteri
702 ufficiali per i consultori che garantiscano una consulenza e un sostegno
703 professionali e aperti.

704 **Rivendicazione 2: Pensioni più alte e previdenza per la**
705 **vecchiaia femminista: pensioni popolari subito!**

706 Il sistema pensionistico è una parte centrale del nostro stato sociale e
707 dovrebbe garantire una vita dignitosa in età avanzata. Ma il sistema attuale non
708 rende giustizia a questo obiettivo.

709 La povertà delle persone anziane è un'amara realtà per molte persone in
710 Svizzera. Particolarmente colpite sono le persone che hanno lavorato in settori
711 a bassi salari o in lavori a tempo parziale. Le donne* rappresentano i 2/3 delle
712 persone colpite dalla povertà in età avanzata e sono quindi colpite in modo
713 sproporzionato. Oltre alla disparità salariale e alle industrie femminili
714 sottopagate, ciò è dovuto principalmente al fatto che molte donne* hanno
715 trascorso anni a svolgere lavori di cura non retribuiti. L'educazione dei/delle*
716 figlie*, la cura dei/delle genitori/trici e il lavoro domestico sono lavori
717 preziosi e fondamentali per il funzionamento della società. Ma questo aspetto
718 non è sufficientemente apprezzato nell'attuale sistema pensionistico, e questo
719 deve cambiare. Chiediamo un rafforzamento dell'AVS attraverso il riconoscimento
720 finanziario del lavoro di cura non retribuito e l'abolizione del 2° e 3°
721 pilastro, che promuovono l'ingiustizia sociale. Si dovrebbe invece introdurre
722 una pensione popolare che riconosca anche il lavoro di cura non retribuito e che
723 permetta di vivere dignitosamente in età avanzata.

724 **Rivendicazione 3: Per una settimana lavorativa di 25 ore!**

725 Per gran parte della popolazione, il lavoro retribuito non lascia quasi più
726 tempo per adempiere a vari altri obblighi. Le classiche attività di cura non
727 retribuite, come cucinare, fare la spesa, pulire e lavare, richiedono molto
728 tempo. Il lavoro di assistenza e istruzione, in particolare, è difficilmente
729 compatibile con un carico di lavoro a tempo pieno. Le attuali strutture del
730 lavoro salariato, come la settimana di 42 ore, non sono orientate alle esigenze
731 delle persone, ma al fatto che in una famiglia nucleare tradizionale,
732 praticamente tutto il lavoro di cura è svolto dalla donna, mentre la famiglia
733 vive grazie al salario dell'uomo. Questo concetto era ed è sfruttante e dannoso
734 per la salute di tutte le persone salariate. Già in passato, per molte famiglie
735 non era possibile vivere con un reddito da lavoro dipendente; con i salari reali
736 di oggi, anche questa è una possibilità per pochissim* e una grande percentuale
737 di donne svolge anche un lavoro per un salario. Ma l'onere del lavoro di cura è

738 ancora presente, quindi il doppio carico di lavoro, retribuito e non retribuito,
739 aumenta per molte donne. Coloro che possono permetterselo esternalizzano parte
740 del lavoro domestico e di cura, per lo più ad altre persone FLINTA* meno
741 privilegiate.

742 Questo stato di cose deplorevole è particolarmente sconvolgente se si considera
743 che la società è sempre più produttiva ed efficiente. Tuttavia, il carico di
744 lavoro della popolazione attiva non diminuisce. Oggi sarebbe possibile
745 introdurre senza problemi una settimana lavorativa di 25 ore di lavoro
746 retribuito. Affinché ciò avvenga, gli incrementi di produttività devono essere
747 utilizzati a beneficio dell'intera popolazione e le persone devono essere poste
748 al centro dell'economia, invece del profitto di poche persone. Vogliamo una
749 società in cui si abbia il tempo per i bisogni delle persone, per noi stess* e
750 non solo per il lavoro. La settimana di 25 ore rompe la pressione di
751 massimizzare e conferisce al lavoro di cura il posto, il valore e il tempo che
752 merita. Inoltre, consente di avere più tempo da dedicare ai lavori di cura, come
753 le faccende domestiche e la cura di bambin*, e di distribuirlo in modo più equo.

754 **Tema 1: Combattere efficacemente le violenze sessuali e le**
755 **discriminazioni!**

756 Praticamente tutte le persone FLINTA* sperimentano forme di violenza
757 sessualizzata durante la loro vita. Ciò include le molestie sessuali, la
758 violenza di genere e la violenza domestica. Si tratta di un problema strutturale
759 che deve essere affrontato a vari livelli. Oltre al lavoro di prevenzione e di
760 educazione, è necessaria una massiccia espansione dei servizi di protezione,
761 consulenza e sostegno per le persone di tutte le identità di genere. L'offerta
762 di rifugi per le persone colpite dalla violenza domestica e patriarcale deve
763 essere maggiormente sovvenzionata e ampliata. Oggi le persone vengono
764 regolarmente allontanate dai rifugi e dalle case sicure per mancanza di spazio e
765 di risorse: una situazione insostenibile che viola la Convenzione di Istanbul.
766 Chiediamo un'espansione massiccia di posti e risorse per le case di accoglienza
767 e i servizi di supporto alle vittime di violenza sessualizzata, per consentire
768 un aiuto gratuito, competente e rapido. Questi rifugi devono essere accessibili
769 a tutte le persone oppresse dal patriarcato, alle donne e soprattutto alle
770 persone TINA (trans, inter, non-binary e agender). Le persone TINA oggi hanno
771 spesso opzioni di supporto inadeguate a cui possono accedere: bisogna garantire
772 che ricevano un supporto competente.

773 Le forme di discriminazione patriarcale si manifestano in vari ambiti della
774 società, compresa la vita lavorativa. In Svizzera la maggior parte delle donne
775 subisce molestie sessuali sul lavoro nel corso della propria vita. Le persone
776 trans sono inoltre regolarmente esposte a esperienze di discriminazione sulla

777 base della loro identità di genere sul posto di lavoro, contro le quali non sono
778 protette dalla legge e dalle strutture sociali attuali, poiché l'identità di
779 genere non è contemplata dalla legge contro le discriminazioni. Chiediamo misure
780 preventive per combattere le molestie sessuali sul posto di lavoro e una tutela
781 coerente contro la discriminazione, che protegga le persone FLINTA* e
782 soprattutto le persone transessuali dalla discriminazione e dal licenziamento
783 arbitrario sul posto di lavoro.

784 **Tema 2: Educazione inclusiva e al passo con i tempi**

785 L'istruzione è uno dei mezzi più efficaci per far sì che bambin* e gli adult*
786 diventino persone autodeterminate ed empatiche. Dovrebbe essere una parte
787 importante del lavoro preventivo per smantellare le strutture patriarcali. Per
788 rispondere a questa domanda, l'istruzione deve essere costantemente adattata ai
789 tempi e alle realtà della vita delle persone. Chiediamo un'educazione alla
790 salute sessuale non discriminatoria e onnicomprensiva.

791 L'educazione non deve essere orientata al sistema binario di genere!
792 L'educazione sessuale dovrebbe mostrare la realtà della diversità di genere. Le
793 identità intersessuali e transessuali devono essere discusse apertamente e senza
794 pregiudizi. Inoltre, nella formazione del personale medico professionista
795 dovrebbe essere eliminata l'enfasi sulla binarietà e dovrebbe essere effettuata
796 una sensibilizzazione sulle identità intersessuali e transessuali.

797 Per quanto riguarda il tema del consenso, nell'ambito dell'educazione sessuale,
798 gli/le* studenti devono essere consapevoli che ogni persona ha il diritto di
799 stabilire i propri limiti e che gli atti sessuali devono avvenire solo con il
800 consenso di tutte le parti coinvolte.

801 Per combattere la violenza sessualizzata, è essenziale affrontare la questione
802 in modo sensibile e aperto. L'educazione ha un grande potenziale di prevenzione
803 in questo settore. Oltre ad affrontare il problema del consenso, gli/le*
804 studenti dovrebbero essere informati* in modo proattivo sui propri diritti e sui
805 servizi di consulenza esistenti. Queste informazioni e questo supporto
806 dovrebbero essere resi visibili e accessibili anche alla società nel suo
807 complesso.

808 **Tema 3: Protezione dalla discriminazione e
809 autodeterminazione medica**

810 Le strutture di discriminazione patriarcale esistono anche nella pratica della
811 medicina. Qui è evidente una forma di interpretazione dell'androcentrismo, una

812 visione che vede l'uomo come norma e standard. Prevale anche un sistema di
813 genere patriarcale e binario. Questo porta, tra l'altro, alla patologizzazione
814 delle identità e dei corpi trans e a una carenza di dati relativi ai generi, che
815 si traduce in una ricerca del tutto insufficiente sui sintomi delle malattie o
816 sugli effetti di alcuni farmaci sulle donne*. Per colmare queste lacune è
817 necessario un ampliamento della ricerca medica nel campo della medicina di
818 genere. Anche l'autodeterminazione delle persone intersessuali è fortemente a
819 rischio. Le operazioni di cambio di sesso su bambin* intersessuali vengono
820 effettuate ancora oggi, anche se nella maggior parte dei casi non sono
821 necessarie dal punto di vista medico. Questi interventi, che non possono essere
822 eseguiti nell'infanzia e nella prima giovinezza con il consenso delle persone
823 interessate, hanno spesso gravi conseguenze. Chiediamo di vietare gli interventi
824 chirurgici di riassegnazione del sesso per bambin* intersessuali e di fornire
825 consulenza professionale. Le persone intersessuali dovrebbero avere accesso alle
826 cure mediche su loro richiesta, che dovrebbero essere completamente coperte
827 dall'assicurazione sanitaria.

828 **Tema 4: Parità di retribuzione, salario minimo nazionale di**
829 **5'000 franchi e miglioramento delle condizioni di lavoro!**

830 lontani da essa. Le persone FLINTA* guadagnano ancora in media il 19,5% in meno
831 per ora di lavoro rispetto agli uomini. Alcuni dei fattori che portano alla
832 disuguaglianza salariale sono chiamati "fattori spiegabili". Questi includono lo
833 status occupazionale, l'istruzione e l'industria. Tuttavia, i fattori spiegabili
834 si basano anche sullo svantaggio storico e sulla discriminazione economica nei
835 confronti delle persone FLINTA*. Lo svantaggio storico comprende il fatto che le
836 occupazioni tradizionalmente svolte principalmente da persone FLINTA* sono meno
837 ben retribuite e difficilmente organizzate in sindacati. Ciò rende estremamente
838 difficile intervenire contro le cattive condizioni di lavoro in queste
839 professioni e in questi settori. Di conseguenza, sono necessari miglioramenti
840 concreti delle condizioni di lavoro e salari più alti, soprattutto nei settori
841 come quello infermieristico, dell'assistenza e della ristorazione. Secondo
842 l'Ufficio federale di statistica, circa i 2/3 dei lavoratori del settore a basso
843 salario sono donne[1]. Chiediamo l'introduzione di un salario minimo nazionale
844 di 5'000 franchi in tutti i settori. Chiediamo inoltre misure efficaci per
845 raggiungere la parità salariale, tra cui controlli sistematici dei salari,
846 trasparenza dei salari e controlli sulla discriminazione salariale.

847 **Tema 5: Ampliamento delle strutture relative al lavoro di**
848 **cura**

849 Il lavoro di cura è un lavoro fondamentale per il funzionamento della società.
850 Oltre alla riduzione dell'orario di lavoro, che consente di investire più tempo

851 nel lavoro di cura, è necessario anche ampliare e rafforzare le strutture di
852 assistenza nella società nel suo complesso. Il lavoro di cura deve essere visto
853 anche come parte del servizio pubblico: le strutture gratuite di assistenza
854 all'infanzia e un sistema di assistenza sanitaria ampliato alleggeriscono il
855 peso delle persone che svolgono molto lavoro di cura non retribuito nella sfera
856 privata. Progetti come gli alloggi intergenerazionali possono anche contribuire
857 a organizzare in modo più collettivo le strutture di assistenza e il lavoro da
858 svolgere e a distribuirlo in modo più equo. Oggi le condizioni di lavoro
859 precarie prevalgono spesso nelle professioni del settore dell'assistenza, ad
860 esempio nell'assistenza infermieristica o nell'assistenza all'infanzia.
861 Chiediamo che anche la parte del lavoro di cura organizzata nel settore del
862 lavoro formale sia valorizzata e adeguatamente retribuita. Ciò richiede
863 investimenti massicci nell'assistenza sanitaria, nelle strutture di cura e nella
864 formazione del personale professionista. Affinché il lavoro di cura sia
865 valorizzato e reso visibile, deve essere incluso anche nella nostra
866 rappresentazione e ricerca economica. A questo proposito, chiediamo cattedre e
867 risorse nelle università, nonché la registrazione statistica del lavoro di cura
868 retribuito e non retribuito e la sua inclusione nel prodotto interno lordo.

869 *Ulteriori informazioni:*

- 870 • [Documento sul lavoro di cura](#)
- 871 • [Autodeterminazione sessuale senza compromessi!](#)
- 872 • [Né in Svizzera né altrove: nessuna riforma delle pensioni sulle spalle del 99%!](#)
- 874 • [No alla revisione dell'AVS sulle spalle del 99%!](#)
- 875 • [Difendiamo il diritto all'aborto](#)

876 -----

877 [11]

878 <https://www.ebg.admin.ch/ebg/de/home/themen/arbeit/lohnungleichheit/grundlagen-zahlen-und-fakten.html>

Positionspapier

Initiator*innen: Geschäftsleitung JUSO Schweiz (beschlossen am:
14.01.2023)

Titel: **Rassismus erkennen und bekämpfen - in der
Gesellschaft und der Linken**

Antragstext

1 Rassismus ist in der schweizerischen Gesellschaft ein extrem stark verwurzelter
2 Mechanismus und zugleich Element kollektiver Leugnung. Oft ist Rassismus klar
3 erkennbar, wie etwa im Rahmen der seit den 1990ern typischen und immer
4 wiederkehrenden SVP-Kampagnen [1]. Rassismus kann aber nicht nur der SVP
5 zugeordnet werden, sondern findet sich in verschiedenen Formen immer und
6 überall in der Gesellschaft, so auch innerhalb linker Strukturen. Es muss daran
7 erinnert werden, dass es die Gewerkschaften und die Sozialdemokratie selbst
8 waren, die den rassistisch geprägten Diskurs um die "Überfremdung" lange
9 schürten [2], [3]. Auch heute scheuen sich viele Linke davor, diese
10 Vergangenheit aufzuarbeiten und sich glaubwürdig am antirassistischen Kampf zu
11 beteiligen [1], [4]. Dieser steht in vielen Bereichen der Gesellschaft höchstens
12 in seinen Anfängen. Bis heute bleibt der Widerstand gegen die weisse
13 Vorherrschaft an von Rassismus betroffenen Personen hängen, während er in der
14 weissen Mehrheitsgesellschaft ausgeblendet wird.

15 In den letzten Jahren haben öffentlichkeitswirksame antirassistische Kämpfe,
16 nicht zuletzt dank der in den USA neu entfachten "Black Lives Matter"-Bewegung
17 (BLM), auch in der Schweiz an Reichweite gewonnen. Damit verbunden ist aber, wie
18 immer, auch ein reaktionärer Backlash. Besonders sichtbar wurde der
19 antirassistische Widerstand durch die Demonstrationen im Sommer 2020 im Rahmen
20 der weltweiten Proteste aufgrund des polizeilichen Mordes an George Floyd im US-
21 Bundesstaat Minnesota. Die breite Mobilisierung für die Demonstrationen wurde
22 dabei nicht von den üblichen linken Akteur*innen angestoßen sondern primär von
23 Rassismus betroffenen People of Color (PoC), welche dabei eine für die Schweiz

24 unübliche Präsenz schufen.[\[51\]](#), [\[61\]](#).

25 Es muss betont werden, dass es nicht *den* Antirassismus gibt, genauso wenig, wie
26 es *den* Rassismus gibt. Diesem Umstand soll in diesem Papier Rechnung getragen
27 werden. Vielmehr bildet sich Antirassismus aus der Summe der teils separaten
28 Kämpfe von Menschen, die aufgrund verschiedener Formen der Rassifizierung
29 diskriminiert werden. Unter den (nicht abschliessend aufgezählten) Formen von
30 Rassismus finden sich nebst Diskriminierungen aufgrund der Hautfarbe auch der
31 Antisemitismus, Antiziganismus, sowie andere Diskriminierungen auf Basis von
32 fiktiven kulturellen oder geographischen Stereotypisierungen. Aufgrund der
33 thematischen Breite und Komplexität dieser unterschiedlichen antirassistischen
34 Kämpfe, gilt festzuhalten, dass in diesem Papier nur ein unvollständiges Bild
35 dieser Kämpfe wiedergegeben werden kann. Ausgeprägt ist dies im Fall des
36 Antisemitismus. Dessen komplexen historischen Hintergründen und weitreichenden
37 Konsequenzen, soll in Zukunft ein eigenständiges Papier/eine Resolution gewidmet
38 werden [\[71\]](#).

39 Die Schaffung und Verbreitung der kapitalistischen Wirtschaftsstrukturen konnte
40 nur in enger Verknüpfung und unter der Legitimierung rassistischer Strukturen
41 einhergehen. Rassismus ist ein notwendiges Instrument der
42 herrschenden Klasse, der Bourgeoisie, um die Arbeiter*innenklasse zu spalten.
43 Dem gilt es in Solidarität und mit allen Kräften entgegenzuhalten, ohne dabei
44 auszublenden, dass verschiedene Rassismen und verschiedene Kämpfe existieren,
45 die verbunden und gemeinsam geführt werden müssen.

46 Es ist kein Zufall, dass der Widerstand gegen den anti-Schwarzen Rassismus mit
47 der BLM-Bewegung erst seit kurzem in der breiten Öffentlichkeit thematisiert
48 wird. Denn während hierzulande Diskriminierung aufgrund der Nationalität schon
49 länger ein diskutiertes und umkämpftes Thema ist[\[6\]](#), [\[8\]](#), herrscht nach wie
50 vor der Irrglaube, dass sogenannte Fremdenfeindlichkeit nichts mit Rassismus zu
51 tun habe. Es ist die Konsequenz des typisch schweizerischen Diskurses, welcher
52 sowohl die Rolle der Schweiz in der europäischen Kolonialgeschichte, als auch
53 in der Zeit des Nationalsozialismus falsch erzählt. Diese Verzerrung der
54 historischen Fakten führt dazu, dass antirassistische Debatten in der
55 bürgerlichen Mitte und bei Linken auf Widerstand stossen [\[1\]](#), [\[9\]](#).

56 Dieses Positionspapier soll eine Grundlage für die kritische Auseinandersetzung
57 mit dem Thema Rassismus schaffen. Es dient als Instrument für ein mögliches
58 Vorgehen aus Sicht der JUSO Schweiz, aber auch zur kritischen Betrachtung
59 innerlinker Strukturen. Konkret soll auch die Rolle der vorwiegend von *weissen*
60 Menschen geprägten JUSO und anderen linken Kräften untersucht werden. Dieses
61 Papier soll mögliche Wege aus einer rassistischen, hin in eine antirassistische
62 Gesellschaft skizzieren.

63 Rassismus als Fundament des Kapitalismus

64 Zur Analyse des Jetzt-Zustands bedarf es einer begrifflichen Definition. Nur
65 lässt sich der Begriff des "Rassismus" nicht ganz einfach definieren. Wichtig
66 dabei zu erkennen ist, dass *der Rassismus* nicht existiert, sondern dass es
67 multiple und verschiedene Formen von Rassismen gibt. Diese können aufgrund
68 historischer Umstände und unterschiedlicher Kräfteverhältnisse auf einem
69 Spektrum angeordnet werden [\[10, S. 52\]](#). Alle Rassismusformen haben eine
70 unterdrückende Funktion. Zur Definition von Unterdrückenden und Unterdrückten
71 werden dafür fiktive Unterschiede kreiert und pseudo-biologisch und/oder pseudo-
72 kulturell begründet [\[11, S. 92\]](#).

73 Vorweg ist zu erwähnen, dass die folgende Sichtweise der historischen
74 Entwicklung von Rassismus und die Betrachtung der Geschichte eine stark
75 eurozentrische ist und zwangsläufig geprägt von westlicher und weisser
76 Geschichtsschreibung.

77 Die Geschichte des Rassismus ist alt, der Begriff jedoch existiert erst seit dem
78 20. Jahrhundert als Antwort auf die Verbreitung pseudowissenschaftlicher
79 "Rassentheorien" [\[12\]](#). In der Neuzeit kann der Ursprung des Rassismus auf
80 die sogenannte "Rückeroberung" der Iberischen Halbinsel im 14./15. Jh.
81 durch die vor Ort herrschenden Christ*innen zurückgeführt werden. Mit der
82 sogenannten "limpieza de sangre" ("Blutreinheit"), wurden pseudo-
83 biologische Unterschiede zwischen Christ*innen, Muslim*innen und Jüd*innen von
84 herrschenden Christ*innen definiert, welche zur systematischen Unterdrückung
85 und Verfolgung von Jüd*innen und Muslim*innen führte. Es gab jedoch bereits
86 weit vorher rassistische Vorkommnisse und Strukturen, diese werden unter dem
87 Begriff der "Proto-Rassismen" zusammengefasst.

88 Darauffolgend nahm die europäische Kolonialisierung im 15./16. Jh. rasant Fahrt
89 auf. Von kapitalistischer Profitgier getrieben, etablierten anfangs Spanien und
90 Portugal, später dann viele weitere europäische Mächte unterdrückerische
91 Herrschaftssysteme auf anderen Kontinenten. Genozide und Ausbeutung wurden
92 selbstgefällig rassistisch "legitimiert". Anfangs geschah dies unter dem
93 Deckmantel des Christentums, indem Menschen auf den besetzten Kontinenten
94 "zivilisiert" und missioniert wurden. Dadurch wurde eine wirtschaftliche
95 Überlegenheit erschwindelt [\[14\]](#). Dieser Prozess der Unterscheidung zwischen
96 Kolonisierten und Kolonialisierenden manifestierte eine Binärität "wir"
97 gegen "die Anderen", die immer wieder durch andere rassistische Argumente
98 begründet wurde und wird [\[13\]](#). Wichtig ist zu verstehen, dass Kolonialismus und
99 Imperialismus für die Verbreitung und Systematisierung der kapitalistischen
100 Produktionsweise essenziell waren.

101 Rassismus ist ein elementarer Bestandteil für das Funktionieren der

102 kapitalistischen Produktionsweise und deren globale Entwicklung. Kapitalismus
103 basiert auf der Ausbeutung von Mensch und Umwelt, indem auf der ganzen Welt
104 geplündert wird. Die Bourgeoisie, hat dabei ein grosses Interesse daran, dass
105 sich die unterdrückten Menschen dieser Welt nicht als eine Klasse sehen. Der
106 bereits existierende Rassismus wird folglich auch als Kontrollinstrument
107 gebraucht, um einem Teil der Gesellschaft einen "minderwertigen" Status zu geben
108 und künstlich Feindseligkeiten zu erzeugen, um die Massen gegeneinander
109 aufzubringen und die bürgerliche Hegemonie nach dem Prinzip "teile und
110 herrsche" zu bewahren.

111 Auch die Schweiz war und ist Teil der transnationalen, imperialistischen und
112 kolonialistischen Verflechtungen. Wenn man die internationalen kapitalistischen
113 Unterfangen betrachtet, kann von einem Schweizer Bank- und Börsenimperialismus
114 gesprochen werden. Während und nach der sogenannten "Dekolonisation" nahmen
115 schweizer Unternehmen die Geschäfte ehemaliger Kolonialmächte oder derer
116 Akteur*innen auf. Bis heute wirtschaftet der schweizer Aussenhandel mit
117 diktatorischen und korrupten Regimes. Im 18. und 19. Jh. beteiligten sich
118 unzählige schweizer Kaufleute finanziell am transnationalen Sklav*innenhandel,
119 also an der systematischen Deportation von Bewohner*innen des afrikanischen
120 Kontinents. Weiter besassen Schweizer*innen Plantagen und versklavten dafür
121 Menschen auf verschiedenen Kontinenten [\[141\]](#), [\[16, S. 17\]](#).

122 Der systematische und für die Etablierung global-kapitalistischer Strukturen
123 unabdingbare Rassismus kann als direkter Vorläufer des pseudo-biologischen
124 Rassismus angesehen werden, welcher im 19./20. Jh. in Europa vorherrschte. Neben
125 Pflanzen und Tieren wurden Menschen systematisch in "Rassen" klassifiziert und
126 hierarchisiert, indem eine Pseudowissenschaft der "Rassenlehre" geschaffen
127 wurde, welche auch an Schweizer Universitäten als Studiengang angeboten wurde.
128 Im 20. Jh. wurden diese rassistischen Konzepte u.a. von den Nazis in
129 Deutschland, dem Apartheidregime in Südafrika und für die Jim-Crow-Gesetze in
130 den USA verwendet. Am Ende des 20. Jh. wurde das Konzept der "Menschenrassen"
131 klar wissenschaftlich widerlegt und geächtet. Seither wird der Begriff "Rasse"
132 im deutschsprachigen Raum im Kontext zur Unterscheidung von Menschen nicht mehr
133 verwendet. Im Französischen und Englischen wird *race* jedoch als Benennung eines
134 sozialen Konstrukts der Gesellschaft gebraucht [\[111\]](#).

135 Nach dieser gesellschaftlichen und wissenschaftlichen Ächtung hat die *neue*
136 *Rechte* im sogenannten "Kulturalismus" (auch Neo-Rassismus) einen anderen Weg
137 gefunden, alte Gedanken neu zu verpacken. Nennenswert ist dabei das Konzept des
138 sogenannten "Ethnopluralismus", der Menschen in sogenannte "Ethnien" einteilt
139 und das Zusammenleben verschiedener "ethnischen Gruppen" oder "Kulturen" ablehnt
140 - neue Begriffe, alte rassistische Ideologien [\[15, S. 37\]](#).

141

Rassismus als Herrschaftsinstrument der schweizer Bourgeoisie

142

143 Der rassistische Migrationsdiskurs

144 In der heutigen Zeit angekommen, müssen verschiedene Wirkungsbereiche analysiert
145 werden. Zentrale Grundlage für den sowohl klassenspaltenden als auch
146 rassistischen Diskurs der Schweiz ist die Wortschöpfung der “Überfremdung”.
147 Dieser Begriff findet nicht nur in der öffentlichen Debatte Verwendung, sondern
148 auch in Gesetzen und amtlichen Dokumenten [\[16, S. 89ff\]](#). Die Mehrdeutigkeit des
149 Begriffs machte ihn zu einem wichtigen Instrument, um Rassismus einen Schein von
150 Objektivität anzuhften – dies, obschon der Begriff bereits in seinen Anfängen
151 klar mit rassistischen Motiven in Verbindung gebracht wurde [\[9\]](#). Im Rahmen der
152 problematisierten “Überfremdung” wird der Gegensatz eines “Wirs” gegenüber
153 “Ihnen”, den angeblich Fremden geschaffen. Die Begründungen dafür verändern sich
154 bis heute laufend. Sie reichen von pseudo-biologischen Auffassungen als
155 Grundlage einer rassistischen Politik bis hin zu vermeintlichen “kulturellen
156 Differenzen”. Letztere werden als Argument für eine nicht-Assimilierbarkeit an
157 die schweizerische Mehrheitsgesellschaft verwendet. Rassistisch sind ohnehin
158 alle Varianten, auch wenn statt von pseudo-biologischen Auffassungen der
159 “Rassen” von “Kultur” die Rede ist. [\[1\], \[8\]](#). Rassismus, der mithilfe
160 “kultureller Unterschiede” begründet wird, ist somit auch in der bürgerlichen
161 Mitte absolut salonfähig [\[1\], \[3\], \[8\]](#).

162 Das gesellschaftliche Ausblenden von Rassismus in der Schweiz wird im
163 deutschsprachigen Raum massgeblich durch die Verwendung und Weiterentwicklung
164 des Begriffs der “Überfremdung” begünstigt. Damit allein kann aber die
165 Verdrängung einer antirassistischen Debatte aus der Öffentlichkeit nicht
166 erklärt werden. Hinzu kommt die bereits erwähnte falsche Erzählung über die
167 schweizer Beteiligung an kolonialen und neokolonialen Aktivitäten. Im
168 Englischen wird das Phänomen teils als “anti-racialism” bezeichnet –
169 einer Form der Ausblendung der Rassifizierung und der damit verbundenen
170 Diskriminierung als Folge einer Verdrängung der eigenen kolonialen
171 Vergangenheit [\[1\]](#). Ähnliches lässt sich bezüglich Antisemitismus oder
172 Antiziganismus feststellen. Als Paradebeispiel gilt hier die zumeist fehlende
173 Aufarbeitung der schweizer Beteiligung an NS-Verbrechen nach dem Zweiten
174 Weltkrieg. Auch in der Schweiz waren und sind heute noch antisemitische
175 Haltungen und faschistisches Gedankengut weit verbreitet. Ausserdem wurde aktiv
176 mit Nazi-Deutschland kollaboriert: Nebst der Zustimmung zur Markierung der
177 Pässe deutscher Jüd*innen mit dem “Judenstempel”, wurde jüdischen
178 Geflüchteten das Asyl verweigert. Schweizer Banken horteten Raubkunst und
179 Vermögen, welche die Nazis von ermordeten Jüd*innen geraubt hatten [\[7\]](#).
180 Schweizer Industrielle lieferten Baracken ins Konzentrationslager Auschwitz

181 [17], [18] – diese Aufzählung könnte noch lange fortgesetzt werden.
182 Gestützt wird das Ausblenden historischer Fakten durch die im Diskurs dominante
183 Erzählung der schweizer Neutralität, die dem Staat als angeblich neutrale
184 Instanz in der internationalen Zeitgeschichte verhilft, sich von Beteiligung und
185 somit Verantwortung reinzuwaschen [1]. Auch wenn die hiesige Bourgeoisie
186 weltweit als wirtschaftliche Profiteurin aktiv mit Kolonialstaaten,
187 faschistischen Regimes und dergleichen wirtschafteten und dies auch heute noch
188 tut, kommt die offizielle Schweiz in den Köpfen mit einer reinen Weste davon.

189 **Vom Saisonnerstatut zum heutigen Migrationsregime**

190 Zu verstehen, woher die rassistischen Strukturen der Schweiz kommen, ist kaum
191 möglich, ohne einen Überblick der jüngeren Geschichte der Arbeitsmigration zu
192 gewinnen, deren Hintergründe massgeblich durch die kapitalistische
193 Produktionsweise geprägt wurden. Erst ab dem Ende des 19. Jahrhunderts nahm die
194 Bedeutung der Einwanderung in der Schweiz zu. Davor war das Land aufgrund der
195 fehlenden wirtschaftlichen Perspektiven geprägt von Auswanderung. Mit der
196 Industrialisierung wuchs die Nachfrage nach Arbeitskräften [19]. De facto
197 herrschte bis nach dem ersten Weltkrieg eine Niederlassungsfreiheit für
198 Arbeiter*innen aus dem Ausland. Nach dem Ende des 1. Weltkrieges wurde die
199 Einwanderung durch Verschärfungen des Grenzregimes praktisch komplett
200 unterbunden. Beinahe nur die ab 1931 unter dem Saisonnerstatut geregelten
201 Arbeiter*innen durften sich befristet in der Schweiz niederlassen, um zu
202 arbeiten. Ihr Aufenthalt blieb auf eine maximal neunmonatige "Saison" ohne
203 Recht auf Familiennachzug limitiert. Dies ermöglichte – insbesondere nach dem
204 Zweiten Weltkrieg – das Wirtschaftswachstum anzukurbeln, während zugleich eine
205 klare Segregation der ausländischen, meist italienischen, Saisoniers von der
206 restlichen Bevölkerung vorgenommen wurde. Im Zuge dessen wurde eine
207 fremdenfeindliche Politik zur Bekämpfung der "Überfremdung" der Schweiz
208 betrieben [20], [21]. Diese Politik ist ein Beispiel mehrfacher Diskriminierung.
209 Sehr wohl hätte die Schweiz einen Handlungsspielraum besseren, denn der
210 Nachfrage nach Arbeitskräften hätte durch die Ausweitung der Lohnarbeit für
211 Frauen Rechnung getragen werden können. Dazu wäre jedoch das Eingeständnis
212 einer zunehmenden wirtschaftlichen Gleichstellung der Frauen von Nöten gewesen,
213 welches aber im Widerspruch zu den herrschenden bürgerlichen Rollenbildern
214 stand [16, S. 89ff]. So bot die Ausbeutung ausländischer Männer eine Win-Win-
215 Situation für die schweizer Bourgeoisie. Die Schweiz war und ist klar
216 Profiteurin der Ausbeutung von Migrant*innen, während zugleich eines der
217 strengsten Migrationsregimes Europas etabliert wurde. Obwohl das
218 Saisonnerstatut 2002 mit Einführung der Personenfreizügigkeit durch die
219 Europäische Union abgeschafft wurde, zeichnet sich das Ausländer*innengesetz
220 weiterhin durch das Bedürfnis der Bourgeoisie nach Arbeitskräften aus.
221 Währenddessen führt die Schweiz zugleich noch immer eine der restriktivsten
222 und am stärksten diskriminierenden Migrationspolitiken Europas.

223 Juristisch baut das Schweizerische Migrationsregime auf dem Ausländer- und
224 Integrationsgesetz (AIG) [\[22\]](#), dem Asylgesetz (AsylG) [\[23\]](#) und internationalen
225 Abkommen (Schengen/Dublin) [\[24\]](#), sowie dem EU-Personenfreizügigkeitsabkommen
226 [\[25\]](#)) auf. Basierend auf diesen Grundlagen agieren die Institutionen als
227 Handlanger*innen einer gemeinsamen rassistischen Agenda, die von der Politik
228 zugeschnitten auf die (wirtschaftlichen) Interessen der Bourgeoisie aufgestellt
229 wurde. Zu den wichtigsten Akteur*innen zählen Frontex, das Sekretariat für
230 Migration (SEM), die Justiz- und Polizeibehörden sowie kantonale Migrations- und
231 Asylbehörden.

232 Die Auslegung der gesetzlichen Grundlagen ist gerade mit Blick auf
233 unterschiedlich stark ausgeprägte Mehrfachdiskriminierungen nicht einheitlich.
234 So unterscheidet sich die Behandlung von Migrant*innen abhängig von ihren
235 Herkunftsregionen stark. Dabei berufen sich die Institutionen des Asylregimes
236 nicht etwa auf "objektive" Kriterien, sondern verwehren Migrant*innen nach
237 scheinbar willkürlichen Mustern das rechtliche Gehör. Wobei sich hinter der
238 Willkür systematisch eine Kombination kulturrassistischer Stereotypisierungen
239 verbirgt. Dazu gehören orientalistische, islamfeindliche, antiziganistische,
240 anti-Schwarze, neo-rassistische und eurozentrische Prägungen. Anschaulich wurde
241 dies durch den Umgang mit den Flüchtenden aus dem Ukraine-Krieg: So wird
242 tausenden Flüchtenden aus anderen besetzten und/oder von Genoziden und
243 Angriffskriegen bedrohten Gebieten, sowie nachweislich politisch Verfolgten der
244 Status als anerkannte Flüchtlinge verweigert (F-Status). Zeitgleich schwappte
245 für weisse – im (kultur)rassistischen Diskurs weniger als "anders"
246 betrachtete Flüchtende aus der Ukraine, in den ersten Monaten des russischen
247 Angriffskriegs eine Solidaritätswelle über die Schweiz. Diskursiv verstärkten
248 unzählige mediale Solidaritätsbekundungen den Gegensatz zu nicht weissen
249 Migrant*innen.

250 Bei den meisten negativen Asylentscheiden beruft sich das SEM auf mangelnde
251 Glaubwürdigkeit der Betroffenen oder auf "sichere Drittstaaten". Durch
252 diese negativen Asylentscheide droht eine Abschiebung/Deportation oder ein Leben
253 ohne jeglichen Aufenthaltsstatus. Unter diesen Bedingungen bemüht sich die
254 Schweiz für abgewiesene Asylsuchende möglichst schlechte Lebensbedingungen in
255 sogenannten Rückkehrzentren zu schaffen. Gewisse Rückkehrzentren wurden von
256 der nationalen Kommission zur Verhütung von Folter stark kritisiert, in der
257 sogenannten Ausschaffungshaft starben in der Schweiz bereits mehrere Menschen.
258 Abgewiesene Asylsuchende müssen zudem in einem unwürdigen Nothilferegime
259 ausharren, während ihnen ein Zugang zum regulären Arbeitsmarkt komplett
260 untersagt wird. Wenn Betroffene auf mehr Geld als 240 CHF Nothilfe pro Monat
261 angewiesen sind, werden sie in illegale Arbeitsverhältnisse gezwungen.

262 **Unsere Institutionen sind rassistisch!**

263 **Justiz und Polizei - Rassismus äussert sich durch Gewalt**

264 Die Rolle der Polizei hat eine grosse Relevanz bei der Aufrechterhaltung von
265 rassistischen Gesellschaftsstrukturen. Ihre Arbeit beruht auf
266 Machtdemonstrationen und unverhältnismässigen Handlungen. Bei der Ausübung von
267 Polizeiarbeit ist oft der Gebrauch von Gewalt bei von Rassismus betroffenen
268 Menschen zu beobachten. Statt diese Problematiken auf einer systemischen Ebene zu
269 betrachten, werden rassistische Vorfälle von Staat und Öffentlichkeit oftmals
270 als "Einzelfälle" abgetan. Die Polizei ist eine rassistische Institution und es
271 reicht deshalb nicht, lediglich das individuelle Verhalten von Polizist*innen zu
272 betrachten.

273 In Polizeiberichten werden gewaltvolle Verhaftungen dokumentiert und oft mit
274 Vorwürfen der Aggression der verhafteten Person legitimiert, welche rückblickend
275 kaum hinterfragt werden. Dabei passiert bei polizeilichen Kontrollen
276 systematisches Racial Profiling. Von Rassismus betroffene Menschen Menschen
277 werden aufgrund ihrer Hautfarbe kontrolliert und dabei grundlegend anders
278 behandelt als weisse Menschen [\[26\]](#).

279 Ein Deckmantel für Rassismus bietet die nationalstaatliche Zugehörigkeit. So
280 klassiert die Rechtsordnung Menschen in drei verschiedene Gruppen: Schweizer
281 Staatsangehörige, Staatsangehörige von EU- und EFTA-Ländern und angehörige
282 sogenannter "Drittstaaten". Für EU-/ EFTA-Angehörige gilt
283 Personenfreizügigkeit, der Aufenthalt von Personen aus "Drittstaaten" wird
284 über bilaterale Abkommen geregelt. Der Verfassungsartikel, welcher die
285 Unterscheidung von Menschen aufgrund ihrer "Rasse" verbietet, wird oft nicht
286 eingehalten: Mohamed Wa Baile weigerte sich, seinen Ausweis zu zeigen, nach dem
287 die Polizist*innen nicht begründen wollten, warum er der einzige Pendler war,
288 der kontrolliert wurde. In der Schweiz wurde die Polizeikontrolle aufgrund der
289 Hautfarbe der Person als rechtens erachtet. Mit der Begründung, dass der
290 Bahnhof ein Passagenort für "illegale Migration" sei. Der Fall ist nun am
291 Europäischen Gerichtshof für Menschenrechte hängig. [25]

292 Weiter sterben auch in der Schweiz heute noch Menschen durch rassistische
293 Polizeigewalt, sei das bei Kontrollen oder in Haft. Eine Aufarbeitung dieser
294 Fälle und daraus folgende Konsequenzen werden kaum gezogen. Dafür fehlen in der
295 Schweiz konkrete Datenerhebungen und Auswertungen, was Rassismus innerhalb der
296 Polizei anbelangt. Erst durch Druck aus der Zivilgesellschaft und von Seiten der
297 Medien werden Prozesse vereinzelt und schleppend aufgearbeitet. Wenn Betroffene
298 Klage einreichen wollen, scheitert der Prozess oft an mangelnden Beweisen und an
299 der Arbeit der Staatsanwaltschaft, die den Repressionsapparat schützt. Damit
300 muss endlich Schluss sein! Neben unabhängigen Anlauf- und Beschwerdestellen
301 braucht es systematische Erfassungen von rassistischer Polizeigewalt, dasselbe

302 gilt für die Justiz. Denn Gerichte gelten als erhabene Institutionen, die ein
303 Symbol für Objektivität und Neutralität sind. Das erschwert die
304 Auseinandersetzung mit Rassismus innerhalb der Justiz, obwohl auch Gerichte nie
305 von rassistischen Strukturen verschont geblieben sind.

306 Das Gericht festigt Stereotypen von rassifizierten Gruppen und kriminalisiert
307 diese. Die Weltanschauung von Richter*innen wirkt sich auf das Strafmaß und die
308 Bewertung der Glaubwürdigkeit von Prozessbeteiligten aus. Studien aus dem
309 englischsprachigen Raum belegen, dass Schwarze Menschen härtere Strafen erhalten
310 und auch in der Rolle von Zeug*innen als weniger glaubwürdig erachtet werden als
311 weisse Zeug*innen [52]. Von dieser Situation ausgehend ist es notwendig,
312 rassistische Zustände in Gerichten anzuprangern und sich mit Menschen zu
313 solidarisieren, die von rassistischer Kriminalisierung betroffen sind.
314 Prozessbeobachtung und -berichterstattung muss gefördert werden, um eine
315 Dokumentation von Gerichtsverfahren zu ermöglichen.
316

317 Zugang zum Gerichtssystem um seine Rechte durchzusetzen ist außerdem sehr
318 ungleich vorhanden. Wissen über und Vertrautheit mit dem Rechtssystem sowie Geld
319 um Rechtsvertretungen und Gerichtsgebühren zu bezahlen sind nicht für alle
320 Menschen gleich vorhanden. Rassifizierte Menschen sind dabei oft
321 schlechtergestellt.
322

323 Es braucht jedoch auch eine grundlegendere Auseinandersetzung mit Polizei und
324 Justiz. Diese Strukturen, insbesondere die Polizei, sind nicht reformierbar.
325 Daher müssen wir diese repressiven Institutionen finanziell schwächen und
326 langfristig ersetzen durch konstruktive Elemente öffentlicher Sicherheit wie
327 Bildung, Unterstützung bei Arbeitssuche und Wohnungssicherheit.

328 **Struktureller Rassismus in der Schweiz konkret**

329 Struktureller Rassismus ist in unserer Gesellschaft fest verankert. Betroffen
330 davon sind sowohl Menschen mit als auch ohne Migrationsgeschichte. Eine breite
331 Sammlung und Ergänzung von Studien der Universität Bern zeigt klar:
332 Struktureller Rassismus betrifft praktisch alle Lebensbereiche von
333 rassifizierten Gruppen in der Schweiz [\[241\]](#).

334 Im Bericht der Fachstelle für Rassismusbekämpfung aus dem Jahr 2014 wird
335 festgehalten, wie häufig rassistische Diskriminierung im Arbeitsumfeld vorkommt.
336 Zudem ist die Arbeitslosenquote bei Menschen mit Migrationshintergrund
337 überdurchschnittlich hoch, dasselbe gilt für Anstellungen im Tieflohnsektor.
338 Rassifizierte Frauen werden zudem mehrfachdiskriminiert. Die zusätzliche
339 Diskriminierung, die rassifizierte TINA (trans, inter, nonbinäre und agender)
340 Personen erfahren, wurde garnicht erst erfasst. Laut Bericht haben 9% der

341 Befragten bestätigt, dass sie eine systematische fremdenfeindliche Einstellung
342 am Arbeitsplatz erfahren [40]. Die Diskriminierung beginnt bereits bei der
343 Stellensuche. Bewerbende mit Migrationshintergrund oder "ausländisch" klingenden
344 Namen müssen im Durchschnitt 30% mehr Bewerbungen schreiben, um zu einem
345 Vorstellungsgespräch eingeladen zu werden. Zu dieser Erkenntnis kommt das
346 Forschungsprojekt "Discrimination as an obstacle to social cohesion" [41].
347

348 Besonders prekär ist die Arbeits- und Lebenssituation in der Schweiz für Sans-
349 Papiers, also Migrant*innen, die keinen geregelten Aufenthaltsstatus haben.
350 Mangels legalen Aufenthaltspapieren werden ihnen zahlreiche Rechte und die
351 Teilnahme am öffentlichen Leben verwehrt. In der Schweiz betrifft dies
352 schätzungsweise zwischen 80'000 und 300'000 Personen. Das Vermeiden von
353 Auffälligkeiten, die das Auffliegen ihres fehlenden Aufenthaltsstatus zur Folge
354 hätten, schränkt das Leben von Sans-Papiers stark ein [49].

355 Diese Vulnerabilität, kombiniert mit der Unmöglichkeit, legal einer
356 Erwerbstätigkeit nachzugehen, führt dazu, dass Sans-Papiers in illegalen
357 Arbeitsverhältnissen von Unternehmen ausgebeutet werden. Sie laufen in Gefahr
358 keinen oder einen zu tiefen Lohn zu bekommen [49]. Die rechtlichen Folgen werden
359 in den meisten Fällen von den Sans-Papiers getragen und nicht den
360 Unternehmer*innen, die illegal Lohndumping betreiben. Versuche, die Situation
361 von Sans-Papiers zu regularisieren, blieben meist erfolglos. Bekannte Projekte
362 sind dabei die "Operation Papyrus", die im Kanton Genf seit 2017 immerhin eine
363 erleichterte Regularisierung ermöglichen sollte oder die Bemühungen der Stadt
364 Zürich mit der "City Card", die versucht einen entkriminalisierten Aufenthalt in
365 der Stadt zu garantieren [50], [51].

366 **Die rassistische Erschaffung von Identität in der schweizer 367 Mehrheitsgesellschaft**

368 Ob eine Person als Schweizer*in oder Ausländer*in angesehen wird, wird von einem
369 Teil der Gesellschaft unter rassistischen Aspekten bestimmt [\[27\]](#). Rassifizierung
370 ist dabei wesentlich. Fiktive Unterschiede werden kreiert, es spielt dabei keine
371 Rolle, wo eine Person aufgewachsen ist. So können auch Menschen als
372 "Ausländer*innen" marginalisiert und stigmatisiert werden, die in der Schweiz
373 geboren und aufgewachsen sind. Dieses "Integrationstheater" macht sich auch im
374 Diskurs um die Einbürgerungsvoraussetzungen und im Einbürgerungsprozess
375 insgesamt bemerkbar. 2018 trat das totalrevidierte Bürgerrechtsgesetz (BüG) in
376 Kraft, wodurch die Hürden bis zur Einbürgerung nochmals massgeblich angestiegen
377 sind. 10 Jahre Aufenthalt in der Schweiz und mindestens eine
378 Aufenthaltsbewilligung C sind für ein Gesuch nötig (vor der Revision konnten
379 sich auch Menschen mit Status B und F einbürgern lassen). Zusätzlich müssen
380 Antragstellende sogenannte "Integrationskriterien" erfüllen. Die

381 Beobachtungsstelle für Asyl- und Ausländerrecht (SBAA) verweist auf Fälle, in
382 denen die Einbürgerung verweigert wurde, weil erfragte "lokale Details" nicht
383 genannt werden konnten. Die kommunalen und kantonalen Unterschiede beim
384 Einbürgerungsverfahren sind gross. Die Verfahren sind oftmals demütigend, auch
385 weil in vielen Gemeinden die Gemeindeversammlung entscheidet, ob jemand
386 eingebürgert wird oder nicht. Dazu kommen die hohen finanziellen Kosten, durch
387 welche die Schweiz einmal mehr gegen die Genfer Flüchtlingskonvention verstösst.
388 Bei anerkannten Geflüchteten müsste das Verfahren gemäss der Konvention
389 beschleunigt und die Kosten dafür gesenkt werden.[\[28\]](#)

390 Bei der Debatte rund um die Einbürgerungsthematik bedient sich die
391 Öffentlichkeit rassistischen Ressentiments, dabei kommt das völkische
392 Gedankengut der breiten Bevölkerung einmal mehr zum Ausdruck. Den Pass müsse man
393 sich mit einer bestimmten "Werthaltung" verdienen [\[29\]](#). Die rassistischen
394 Denkmuster zeigen sich in der Argumentation, dass Menschen ohne Schweizerpass
395 demokratie- und gleichstellungsfeindlich seien. Hier lässt sich festhalten: das
396 Herkunftsland von Antragstellenden ist das ausschlaggebende Kriterium für einen
397 positiven Einbürgerungsentscheid, was rassistisch ist. Kein Schweizerpass heisst
398 kein Mitspracherecht. Für uns ist klar: wer hier lebt, soll auch mitbestimmen
399 dürfen. Mit der rassistischen Ungleichbehandlung muss endlich Schluss sein.

400 **Rassismus erkennen und bekämpfen**

401 Europa erlebt derzeit ein regelrechtes Comeback rechtsradikaler, auf
402 rassistischen Fundamenten etablierter Ideologien. Die SVP als grösste
403 reaktionäre Kraft in der Schweiz ist in Europa keine Ausnahme, sondern gar eine
404 Vorreiterin gegenwärtiger Entwicklungen. Die rechtsextreme Partei schafft es
405 spätestens seit den 1990er-Jahren, regelmässig rassistische Initiativen zu
406 präsentieren und diese mittels aggressiver Hetzkampagnen auch nicht selten zu
407 gewinnen. Diese regelrechte Bombardierung mit reaktionären und identitären
408 Narrativen sorgt in der Gesellschaft zu einer Verschiebung der Diskurse im
409 Bereich der Migration nach rechts. Verwendet werden dabei neo-rassistische
410 Argumentationslinien, wobei deren Grundlagen schon vor den Zeiten der SVP gelegt
411 wurden. Der Begriff der "Überfremdung" als festen Bestandteil schweizerischer
412 Polit-Kultur erreichte seinen Höhepunkt in den 1970er Jahren durch die
413 Schwarzenbach-Initiative, welche von der "Nationalen Aktion gegen die
414 Überfremdung von Volk und Heimat" (heute als "Schweizer Demokraten" bekannt)
415 lanciert wurde. SVP-Politiker*innen übernahmen in den darauffolgenden Jahren ein
416 ähnliches Narrativ, wobei ihr Fokus dabei auf die Hetze gegen Asylsuchende
417 verlagert wurde [\[30, S. 188 u.a.\]](#). Internationale Aufmerksamkeit erhielt dabei
418 das "Schäfchenplakat" im Zuge der SVP-Abstimmungskampagne zur
419 "Ausschaffungsinitiative", welches vom Uno-Sonderberichterstatter für Rassismus
420 scharf verurteilt wurde.

421 Akteur*innen mit SVP-nahen Haltungen (oder teils SVP-Persönlichkeiten privat)
422 haben die Medien(häuser) teilweise selbst übernommen und schaffen es so,
423 Diskurse massiv zu beeinflussen. Das Resultat ist verheerend. Nebst der
424 Zusammenlegung vieler Publikationen unter der Kontrolle auserwählter
425 Chefredaktionen, beschränken sich die Besitzverhältnisse der meisten Kanäle
426 auf wenige mächtige Medienkonzerne. Darunter leidet nicht nur die
427 Medienvielfalt und die journalistische Qualität, sondern der Tenor hat sich
428 grundsätzlich zugunsten einer Agenda verschoben, die noch stärker auf die
429 Verteidigung der etablierten Ordnung ausgerichtet ist und zu ihrer rassistischen
430 und autoritären Radikalisierung anregt. Mit antirassistischen,
431 antikapitalistischen Visionen gegen diese anzukämpfen, ist angesichts der
432 herrschenden Machtverhältnisse äusserst schwierig. Auch Analysen zeigen klar:
433 über rassifizierte Minderheitengruppen wird oft berichtet, sie selbst kommen
434 aber nicht zu Wort. Gebraucht werden dabei rassistische Stereotypen und
435 Vorurteile, die Debatte verläuft oft pauschalisierend und wird v.a. von
436 *weissen*, bürgerlichen cis Männern geführt.[\[31, S. 40\]](#)

437 Rechts-konservative Kräfte sorgen schon lange dafür, dass rassistische
438 Ideologien in der Schweiz salonfähig gemacht werden (wobei in Frage gestellt
439 werden muss, ob solche Ideologien zu irgendeinem Zeitpunkt der neueren
440 Geschichte nicht präsent waren). Sie schaffen es, durch eine starke Präsenz in
441 den Medien die Meinung der breiten Bevölkerung zu beeinflussen. So passiert dies
442 beispielsweise bei der aktuellen Debatte um kulturelle Aneignung, welche
443 intensiv und kontrovers geführt wird. Das Thema wurzelt in der Zeit kolonialer
444 Herrschaft und hat somit ihren Ursprung in der Versklavung und systematischen
445 kulturellen Ausbeutung.

446 Auch wenn man sich bei der Debatte um kulturelle Aneignung auf einer
447 Gratwanderung befindet und bisher keine absoluten Lösungen zu finden sind, ist
448 die Diskussion von grosser Bedeutung. Sie ist deshalb wichtig, da sie ein
449 Bewusstsein schafft für das bestehende System der *weissen* Vorherrschaft in
450 unserer Gesellschaft. Kulturelle Aneignung ist darauf ausgelegt, bestimmte
451 Menschengruppen zu unterdrücken und auszubeuten. Viele Elemente kolonialisierter
452 Kulturen wurden von Kolonisator*innen geraubt und verwendet, um daraus Profit zu
453 schlagen. Diese Kulturgüter finden sich heute noch in vielen Museen im
454 westlichen Raum und veranschaulichen deutlich, wie koloniale Herrschaft bis
455 heute ihre Spuren hinterlässt. Im Jahr 1830 wurde in den USA ein Gesetz
456 erlassen, das sogenannte "Indian Removal Act", um eine Gesetzesgrundlage zu
457 schaffen, die indigene Menschen vertreibt und die indigene Kultur verbietet
458 [48]. Das Ziel der Kritik an der kulturellen Aneignung ist darum eine
459 Neubetrachtung der Geschichte. Sie rückt die Forderung der Gleichberechtigung in
460 den Vordergrund [43].

461
462

Vom Alltagsrassismus zum alltäglichen Antirassismus

463 Alltagsrassismus ist eine oft unterschwellige Form von Rassismus, die sich in
464 alltäglichen Situationen zeigt. Alltagsrassismus kann sich in Form von
465 Vorurteilen, Diskriminierungen, Stereotypen, Benachteiligung und Ausgrenzung
466 zeigen. Er kann sich auf verschiedene Aspekte des Lebens auswirken, wie
467 beispielsweise den Zugang zu Bildung, Arbeit, Wohnraum oder
468 Gesundheitsversorgung.

469 Alltagsrassismus hat viele Gesichter. So äussert sich dieser beispielsweise beim
470 Erfragen der "wirklichen" Herkunft oder der stereotypischen Darstellungen in
471 Schulbüchern. Diese Beispiele haben eines gemeinsam: Es wird eine
472 pauschalierte und rassifizierte Einordnung gemacht, um Menschen nach
473 Nationalitäten oder "Kulturen" zu schubladisieren. Damit wird ein "Wir" und
474 "Ihr" geschaffen. Dieser Prozess wird "Othering" genannt. In jeder Gesellschaft
475 gibt es ein sogenanntes „rassistisches Wissen“, das aus Vorurteilen, Stereotypen
476 oder Vorstellungen über „Andere“ besteht. Über diese Vorurteile herrscht ein
477 (mehrheits-)gesellschaftlicher Konsens. Dieses rassistische Wissen zieht sich
478 quer durch alle Schichten und Gesellschaftsbereiche.

479 Eine bestimmende Zeit für die Erschaffung rassistischer Darstellungen waren die
480 Anfänge des 19. Jh. und besonders die Entwicklung des Charakters „Jim Crow“,
481 welcher Teil der Minstrel Shows in den USA war und einen unterhaltenden Zweck
482 hatte. Weisse Darsteller*innen mit schwarz angemaltem Gesicht spielten
483 Charaktere, die negative Stereotypen von Afroamerikaner*innen förderten.
484 Blackface-Darstellungen wurden zudem schnell Teil der Filmindustrie, dasselbe
485 gilt auch für Yellowface-Darstellungen [45] [46] [47].

486 Obwohl die Kritik an Blackface, Yellowface und Redface (gegen indigene
487 Bevölkerungsgruppen) in der Bevölkerung verbreitet ist, stösst sie oft auf
488 abwehrende Haltungen und Ignoranz. Es kommt nicht selten vor, dass sich Menschen
489 in der Schweiz an Halloween, in Basel an der Fasnacht oder in Frauenfeld an der
490 Bechtelnacht als „Indianer“ verkleiden und damit sehr veraltete und falsche
491 Bilder von indigenen Bevölkerungsgruppen reproduzieren. Die Diskussion wird als
492 übertrieben und ungerechtfertigt abgetan. Grund ist fehlendes Bewusstsein und
493 Ignoranz und dadurch eine immerwährende Reproduktion der Stereotype. Das Tragen
494 einer Hautfarbe und von Kulturelementen einer ganzen Menschengruppe zur
495 Unterhaltung ist ein Akt der Entwürdigung und deren Auswirkung zeigt sich auch
496 heute noch. Menschen marginalisierter Gruppen und ihre Kultur zu parodieren und
497 für Kostüme, Popularität und Profit zu instrumentalisieren, zeigt die
498 Überheblichkeit bestehender Machtverhältnisse zwischen Profiteur*innen der

499 weissen Vorherrschaft und unterdrückten Menschengruppen.

500 Alltagsrassismus wird in der Schweiz von vielen Menschen erfahren und ist eng
501 mit gesellschaftlicher Macht verbunden. Eine Mehrheitsgesellschaft bestimmt, was
502 "normal" ist und hinterfragt diese historisch gewachsene (weisse) Normalität
503 nicht, sondern hält diese aufrecht. White Saviorism ist ein Produkt von
504 systematischem Rassismus. (Neo)koloniale Praktiken werden von Staaten,
505 Institutionen und Privatpersonen aus dem «globalen Norden» unter Schlagwörtern
506 wie «Entwicklungshilfe» und «Entwicklungszusammenarbeit» angewendet. So wird
507 beim Fundraising entsprechender NGOs oftmals mit stereotypisch-rassistischen
508 Bildern von «hilflosen» «afrikanischen» Kindern gearbeitet, welche dann durch
509 die Spender*innen aus dem globalen Norden «gerettet» werden sollten [\[35\]](#). In
510 diesem Rahmen findet zudem auch ein Voluntourism von Menschen aus dem globalen
511 Norden statt, welche oftmals ohne jegliche Fachkompetenzen bei
512 "Entwicklungsprojekten" in Ländern des «globalen Südens» arbeiten.

513 Doch nicht nur NGOs und Privatpersonen reproduzieren koloniale Strukturen,
514 Staaten machen dies genauso. Auch die Schweiz betreibt mit der Direktion für
515 Entwicklung und Zusammenarbeit (DEZA) neokoloniale Ausbeutung unter einem
516 humanistischen Deckmantel. So zahlte die DEZA der Water Resources Group (WRG),
517 einem Zusammenschluss der Grosskonzerne Nestlé, Coca-Cola und anderen
518 Akteur*innen bis zum Jahr 2020 jährlich eine Millionen Franken [\[32\]](#). Auch die
519 aktive Präsenz in Ruanda vor dem Genozid ist offensichtlich problematisch, um
520 nur zwei Beispiele zu nennen [\[33\]](#).

521 Solche neokolonialen Machenschaften müssen sofort unterbunden werden. Sogenannte
522 «Entwicklungshilfe» muss abgeschafft werden. Für den angerichteten Schaden
523 müssen entsprechende Reparaturen ausgezahlt werden, dabei muss es sich um
524 Direktzahlungen oder Zahlungen an Projekte der lokalen Bevölkerung handeln.

525 Um Rassismus in der Mitte der Gesellschaft aufzulösen, muss die weisse
526 Mehrheitsgesellschaft ihre Privilegien aufgeben und institutionelle
527 Machtstrukturen öffnen, um Teilhabe für bisher unterrepräsentierte und
528 benachteiligte Gruppen zu ermöglichen. Dies erfordert tiefgreifende individuelle
529 und soziale Veränderungen, die von Widerstand und Abwehrstrategien der
530 Mehrheitsgesellschaft begleitet werden. Der antirassistische Kampf ist
531 unerlässlich für eine pluralistische und heterogene Gesellschaft und dringend
532 notwendig. Die weisse Mehrheitsgesellschaft muss rechtliche, soziale und
533 politische Massnahmen ergreifen und stärken, um Rassismus und andere Formen von
534 Diskriminierung abzubauen. Diese Massnahmen sollten sich an der Empowerment-
535 Bewegung von People of Color orientieren und rassistische Strukturen auf allen
536 Ebenen der Gesellschaft aufbrechen. Um erfolgreich zu sein, müssen diese
537 Massnahmen den Schutz vor Alltagsrassismus ernst nehmen und Teilhabe fördern.

538 Letztendlich geht es darum, Haltungen und Strukturen, welche von Respekt und
539 Wertschätzung geprägt sind, in allen Bereichen des Lebens zu etablieren. [42]

540 **Keine Gesellschaftsvision ohne Antirassismus**

541 Die Idee des Konzeptes von "Menschenrassen" wird heute praktisch nicht mehr
542 vertreten. Rassistische Ideologien haben einen neuen Anstrich erhalten, die
543 menschenverachtenden Ziele dahinter bleiben aber die gleichen. Diese gilt es
544 konstant zu entlarven und zu verurteilen. Wir leben in einer rassistischen
545 Gesellschaft und werden dementsprechend sozialisiert. Rassismus darf darum nicht
546 einfach nur mit (neo)nationalsozialistischen Ideologien gleichgestellt werden.
547 Rassistische Strukturen sind systematisch und historisch etabliert. Sie waren
548 und sind für das kapitalistische Wirtschaftssystem unentbehrlich.
549 Kapitalist*innen versuchen diese Strukturen mit aller Macht zu erhalten - wir
550 Arbeiter*innen können nur mit grenzenloser Solidarität und gemeinsamer
551 Kampfansage antworten.

552 Um die weisse Vorherrschaft in der Schweiz aktiv und grundlegend zu bekämpfen,
553 braucht es Massnahmen. Hierbei gilt es anzumerken, dass unsere Forderungen
554 keineswegs eine dauerhafte Alternative sind gegenüber der unentbehrlichen
555 Überwindung der bürgerlich-demokratischen Staats- und Gesellschaftsordnung als
556 Grundlage des Kapitalismus. In den folgenden Handlungsfeldern sind Massnahmen
557 dringend nötig:

558 **1. Antirassistische Bildung und Forschung bereitstellen**

559 Für eine fundierte und qualitative Forschung zu Rassismusfragen muss der Bund
560 die finanziellen Mittel massiv aufstocken. Nur durch eine intensive
561 Ausseinandersetzung mit Rassismus und dessen Verankerung in unserer Gesellschaft
562 kann Rassismus in all seinen Formen effektiv entschärft werden. Die
563 Dekonstruierung des Rassismus und der *weissen* Vorherrschaft muss auf allen
564 Bildungsebenen stattfinden. Wir fordern darum die Verankerung von
565 antirassistischer Bildung in den Lehrplänen aller Bildungsstufen. Weiter gilt
566 es, staatliche Finanzierung von antirassistischer Forschung auszubauen.
567 Es braucht ein breites Angebot an antirassistischen Weiterbildungen in allen
568 Branchen. Insbesondere im Journalismus, der Bildung, Polizei und Justiz.
569 Staatliche Institutionen müssen diese Weiterbildungen regelmäßig durchführen.

570 **2. Koloniale Schuld eingestehen und Konsequenzen ziehen!**

571 Die Schweiz muss ihre koloniale Vergangenheit lückenlos aufarbeiten. Dazu
572 gehört die offizielle Anerkennung kolonialer Schuld und das Tragen derer

573 Konsequenzen. Auf diesen Prozess müssen direkte Reparaturzahlungen an Länder
574 und Bevölkerungsgruppen gezahlt werden, welche unter den kolonialen
575 Ausbeutungspraktiken von schweizer Unternehmen und Staat Schaden tragen. Private
576 und öffentliche Kulturgüter, bei denen Verdacht auf koloniale Herkunft
577 besteht, müssen enteignet werden. Es muss eine Aufarbeitung der Geschichte
578 dieser Güter stattfinden, welche mit der bedingungslosen Rückführung derer an
579 die ursprünglichen Herkunftsorte endet. Die Aufarbeitung der kolonialen
580 Vergangenheit muss auch in den schweizer Lehrmitteln endlich prominenten Platz
581 gewinnen. Schlussendlich muss die Schweiz mit ihren global tätigen Konzernen
582 auch die aktuelle Ausbeutung der Länder mit kolonialer Vergangenheit stoppen!

583 **3. Festung Europa sprengen!**

584 Wir fordern das Ende der rassistischen Migrations- und Grenzpolitik der EU. Alle
585 Forderungen, die im Migrationspapier der JUSO Schweiz gestellt wurden, sind
586 grundlegend für den Kampf gegen Rassismus. Das Migrationsregime und die
587 aktuelle Grenzpolitik bewirken Gewalt, Ausgrenzung und Diskriminierung von
588 rassifizierten Gruppen und gehören abgeschafft. Auch bei der Erschaffung von
589 Nationalstaaten und deren Grenzen handelt es sich seit Beginn um einen
590 rassistischen Prozess, weswegen Grenzen abgeschafft und Nationalstaaten
591 überwunden gehören.

592 **4. Gegen Rassismus in Justiz, Polizei und Migrationsbehörden!**

593 Die Auswirkung rassistischer Gesellschaftsstrukturen auf allen Ebenen muss
594 endlich anerkannt werden. Im Polizei- und Justizapparat kostet Rassismus
595 Menschenleben. Wir fordern diesbezüglich konstante und umfassende
596 Datenerhebungen zu rassistischer Gewalt und Diskriminierung in staatlichen
597 Institutionen. Des Weiteren braucht es unabhängige, aber öffentlich
598 finanzierte Anlauf- und Beschwerdestellen für Betroffene. Diese Fachstellen
599 sollen verantwortlich sein für das Aufnehmen von Beschwerden gegen rassistische
600 Amtshandlungen, sei es von der Polizei oder anderen Behörden, und sollen diese
601 dann fundiert untersuchen und den Betroffenen entsprechende Hilfe leisten.
602 Solche Stellen sind jedoch nur wirksam, wenn sie über rechtlich verbindliche,
603 wirksame Instrumente verfügen und müssen somit entsprechend ausgestattet
604 werden. Daneben sollen die Institutionen des Migrationsregimes und die Polizei
605 keine zusätzlichen finanziellen Mittel mehr erhalten, die heute Grundlage für
606 ihre Militarisierung und den Ausbau ihrer repressiven Tätigkeitsbereiche sind.
607 Längerfristig soll die Polizei abgeschafft und Alternativen dazu geschaffen
608 werden.

609 **5. Gleiche Rechte für alle**

610 Wir fordern gleiche Rechte für alle in der Schweiz wohnhaften Personen.
611 Politische Partizipation, also aktives und passives Stimm- und Wahlrecht, muss
612 für alle in der Schweiz lebenden Personen gewährleistet werden. Kein Mensch
613 soll in Unwürde leben müssen, deshalb muss der Zugang zum Arbeitsmarkt, zur
614 Sozialhilfe und zu Sozialversicherungen gewährleistet sein, ohne den eigenen
615 Aufenthaltsstatus zu riskieren. Es braucht stärkere Massnahmen, um Rassismus am
616 Arbeitsplatz und auf dem Arbeitsmarkt zu unterbinden. Die durch das AIG und
617 Asylgesetz erschaffene Zweiklassengesellschaft muss ein Ende finden.
618 Rassistische Diskriminierungsformen in den Bereichen Wohnen, Leben und Arbeit
619 sollen vom Staat erfasst und analysiert werden. Aus den Resultaten gilt es,
620 entsprechende Massnahmen auszuarbeiten und umzusetzen.

621 **Schweizer Linke und (Anti-)rassismus - wie**
622 **weiter?**

623 Die weisse Linke im mitteleuropäischen Raum scheint es bis heute nicht
624 geschafft zu haben, sich eine stringente und konsequente Rassismusanalyse
625 anzueignen und dementsprechend zu handeln. Konzepte dazu wären vorwiegend
626 vorhanden, bleiben jedoch meist unbeachtet. Einzig das Konzept der
627 Intersektionalität findet teilweise Platz in linken Analysen, wird aber oftmals
628 missverständlich, vage und in kompletter Ignoranz ihrer Herkunft angewendet.
629 Antirassismus scheint mehr als moralische Verpflichtung angesehen zu werden, was
630 dazu führt, dass ein grosser Teil der weissen Linken nicht fundiert erklären
631 kann, wie Rassismus und Kapitalismus zusammenhängen oder dass Rassismus durch
632 sogenannte "Color Blindness" negiert wird. So argumentieren linke
633 Akteur*innen nicht selten damit, dass alle Menschen als "gleich" zu
634 betrachten sind und missachten damit die Tatsache, dass wegen systemischer
635 Unterdrückung nicht alle Menschen gleich behandelt werden. Damit blenden sie
636 auch aus, dass Massnahmen gegen rassistische Ungleichheiten nötig sind.

637 Eine fundierte Analyse ist wichtig, um linken von liberalem Antirassismus zu
638 unterscheiden. Letzterer versucht systematische Diskriminierungsstrukturen auf
639 eine individuelle Ebene herunterzubrechen [33]. Dabei lassen liberale
640 Antirassist*innen ausser Acht, dass Rassismus ein zentrales
641 Ausbeutungsinstrument des Kapitalismus ist. Der Kampf gegen Rassismus ist damit
642 auch immer ein Kampf gegen den Kapitalismus. Bei diesem Kampf dürfen sich
643 Arbeiter*innen nicht spalten lassen.

644 Neuere postkoloniale Konzepte, die sich am Marxismus orientieren, müssen auch
645 für die Schweizer Linke von zentraler Bedeutung werden. Die postkoloniale
646 Theoretikerin Gayatri Spivak kritisiert die vorwiegend patriarchal-
647 eurozentristische Herangehensweise der vielgelesenen westlichen

648 Theoretiker*innen und vertritt die Ansicht, dass erst glaubhaft antirassistisch
649 gehandelt werden kann, wenn mit dem patriarchal-eurozentristischen Wissensregime
650 gebrochen wird. Ein Hauptproblem ist, dass anti-rassistische Forderungen kaum
651 prominent in den Wahlprogrammen vorkommen und die Reflexion darüber kaum
652 stattfindet. Vorlagen wie das Frontex-Referendum wurden zuletzt von der SP
653 stiefmütterlich behandelt und dementsprechend mit wenigen Ressourcen
654 unterstützt. Auch die JUSO muss darüber Reflexion betreiben und ihre
655 Erkenntnisse entsprechend in die SP und an andere linke Kräfte tragen. Denn wenn
656 die JUSO zu einer antirassistischen Kraft werden will, muss als Voraussetzung
657 eine interne Umstrukturierung, Hinterfragung des internalisierten Rassismus und
658 Bildung zum Thema stattfinden. Handlungsbedarf besteht insbesondere in folgenden
659 Bereichen:

660 **1. Interne Bildungsarbeit**

661 Aktuell existiert ein grosses Bildungsdefizit beim Thema Rassismus. In den WSWS
662 findet sich selten eine antirassistische Perspektive. Die JUSO soll in Zukunft
663 fundierte Bildung zu geschichtlichen Hintergründen des Rassismus und
664 antirassistischen Bewegungen anbieten, sei es in der Form eines WSWS oder von
665 kürzeren thematischen Workshops. Bei der Überarbeitung der WSWS muss zudem eine
666 antirassistische Perspektive zu allen bestehenden WSWS hinzugefügt werden.

667 **2. Reflexion und daraus resultierende Konsequenzen**

668 Basierend auf der antirassistischen Bildung muss eine tiefergehende
669 Selbstreflexion in der JUSO stattfinden. Wir wollen dafür Module erarbeiten,
670 durch welche eine fundierte kritische Auseinandersetzung mit dem
671 internalisierten Rassismus von weissen JUSO Aktivist*innen sowie Rassismus in
672 den parteieigenen Strukturen erfolgt. Für eine fundierte Bildung und
673 Selbstreflexion müssen Rassismusbetroffene sowie antirassistische Aktivist*innen
674 Raum erhalten, sei es durch das Verfassen von Bildungsangeboten, Organisation
675 von Bildungsveranstaltungen oder Kritik an Organisationsstrukturen oder
676 Verhaltensweisen innerhalb der Partei. Dabei ist es wichtig, die Verantwortung
677 für antirassistische Bildung nicht auf Rassismusbetroffene abzuschieben.

678 **3. Struktur**

679 Bisher wurde innerhalb der JUSO zu wenig Awareness-Arbeit geleistet und so gibt
680 es für Rassismusbetroffene keine Möglichkeit, rassistische Vorfälle innerhalb
681 der Partei zu melden. Wenn wir rassismusfreiere Strukturen schaffen wollen, muss
682 ein Awareness-Konzept gegen Rassismus erarbeitet werden, das während
683 Versammlungen und allen anderen JUSO-Events angewendet werden kann. Zusätzlich

684 müssen Reflexionsräume geschaffen werden. Zudem muss sich die JUSO bei den
685 Gewerkschaften und in der SP aktiv für eine antirassistische Politik einsetzen.
686 Gewerkschaften bieten beispielsweise keine spezifischen Beratungs- und
687 Unterstützungsangebote für Menschen an, die am Arbeitsplatz von Rassismus und
688 Diskriminierung betroffen sind. Auch in der SP ist die Bekämpfung von
689 rassistischen Strukturen grösstenteils Nebensache und wird zu wenig an die
690 Öffentlichkeit getragen.

691 4. Vernetzung

692 Die JUSO vernachlässigt den Austausch und die Zusammenarbeit mit
693 antirassistischen Akteur*innen aktuell: Dies muss sich umgehend ändern! Im Kampf
694 gegen den Kapitalismus und allen Unterdrückungsstrukturen ist die Zusammenarbeit
695 mit anderen Organisationen grundlegend. Die JUSO muss dabei eine unterstützende
696 Rolle übernehmen und die Bühne Rassismusbetroffenen und antirassistischen
697 Aktivist*innen überlassen.

698 Bibliographie

699 [1] S. C. Boulila, «Race and racial denial in Switzerland», *Ethn. Racial Stud.*,
700 Bd. 42, Nr. 9, S. 1401–1418, Juli 2019, doi: 10.1080/01419870.2018.1493211.

701 [2] T. Buomberger, «Überfremdung»: Geschichte eines Schweizer Begriffs»,
702 *History Reloaded*, 7. April 2018. [Online]. Verfügbar unter:
703 <https://blog.tagesanzeiger.ch/historyreloaded/index.php/2616/ueberfremdung-geschichte-eines-schweizer-begriffs/>. [Zugegriffen: 30. Dezember 2022]

705 [3] «Historisches Lexikon der Schweiz: Fremdenfeindlichkeit (Xenophobie)», *hls-dhs-dss.ch*. [Online]. Verfügbar unter: <https://hls-dhs-dss.ch/articles/016529/2015-05-05/>. [Zugegriffen: 28. Dezember 2022]

708 [4] B. Glättli, «Personenfreizügigkeit, Grundrechte, Gleichbehandlung».

709 [5] «Black Lives Matter» - Grosser Aufmarsch an Demonstrationen in der
710 Schweiz», *Schweizer Radio und Fernsehen (SRF)*, 13. Juni 2020. [Online].
711 Verfügbar unter: <https://www.srf.ch/news/schweiz/black-lives-matter-grosser-aufmarsch-an-demonstrationen-in-der-schweiz>. [Zugegriffen: 28. Dezember 2022]

713 [6] J. dos S. Pinto und S. Boulila, «Was Black Lives Matter für die Schweiz
714 bedeutet», *Republik*, Juni 2020 [Online]. Verfügbar unter:
715 <https://www.republik.ch/2020/06/23/was-black-lives-matter-fuer-die-schweiz->

- 716 bedeutet. [Zugegriffen: 28. Dezember 2022]
- 717 [7] «Historisches Lexikon der Schweiz: Antisemitismus», [hls-dhs-dss.ch](https://hls-dhs-dss.ch/articles/011379/2009-11-18/).
718 [Online]. Verfügbar unter: <https://hls-dhs-dss.ch/articles/011379/2009-11-18/>.
719 [Zugegriffen: 28. Dezember 2022]
- 720 [8] A. Lentin, «Europe and the Silence about Race», *Eur. J. Soc. Theory*, Bd. 11,
721 Nr. 4, S. 487–503, Nov. 2008, doi: 10.1177/1368431008097008.
- 722 [9] R. Jain, «Schwarzenbach geht uns alle an! Gedanken zu einer vielstimmigen,
723 antirassistischen Erinnerungspolitik».
- 724 [10] Étienne Balibar, *Rasse - Klasse - Nation. Ambivalente Identitäten*. Argument
725 Verlag, 1998.
- 726 [11] A. Memmi, *Racism*. Minneapolis: University of Minnesota Press, 2000.
- 727 [12] Fredrickson, George M, *Rassismus - ein historischer Abriss*. Hamburg:
728 Hamburger, 2004.
- 729 [13] Osterhammel Jürg, «Vom Umgang mit dem „Anderen“. Zivilisierungsmissionen –
730 in Europa und darüber hinaus», in *Das Zeitalter des Kolonialismus*, Stuttgart,
731 2007.
- 732 [14] Thomas David und Bouda Etemad, *La Suisse et l'esclavage des Noirs*.
733 Lausanne: Antipodes, 2005.
- 734 [15] J. Schellhöh, Hrsg., *Grosserzählungen des Extremen: Neue Rechte,
735 Populismus, Islamismus, War on Terror*. Bielefeld: Transcript, 2018.
- 736 [16] B. Gerber, *Die antirassistische Bewegung in der Schweiz: Organisationen,
737 Netzwerke und Aktionen*. Zürich: Seismo, 2003.
- 738 [17] M. Tribelhorn, «Brisanter Deal mit der SS: Schweizer Holzbaracken für die
739 KZ», *Neue Zürcher Zeitung*, 28. Dezember 2020 [Online]. Verfügbar unter:
740 <https://www.nzz.ch/schweiz/brisanter-deal-mit-der-ss-wie-die-schweiz-im-zweiten-weltkrieg-baracken-fuer-die-kz-lieferte-ld.1591704>. [Zugegriffen: 2. Januar
741 2023]
- 743 [18] J. Stadelmann, «1070 Schweizer Baracken für deutsche Konzentrationslager».

- 744 [15] März 1995 [Online]. Verfügbar unter: [https://geschichte-luzern.ch/wp-](https://geschichte-luzern.ch/wp-content/uploads/1995/03/CH-Barackenhandel.pdf)
745 content/uploads/1995/03/CH-Barackenhandel.pdf. [Zugegriffen: 2. Januar 2023]
- 746 [19] «Historisches Lexikon der Schweiz: Einwanderung», hls-dhs-dss.ch, 16.
747 Dezember 2022. [Online]. Verfügbar unter: https://hls-dhs-
748 dss.ch/articles/007991/2006-12-07/. [Zugegriffen: 28. Dezember 2022]
- 749 [20] «Historisches Lexikon der Schweiz: Saisoniers», hls-dhs-dss.ch. [Online].
750 Verfügbar unter: https://hls-dhs-dss.ch/articles/025738/2012-10-04/.
751 [Zugegriffen: 28. Dezember 2022]
- 752 [21] «Saisonarbeit», hls-dhs-dss.ch. [Online]. Verfügbar unter: https://hls-dhs-
753 dss.ch/articles/007934/2015-02-04/. [Zugegriffen: 2. Januar 2023]
- 754 [22] «SR 142.20 - Bundesgesetz vom 16. Dezember 2005 über die Ausländerinnen und
755 Ausländer und über die Integration (Ausländer- und Integrationsgesetz, AIG)»,
756 [Online]. Verfügbar unter: https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/2007/758/de.
757 [Zugegriffen: 3. Januar 2023]
- 758 [23] «SR 142.31 - Asylgesetz vom 26. Juni 1998 (AsylG)», [Online]. Verfügbar
759 unter: https://www.fedlex.admin.ch/eli/cc/1999/358/de. [Zugegriffen: 3. Januar
760 2023]
- 761 [24] «Schengen/Dublin», 1. Januar 1970. [Online]. Verfügbar unter:
762 [https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-](https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-abkommen/ueberblick/bilaterale-abkommen-2/schengen.html)
763 [abkommen/ueberblick/bilaterale-abkommen-2/schengen.html](https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-abkommen/abkommen-umsetzung/abkommenstexte/personenfreizuegigkeit.html). [Zugegriffen: 3. Januar
764 2023]
- 765 [25] «Personenfreizügigkeit», 1. Januar 1970. [Online]. Verfügbar unter:
766 [https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-abkommen/abkommen-](https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-abkommen/abkommen-umsetzung/abkommenstexte/personenfreizuegigkeit.html)
767 [umsetzung/abkommenstexte/personenfreizuegigkeit.html](https://www.eda.admin.ch/europa/de/home/bilaterale-abkommen/abkommen-umsetzung/abkommenstexte/personenfreizuegigkeit.html). [Zugegriffen: 3. Januar
768 2023]
- 769 [26] D. Hunold und T. Singelnstein, Hrsg., Rassismus in der Polizei: Eine
770 wissenschaftliche Bestandsaufnahme. Wiesbaden: Springer Fachmedien, 2022
771 [Online]. Verfügbar unter: https://link.springer.com/10.1007/978-3-658-37133-3.
772 [Zugegriffen: 28. Dezember 2022]
- 773 [27] Max Czollek, «Gegenwartsbewältigung», in Eure Heimat ist unser Albtraum, 1.
774 Auflage., F. Aydemir und Y. Hengameh, Hrsg. Berlin: Ullstein Taschenbuch Verlag,
775 2020.

- 776 [28] «Neuer Fachbericht: Der steinige Weg zum Schweizer Pass», 1. Januar 1970.
777 [Online]. Verfügbar unter: <https://beobachtungsstelle.ch/news/bericht-einbuergerung/>. [Zugegriffen: 4. Januar 2023]
- 779 [29] «TV-Kritik zu Einbürgerungs-Serie – <Bezweifle, dass ein richtiger
780 Schweizer all das weiss>», *Tages-Anzeiger*, 1. Januar 1970. [Online]. Verfügbar
781 unter: <https://www.tagesanzeiger.ch/bezweifle-dass-ein-richtiger-schweizer-all-das-weiss-900287556744>. [Zugegriffen: 4. Januar 2023]
- 783 [30] M. Hildebrand, *Rechtspopulismus und Hegemonie: der Aufstieg der SVP und die
784 diskursive Transformation der politischen Schweiz*. Bielefeld: Transcript, 2017.
- 785 [31] L. Mugglin, D. Efionayi, D. Ruedin, und G. D'Amato, «Grundlagenstudie zu
786 strukturellem Rassismus in der Schweiz».
- 787 [32] «Was weiter geschah: Noch mehr Kritik an der Deza», 18. April 2018.
788 [Online]. Verfügbar unter: <https://www.woz.ch/!ZA8BSF3CY4J>. [Zugegriffen: 12.
789 Januar 2023]
- 790 [33] B. T. swissinfo.ch (Übertragen aus dem Französischen: Peter Siegenthaler),
791 «Schweizer Hilfe in Ruanda im Schatten der Massaker», *SWI swissinfo.ch*.
792 [Online]. Verfügbar unter: https://www.swissinfo.ch/ger/politik/20-jahre-nach-dem-genozid_schweizer-hilfe-in-ruanda-im-schatten-der-massaker/38352952.
793 [Zugegriffen: 12. Januar 2023]
- 795 [34] «Botschaft zur Übernahme und Umsetzung der Verordnung (EU) 2019/1896 über
796 die Europäische Grenz- und Küstenwache und zur Aufhebung der Verordnungen (EU)
797 Nr. 1052/2013 und (EU) 2016/1624 (Weiterentwicklung des Schengen-Besitzstands)
798 und zu einer Änderung des Asylgesetzes».
- 799 [35] <Andrea Tognina> Raaflaub) (Übertragung aus dem Italienischen: Christian,
800 «Dekolonisierung in einem Land ohne Kolonien», *SWI swissinfo.ch*. [Online].
801 Verfügbar unter: <https://www.swissinfo.ch/ger/politik/dekolonisierung-in-einem-land-ohne-kolonien/47669204>. [Zugegriffen: 13. Januar 2023]
- 803 [36] *Rundschau - Gewalt an der Grenze: EU-Geld für kroatische Schlägerpolizisten - Play SRF*. (1. Januar 1970) [Online]. Verfügbar unter:
804 <https://www.srf.ch/play/tv/rundschau/video/gewalt-an-der-grenze-eu-geld-fuer-kroatische-schlaegerpolizisten?urn=urn:srf:video:95f47608-080a-464a-bfe1-0dde37692b4b>. [Zugegriffen: 3. Januar 2023]

- 808 [37] I. Mützelburg, «Régime migratoire / Migrationsregime».
- 809 [40] „Rassistische Diskriminierung im Arbeitsumfeld häufiger als anderswo“
810 kurztext_berichtfrb2014arbeitswelt.pdf
- 811 [41] „Hiring discrimination on the basis of skin colour? A correspondence test
812 in Switzerland“ <https://doi.org/10.1080/1369183X.2021.1999795>
- 813 [42] TOAN QUOC NGUYEN Outside the box – Rassismuserfahrungen und
814 Empowerment von Schüler*innen of Color.
- 815 [43] Balzer, Jens. „Was Sie wissen sollten, bevor Sie sich über kulturelle
816 Aneignung aufregen“. Republik, 11. August 2022.
817 <https://www.republik.ch/2022/08/11/was-sie-wissen-sollten-wenn-kulturelle-aneignung-sie-aufregt>.
- 819 [44] Redaktion. „Debatte um kulturelle Aneignung - max neo - Nürnberg“. max neo
820 (blog), 15. Februar 2022. <https://www.maxneo.de/2022/02/15/debatte-um-kulturelle-aneignung/>.
- 822 [45] Clark, Alexis. „How the History of Blackface Is Rooted in Racism“. HISTORY.
823 Zugegriffen 11. Januar 2023. <https://www.history.com/news/blackface-history-racism-origins>.
- 825 [46] Morgan, Thaddeus. „How Hollywood Cast White Actors in Caricatured Asian
826 Roles“. HISTORY. Zugegriffen 11. Januar 2023.
827 <https://www.history.com/news/yellowface-whitewashing-in-film-america>.
- 828 [47] „Yellowface, Whitewashing, and the History of White People Playing Asian
829 Characters | Teen Vogue“. Zugegriffen 11. Januar 2023.
830 <https://www.teenvogue.com/story/yellowface-whitewashing-history>.
- 831 [48] deutschlandfunk.de. „Vor 190 Jahren - ‚Indian Removal Act‘ wird
832 unterzeichnet“. Deutschlandfunk. Zugegriffen 11. Januar 2023.
833 <https://www.deutschlandfunk.de/vor-190-jahren-indian-removal-act-wird-unterzeichnet-100.html>.
- 835 [49] Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich. „Wer sind Sans-Papiers“. Zugegriffen 11.
836 Januar 2023. <https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/wer-sind-sans-papiers/>.

838 [50] Migration, Staatssekretariat für. „Papyrus“. Zugriffen 11. Januar
839 2023. <https://www.sem.admin.ch/sem/de/home/themen/aufenthalt/sans-papiers/papyrus.html>.

841 [51] Sans-Papiers Anlaufstelle Zürich. „Züri City Card“. Zugriffen 11. Januar
842 2023. <https://sans-papiers-zuerich.ch/hintergrundinfos/zueri-city-card/>.

843 [52] Schlueter, Sophie, und Katharina Schoenes. „Zur Ent-Thematisierung von
844 Rassismus in der Justiz. Einblicke aus der Arbeit der Prozessbeobachtungsgruppe
845 Rassismus und Justiz“. movements. *Journal for Critical Migration and Border*
846 Regime Studies 2, Nr. 1 (26. September 2016). http://movements-journal.org/issues/03.rassismus/12.schlueter_schoenes-zur_entthematisierung_von_rassismus_in_der_justiz.html.
847
848